

La construction de l'Europe et les élections au Parlement de Strasbourg

Un acte de foi espagnol

La date n'a rien d'innocent. En décidant de rejoindre immédiatement le mécanisme de change du système monétaire européen (SME), l'Espagne entend terminer en beauté sa présidence communautaire : dans dix jours se réunira à Madrid un conseil européen dominé par l'union économique et monétaire. Déjà jugé constructif par le gouvernement espagnol, cette décision met au pied du mur la Grande-Bretagne, dernier membre de la CEE à refuser officiellement les contraintes du SME.

Déjà chahuté par des électeurs agacés par le caractère excessif de ses attaques contre la construction européenne, M. Margaret Thatcher verra la pression monter d'un cran et son isolement s'accroître, au sein même du gouvernement, sur l'adhésion de la livre.

La foi européenne du ministre espagnol de l'économie, M. Solchaga, n'explique pas tout. L'Espagne, qui a adhéré à la Communauté en 1986, et dont l'intégration est un indéniable succès, se heurte aujourd'hui à de vives tensions sociales et à une résurgence de l'inflation.

Pour Madrid, le meilleur moyen de traverser cette passe difficile, puis d'aller de l'avant, est de se soumettre aux disciplines du SME. Conscients des difficultés qui les attendent, les dirigeants espagnols ont, malgré tout, demandé, à titre provisoire, le même statut que l'Italie et bénéficieront d'une marge de fluctuation de leur monnaie de 6 % au lieu de 2,25 % pour la France, l'Allemagne, les pays du Benelux, l'Irlande et le Danemark.

Mais la démarche volontariste du gouvernement Gonzalez va renforcer les arguments de ceux qui plaident pour des résultats concrets lors du conseil de Madrid, et dissuadent un engagement politique sur le processus devant conduire à l'union économique et monétaire.

La convocation d'une conférence intergouvernementale chargée de réviser le traité afin de permettre les transferts institutionnels qu'implique une telle union monétaire s'impose, à leurs yeux. L'Espagne, la France et l'Italie devraient, sur ce terrain, bénéficier du soutien de l'Allemagne fédérale. On s'attend que le chancelier Helmut Kohl réaffirme, jeudi prochain, à Paris, son attachement personnel au projet d'union économique et monétaire comme au « rapport Delors », qui en trace les étapes.

Que fera M. Thatcher face à un camp activiste et apparemment déterminé ? Elle peut refuser net le scénario Delors impliquant un abandon partiel des souverainetés nationales en matière monétaire et opter pour l'affrontement, quitte à voir ses partenaires construire une union sans elle. Elle peut provoquer la surprise et annoncer l'adhésion de la livre au mécanisme de change. Elle peut enfin faire preuve d'une certaine compréhension et suggérer une étude plus approfondie du dossier pour gagner du temps.

Ses interlocuteurs, qui ne cherchent pas la crise, lui accorderaient sans doute un délai de réflexion. L'heure de vérité serait alors reportée au conseil européen de décembre, à Paris.

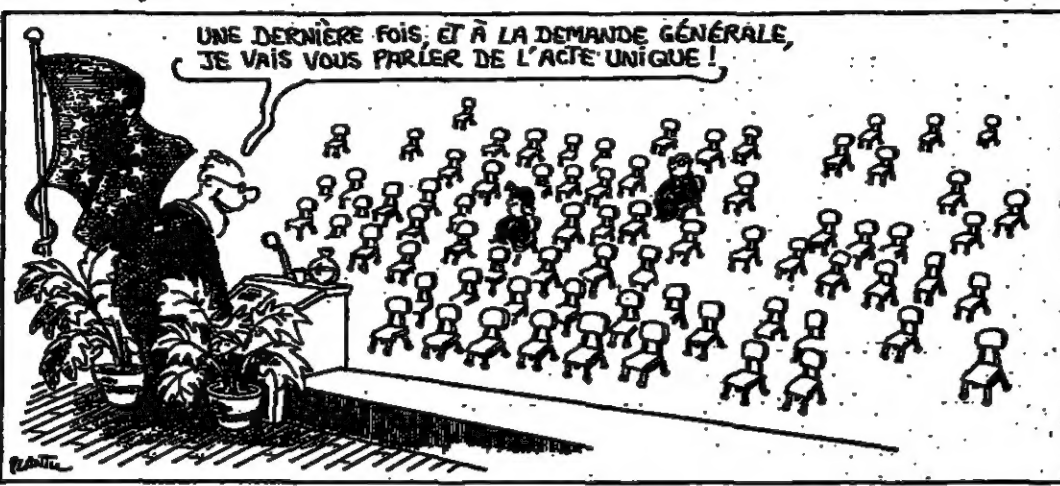
(Lire page 14 l'article de THIERRY MAZINIAK.)

M 0146-06190-6,00 F



379014606000 06190

La rénovation de l'opposition dépendra du score des listes UDF-RPR et centriste



Les résultats des élections européennes en France, dimanche, devaient dépendre, avant tout, du taux de participation du corps électoral.

Ils provoqueront, toutefois, des réajustements des forces politiques, notamment dans l'opposition, dont la rénovation dépendra du rapport du score entre listes UDF-RPR et centriste.

Si l'avenir de l'Europe constitue un sujet d'ennui pour certains électeurs français, ceux-ci se rassurent : les enjeux de politique intérieure reprendront dès dimanche soir le pas sur les considérations extra-hexagonales.

Quels qu'ils soient, les résultats du scrutin dans notre pays provoqueront, en effet, une nouvelle répartition des cartes politiques qui conditionnera la vie publique jusqu'à la prochaine

échéance nationale, celle des élections législatives en 1993.

Quoi qu'ils en aient dit, jusqu'aux derniers moments de la campagne, tous les ténors politiques se sont déjà projetés dans ce proche futur.

Le plus ardent, dans cette course aux lendemains qui chantent, est, de toute évidence, M. Valéry Giscard d'Estaing.

ALAIN ROLLAT.
(Lire la suite page 6.)

Trente-deux ans après

Révélation soviétique sur un accident nucléaire dans l'Oural

La « glasnost », inaugurée dans le domaine du nucléaire à l'occasion de la catastrophe de Tchernobyl, en 1986, s'applique à des accidents du passé, jusqu'à présent soigneusement occultés par les autorités de Moscou. Un vice-ministre soviétique vient de donner des précisions sur un grave accident nucléaire survenu en septembre 1957 dans l'Oural, sur un site de fabrication de bombes atomiques. Il était difficile, pour les Soviétiques, de cacher plus longtemps cette catastrophe, évoquée pour la première fois en 1976 par le biologiste dissident Iouri Medvedev, et dont la gravité et l'ampleur avaient été confirmées par des photos

prises par satellite ces dernières années.

Contrairement aux affirmations de M. Medvedev, qui parlait de centaines de morts, l'explosion de l'Oural n'aurait pas fait de victimes, mais a provoqué l'évacuation de plus de dix mille personnes. Elle n'en constitue pas moins l'accident nucléaire le plus important par ses conséquences, après Tchernobyl, où trente personnes ont été tuées, et où une zone de 30 kilomètres autour de la centrale ukrainienne a été vidée de ses cent trente-cinq mille habitants.

(Lire l'article de J.-P. DUFOUR page 8.)

Un ministre destitué pour « corruption » et l'ancien commandant de l'armée cubaine en Angola arrêté pour avoir eu des « contacts » avec des trafiquants de drogue internationaux : ces événements dans l'île communiste des Caraïbes attirent à nouveau l'attention sur un régime trentenaire qui, depuis 1968, n'avait plus connu de convulsions dans sa sphère dirigeante.

« Traumatisme », en toute certitude, selon le terme même employé par M. Raul Castro, numéro deux du régime, que la révélation de graves affaires met-

Règlements de comptes à Pékin

L'agence Chine nouvelle a accusé, sans le nommer, M. Zhao Ziyang, secrétaire général déchu du Parti communiste, d'avoir soutenu les émeutes.

PAGE 5.

Transition en Iran

Les héritiers de Khomeiny à l'épreuve des réalités quotidiennes.

PAGE 3.

L'hommage à Imre Nagy

La population hongroise a commémoré la « révolution de 1956 ».

PAGE 4.

Salon du Bourget

Des armes « intelligentes ».

PAGE 15.

Le XV de France battu par les All Blacks

Une belle défaite.

PAGE 9.

Le Monde

RÉGIONS

Le tour de France de nos correspondants.

PAGE 13.

Le sommaire complet de l'édition page 18.

Arrestation d'un général soupçonné de trafic

Cuba éclaboussé par la drogue

tant en cause de hautes personnalités du régime pour « corruption », « mauvaise conduite » et même « contacts avec des trafiquants internationaux de drogue ». Il est trop tôt, cependant, pour voir l'indice d'un ébranlement grave du régime désormais trentenaire de M. Fidel Castro. — même si le quotidien officiel du Parti communiste cubain, *Granma*, évoque, pour l'écarter, l'hypothèse que les dirigeants sanctionnés puissent avoir été « impliqués dans des activités politiques » contre le « commandant en chef de la révolution ».

Les faits sont de toute façon sérieux. Le ministre des trans-

ports, M. Diocles Tonalba, a été destitué le 13 juin, puis arrêté, pour « conduite personnelle immorale, dissipée et corrompue ». Il lui serait reproché d'avoir été au cœur d'un trafic de sucre entre l'île et l'Angola. — pays où des troupes cubaines sont arrivées en nombre à partir de 1973 pour défendre le régime marxiste du MPLA, et d'où elles commencent à se retirer depuis un accord international signé le 22 décembre dernier. Ce chef d'accusation n'est pas rare à Cuba, y compris pour une personnalité de rang élevé.

JEAN-PIERRE CLERC.
(Lire la suite page 5.)

Non-lieu pour les ventes d'armes à l'Iran

Les obus fantômes de l'affaire Luchaire

L'affaire des ventes d'armes de la société Luchaire à l'Iran, alors que ce pays était sous embargo, se conclut par un non-lieu général. Ainsi en a décidé, vendredi 16 juin, M. Michel Legrand, juge d'instruction chargé de ce dossier depuis mars 1986, après des réquisitions identiques du procureur de la République de Paris.

L'instruction n'a pas pu confirmer l'hypothèse d'un « circuit financier » entre Luchaire et le Parti socialiste. En revanche, le juge Legrand estime s'être heurté à la mauvaise volonté du ministère de la défense, dont, selon lui, certains hauts fonctionnaires ont laissé faire le trafic de Luchaire. L'affaire Luchaire avait suscité une vive polémique sous la cohabitation, entre 1986 et 1988.

Tout est bien qui finit bien pour l'Etat, pour le ministère de la défense, pour la haute hiérarchie militaire, pour le Parti socialiste. Pour l'opinion et le commun des citoyens, c'est moins sûr. Etonnant paradoxe : après avoir établi que des ventes illicites d'armes à l'Iran ont eu lieu de 1982 à 1986, la justice n'en conclut pas moins à l'absence de tout délit. Pauvre justice, qui sera inévitablement la cible des commentaires alors qu'en cette affaire, elle fut prise au piège d'un jeu qui la dépassait ! Car l'épilogue de l'affaire Luchaire est surtout peu glorieux pour le ministère de la défense et pour le monde politique, droite et gauche confondues.

Un ministre de la défense de gauche, M. Paul Quilès, qui ne porte plainte qu'en extrême, poussé par des révélations de presse. Un ministre de la défense de droite, M. André Girard, membre d'un gouvernement

menant campagne contre l'affairisme de ses prédécesseurs, mais qui refuse d'aider le juge d'instruction et retient par devers lui, au nom du secret défense, les pièces essentielles, protégeant ainsi une administration militaire qui, peu ou prou complice, a laissé faire les exportations de Luchaire.

Sans compter un service du ministère des finances, les douanes, qui, tout dernièrement, certifie, contre tout bon sens, qu'il n'y a dans cette affaire aucune infraction relevant de sa compétence. Autrement dit, et aussi sûrement que la terre n'est pas ronde, il n'y aura jamais eu de livraisons d'armes à l'Iran. Alors que le juge d'instruction lui-même affirme que 150 000 obus ont encore été livrés à ce pays après les élections de mars 1986.

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

(Lire la suite page 8.)

Le Monde DE L'EDUCATION

17 F

ENQUETE TELEVISION : L'ATTRAPE-MÔMES

La télévision a une recette magique pour tenir les enfants rivés devant l'écran : les dessins animés. Un marché lucratif pour les chaînes grâce aux produits dérivés, à la publicité et aux sponsors. Une enquête pour aller au-delà de l'éducateur à sa montre, vigile, face à l'engouement des « mômes » pour ce loisir « captivant ».

LE PALMARES DES ECOLES D'INFIRMIERES ET DU PARA-MEDICAL

Comment accéder aux métiers de la santé. Les filières pour se présenter aux concours sans baccalauréat. Région par région, le taux de réussite des étudiants. Des professions aux débouchés incertains.

SOCIETE

LES HEROS DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS. Ouvert à tous, sans condition de diplôme, presque gratuit, le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) est une institution irremplaçable. Mais l'effort pour décrocher un diplôme est lourd. Des « étudiants-désoir » témoignent.

NUMERO DE JUIN, 116 PAGES - 17 F
En vente chez votre marchand de journaux

Dates

Il y a trente-cinq ans

Le glas du maccarthysme

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 46-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :

André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Favret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Woutet

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet

Correspondant en chef :

Claude Sales

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur : (1) 42-47-98-71

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse :
nos abonnés sont invités à
renouveler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 9 mois 1 an

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

La voix est presque cavernueuse, le physique mou et le ton acerbé : « l'incorruptible » est fatigué. Depuis trente-cinq jours déjà, en ce printemps 1954, les Américains, rivés à leurs télévisions, découvrent enfin à l'image celui qui, depuis quatre ans, sert de chien de garde idéologique à la première puissance du monde : Joseph « Joe » McCarthy. Un personnage plus grand que nature, un mythe, celui du grand inquisiteur de la chasse aux sorcières communistes.

Cette fois, sans le savoir, ce petit homme qui sait si bien jouer de la fascination morbide qu'il exerce sur l'Amérique a choisi de frapper très haut : au cœur de ses interminables audiences télévisées, c'est au cœur, au noyau dur de cette frileuse société de l'après-guerre qu'il s'attaque, l'armée. Et au-delà d'elle, au gouvernement tout entier, et au président Eisenhower, dont le propre frère, excoffé, a fini par traiter le sénateur de « Hitler ».

Et à voir ces accusations biaisées, ces révélations tronquées, ces demi-vérités assénées par un « archange » éreintant, qui transpire, débouillonné, le doute s'installe et les spectateurs se sentent soudain dégrisés : était-ce donc cela, cet historien alourd, le grand purificateur qui se faisait fort de délivrer l'Amérique du péril rouge prêt à la gangrèner ?

Quel gâchis, à y repenser, depuis ce 9 février 1950 où, dans un discours aussi inattendu qu'historique à Wheeling, en Virginie-Occidentale, Joe McCarthy, qui n'était encore qu'un petit sénateur du Wisconsin, annonça : « J'ai ici dans la main une liste de deux cent cinquante personnes qui sont connues du département d'Etat comme membres du parti communiste et qui néanmoins travaillent encore au département d'Etat et en déterminent la politique. »

Du président Truman au général Marshall

De ce jour, devait naître et s'amplifier une spirale aberrante de délations, d'intolérances et d'intimidations. Pas un secteur de la vie publique ne sera épargné. Carrières brisées, réputations entachées, amitiés défilées, le « maccarthysme » se répandra du cas du plus obscur fonctionnaire jusqu'à celui des plus grands.

La liste est longue, du président Truman, « ce salaud qu'il aurait fallu destituer », au général Marshall, prix Nobel de la paix, qui prendra une retraite anticipée, aux ambassadeurs Bolhen et Jessup, accusés d'avoir « donné la Chine aux communistes », ou au chercheur Robert Oppenheimer, ignominieusement écarté pour avoir « retardé » la fabrication de la bombe H. Et les commissions du Congrès qui traqueront sans relâche la « subversion » ouvriront ainsi la porte à tous les ridicules : tandis qu'à l'étranger on « purge » les bibliothèques des ambassadeurs et qu'aux Etats-Unis des étudiants signent des pétitions pour protester contre certains « passages subversifs » de la Déclaration d'indépendance, à Los Angeles Walt Disney a le courage d'ironiser sur ce plaignant en pleine commission de ce que les « rouges » ont essayé de subvertir Mickey Mouse.

Et si l'on était allé trop loin ? Ce 17 juin 1954, la fin des auditions sur l'armée, qui avaient été conçues comme l'apothéose de l'action de McCarthy, en fait, en sonner le glas. Il faudra du temps mais, doucement, l'Amérique va sortir de son aveuglement « patriotique ». Déjà, à la mi-juin, un sondage montre que seuls 34 % des Américains approuvent la conduite de McCarthy. Ils étaient 50 % en janvier. Les signes avant-coureurs de la chute sont là.

La presse par exemple (1), cette presse qui, sans scrupules et au nom du respect des « faits », reproduit sans commentaire depuis si longtemps les accusations de « Joe », marque le pas. Pensons, le New York Times a déjà expliqué le 14 janvier comment il a présenté, somme toute, des

informations non vérifiées comme des « faits ».

Et qu'en est-il au juste de ces « faits » ? Obscurité pour obscurité, on se rend vite compte que ce paragon de toutes les vertus ment. Et d'abord sur lui-même. Ainsi, par exemple, lorsqu'il raconte à ses auditeurs frissonnants qu'il a encore « dix livres de shrapnel dans la jambe », rapportée d'un accident d'avion en pleine guerre, qui pourrait s'imaginer que le jour dit - le 22 juin 1943 - McCarthy se trouvait loin du théâtre des opérations, à bord d'un navire qui devait alors passer l'équateur.

Communistes et gens à risques

On se rend vite compte aussi que « l'incorruptible » n'en est pas à une acrobatie financière près. Ainsi, en 1943, alors qu'il était encore sous les drapeaux, il spécula à la Bourse, réalisant de substantiels bénéfices, qu'il omet de déclarer. Jonglant avec l'argent mais, mieux encore, avec les partis politiques, il fut démocrate, avant de passer au grand Old Party, s'appuyant même sur les syndicats d'ouvriers, qu'il taxera par la suite de « proches des com-

cadre du programme dit de « loyauté » au pays - adopté le 21 mars 1947 - passé un orible idéologique les dossiers de quelque quatre millions de candidats à des postes administratifs.

Surenchère

Alors ? Les Américains devaient bien se rendre à l'évidence : avant tout, le sénateur McCarthy n'était peut-être que l'émulation de leurs propres frayeurs, le chef d'orchestre de leurs fantasmes, né de la pression de la guerre froide, des craintes suscitées par la guerre de Corée ou encore par cette peur sourde de la bombe que les Russes venaient de faire exploser. Sans parler de la Chine communiste et de l'Indochine, qui allait « tomber »...

Si l'Amérique avait engendré McCarthy, c'est avec le même acharnement qu'elle allait le détruire. Mais les mythes ont la vie dure, surtout lorsqu'ils prennent racine au plus profond de la vie politique. Or, qui n'était pas anticommuniste ou encore à l'être dans les années 50 ? Les associations d'anciens combattants entretenaient le feu sacré, relayées par des intellectuels de droite, des personnalités

En face, dans le camp républicain, pas fâché de trouver, au moins au début, en McCarthy une locomotive contre le pouvoir démocrate, on s'inquiète aussi. Et le vice-noyan des anticommunistes, le président Richard Nixon notamment, se sent quelque peu désemparé, voire discrédité. L'élection d'Eisenhower en 1952 sera presque une machine de guerre contre McCarthy. Du moins l'espère-t-on. Eisenhower, c'est entendu, n'aime pas le sénateur du Wisconsin, mais il se sent lui aussi ligoté. D'ailleurs que faire ? On a du mal à évaluer si l'adulation dont bénéficie « Joe » peut se traduire, en résultats électoraux. Mieux vaut ne pas bouger... C'est au point que durant l'été 1953, épuisé par son combat contre cette « vieille garde » qui appelle McCarthy et le détourne de ce « milieu de la route » auquel il aspire à conduire le pays, le président a même pensé à « se mettre tranquillement à créer un nouveau parti ».

Motion de censure

Ce ne sera pas nécessaire. En s'attaquant à l'armée, McCarthy signe son arrêt de mort politique. Il est allé trop loin. Il déclare le général Zwicker « indigne de porter l'uniforme » parce que cet homme couvert de décorations a accepté la promotion d'un dentiste militaire... communiste ! Roy Cohn, le premier adjoint de McCarthy, tente à son tour d'empêcher que son ami David Shims n'aille sous les drapeaux. Il accuse le ministre de la guerre de « l'avoir pris en otage ». Ulcérée, l'armée demande alors au Congrès de trancher. Et le Sénat, qui n'a que trop attendu, va enfin se mettre à critiquer l'un des siens. Le démagogue a trouvé son maître en la personne du sénateur Watkins, un sévère morose qui préside la nouvelle commission d'enquête. Impensable ! Les audiences tournent au conseil de discipline. Chaque fois que McCarthy tente une de ses interminables digressions, Watkins le coupe d'un coup de marteau sévère. Les audiences s'acheveront en apocalypses : à la fin de 1954 une motion de censure est votée contre le sénateur McCarthy qui, est-il précisé, « a fait obstacle au processus constitutionnel et a affecté la dignité du Sénat ».

Les victimes osent relever la tête, le président Eisenhower interdit au sénateur l'accès à la Maison Blanche ; l'inquisiteur va devoir rendre des comptes, il ne fait plus peur. La vague d'anticommunisme n'en continue pas moins à déferler et tandis que la motion de censure était à l'étude, la fameuse loi sur « l'enregistrement des communistes » était adoptée. Les partisans de McCarthy et Roy Cohn font front, avec violence. Ils recueillent un millier de signatures en faveur du sénateur et le rabbin Schulz à New-York expliquera même, au cours d'une manifestation de soutien, que « les braves gens savent bien que la perte de Cohn équivaudrait à la perte d'une douzaine de navires de guerre ». Peine perdue, ignoré ou discrédité par les journalistes, McCarthy va disparaître de la scène. Il sombrera dans l'alcoolisme, et lorsque mal rasé et brailard, il aura encore quelques poussées de fureur, notamment contre Eisenhower, pas un journal ne sera là pour le citer. L'oubli était la pire punition pour cet homme qui fut, avant même Ronald Reagan, l'archétype du « grand communicateur ». Il mourut le 2 mai 1957 de « complications hépatiques ». Moins de deux ans auparavant, un marchand d'automobiles de Baltimore avait fait ériger de lui une statue de 2,50 mètres de haut sur laquelle on le représentait en toge et lutant contre des serpents... Résumant le malaise général, l'éditorialiste du Washington Post écrira : « L'ultime jugement sur Joseph McCarthy, c'est Dieu qui le portera ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

(1) Voir notamment, le Chasse aux sorcières, de Marie-France Tolnot, aux éditions Complexe.



DESIGN NOUVEAU

ministres ». Et que dire de l'habileté avec laquelle il distille ses prétendues révélations ? Car, que révèle-t-il, en fin de compte ? Rien, ou presque.

Le lendemain même de son discours de Wheeling, McCarthy prenait la parole à Salt-Lake-City et ne parlait plus que de cinquante-sept « communistes » à purger, au lieu des deux cent cinquante initiaux. Dix jours plus tard, le chiffre se stabilisera à quatre-vingt-un. Par la suite, il prétendra qu'il ne s'agissait pas seulement de communistes mais de gens à risques (homosexuels, anarchistes...). Et si, d'aventure, quelqu'un a des velléités d'explication pour démentir le vrai du faux, le sénateur, drapé dans son immunité parlementaire, se garde de fournir le moindre preuve.

Son argument est irréfutable : « Il ne serait pas juste, dit-il, de dévoiler le nom de ces gens avant même qu'ils aient eu une chance de répondre. » A y regarder de plus près, on se rend compte aussi que l'inquisiteur n'a jamais contribué à l'arrestation d'un seul des grands espions démasqués aux Etats-Unis depuis le lendemain de la seconde guerre mondiale. Et c'est sans l'aide de McCarthy que le FBI et le ministère de la justice avaient, dans le

comme Jo Kennedy, le père du « clan », et de grosses fortunes. Au Texas notamment, où, pour son mariage, en septembre 1953, le sénateur McCarthy se vit offrir une Cadillac de deux millions de dollars, tandis que le pape Pie XII lui envoyait un télégramme de félicitations. La hiérarchie catholique, quant à elle, avait, dès 1938, donné l'alerte sur « la propagation des enseignements subversifs » aux Etats-Unis et McCarthy, lui-même catholique, n'aura de meilleurs soutiens que le cardinal Spellman.

Pour se défendre, dans ce climat, des accusations des « fédéraux », il fallait faire de la surenchère. Ne vit-on pas ainsi la gauche libérale d'alors, Hubert Humphrey, Paul Douglas ou Estes Kefauver en tête, en rajouter et prêter la main à des projets ignominieux... En 1950, pour contrecarrer le projet de loi McCarran sur la sécurité intérieure (il prévoyait l'inscription des communistes auprès des autorités), les libéraux proposèrent un plan de détention, en cas de situation grave, des personnes susceptibles de commettre des actes de sabotage. Idée qu'un conseiller du président Truman appela avec ironie « la proposition de loi sur les camps de concentration ».

Savez-vous que la loi interdit les ventes d'armes aux Etats criminels de guerre ?

à suivre ...

Fonds de recherches
DROIT INTERNATIONAL 1990
B.P. 136 - 75223 PARIS Cedex 05



Etranger

IRAN: le sort de la révolution islamique

Les héritiers de Khomeiny à l'épreuve des réalités quotidiennes

Quatre jours après la mort de Khomeiny, les héritiers de l'imam ont, jusqu'à présent, réussi à préserver une image d'unité sans, toutefois, que les problèmes internes de la direction iranienne aient été réglés. De son côté, la population continue à se débattre dans des difficultés économiques éclatantes de plus en plus les mots d'ordre idéologiques.

Téhéran
de notre envoyé spécial

Des heures durant ils se sont battus la poitrine, se sont couverts le visage de la terre où il devait reposer. Ils sont restés en transe jusqu'à l'évanouissement. Ils se sont bousculés jusqu'à l'épuisement. Certains se sont frappés le crâne à coups de sabre, jusqu'au sang. Le rite a été respecté, les images en ont été largement diffusées. Mais, avec l'imam Khomeiny, n'est-ce pas la révolution islamique, dont il fut le père, qu'ils ont inhumée dans cette terre aride du sud de Téhéran ?

Les contradictions de M. Rafsanjani

Un début de réponse a été donné par les héritiers mêmes de celui qui est mort vingt-six ans, presque jour pour jour, après avoir lancé — le 5 juin 1979 — la révolution contre le chah, qu'il mit seize ans à renverser. Désigné au lendemain du décès de Khomeiny, le successeur du « Guide de la révolution » est devenu, plus précisément, « Guide de la République islamique ». Chef de l'Etat sans grand pouvoir, arrivant au terme de son deuxième — et dernier — mandat, M. Ali Khamenei est, certes, devenu du jour au lendemain ayatollah; mais, hier encore simple hachémite, il est loin d'être la « source d'inspiration » en principe requise pour assumer le « premier rôle », celui de dirigeant suprême, à la fois spirituel et temporel, qu'a tenu sans partage l'imam Khomeiny pendant dix ans.

Et, déjà, Khomeiny à peine enterré, M. Khamenei tout juste désigné pour lui succéder, est un autre homme qui s'est penché au sommet de la vie politique iranienne. Un homme qui tout le monde s'accorde à considérer comme tout sauf fanatique. Un homme au visage quasi imberbe, aussi rond que l'imam était anguleux et terrible.

Président du Parlement, l'hodjatollah Ali Akbar Hashemi Rafsanjani a, depuis, au long de ces premières journées de deuil, tout l'établissement islamique avec un naturel étonnant, faisant séder à sa droite le nouveau « guide », tenant la vedette devant la presse internationale, multipliant les déclarations en lieu et place d'un gouvernement étrangement silencieux, annonçant sa candidature à une présidence de la République qu'il décrit à l'avance comme forte (soit tout le contraire de celle qu'a exercée M. Khamenei depuis 1981).

Un homme aussi, M. Rafsanjani, qui survole imperceptiblement les contradictions. Longtemps présenté comme partisan d'une ouverture nécessaire économiquement parlant — de l'Iran sur l'Occident, quelquefois décrit (abusivement, sans aucun

doute) comme un « modéré », impliqué dans le scandale des ventes d'armes américaines (l'« Iran-contra »), M. Rafsanjani n'a pas hésité, début mai, à lancer un appel au meurtre d'Américains, de Britanniques et de Français, dont la violence a étonné tout le monde. La semaine dernière, il faisait l'apologie de la coopération avec l'Union soviétique, oubliant totalement la condamnation sans appel des régimes communistes, et plus particulièrement de Moscou, contenue dans le testament de l'imam, lu quelques jours plus tôt par M. Khamenei devant les députés.

Si, à travers les manifestations imposantes auxquelles ont donné

leur loyauté, avant d'en faire autant avec M. Khamenei, une fois celui-ci désigné comme « guide » — donc chef suprême des armées. Toutefois on ne dispose d'aucun élément fiable concernant l'état d'esprit de ces forces, et en particulier des Pasdaran (ou Gardiens de la révolution) qui ont été, au lendemain de la chute du chah, les agitateurs de mouvements d'humour allant jusqu'à la grève, et sont traversés de courants divers.

L'armée régulière, elle, a subi un nombre impressionnant de purges depuis le début de la révolution, qui l'ont affaibli alors que, déjà, le chah l'avait organisée de façon qu'elle ne représente pas un danger

l'ation qui vient de vivre huit années de guerre. Un mot revenait ainsi, en ces journées de deuil officiel, bien plus souvent, dans la bouche des Téhéranais, que toute considération idéologique sur le devenir de la révolution islamique : riz.

C'est la détre de base dans l'alimentation des Iraniens. Nombreux sont ceux qui ont dû pratiquement renoncer faute de pouvoir suivre les prix, à 1 500 rials (soit environ 150 F au cours officiel) le kilo, pour des revenus moyens oscillant entre 50 000 et 80 000 rials (5 000 et 8 000 F). Quant aux loyers, ils dépassent trop souvent les salaires de nombreux cadres ou fonctionnaires.

La tentation est grande, alors, de comparer le niveau de vie de maintenant avec celui de l'ancien régime, il y a un peu plus de dix ans. Comme le fait ce petit employé de cinquante ans qui se souvient de son salaire passé de 900 rials par jour, avec lequel il pouvait aisément acheter son kilo de poulet à 130 rials alors, qu'aujourd'hui, ce même kilo à 1 450 rials absorberait presque entièrement son salaire journalier de 1 800 rials.

Face à ces difficultés de la vie quotidienne endurées par la population, le régime aura du mal à vivre longtemps sur des slogans et à ranimer, chez ceux du moins qui en témoignaient, une ferveur révolutionnaire que des années de répression, de guerre et de crise ont largement contribué à éteindre. L'épreuve décisive pour les héritiers de Khomeiny sera certainement économique, loin des mots d'ordre purement islamiques et extrémistes, des anathèmes contre l'étranger et des appels au meurtre.

Le président du Parlement ne s'y est pas trompé qui, d'ores et déjà, évoque la nécessité d'un « boom économique » dans le pays (le Monde du 10 juin). L'hodjatollah Rafsanjani, actuel homme fort de l'Iran, a-t-il les moyens de mener à bien cette tâche, si tant est qu'il se maintienne au pouvoir ? Certains en doutent fort, comme ce fonctionnaire, cadre dans un organisme économique, qui relève que le régime n'a, jusqu'à présent, que prendre « des mesures à court terme, sans vue d'ensemble du problème ».

Nul doute que toute tentative de remédier à la situation économique de l'Iran passe par la réouverture du pays sur l'étranger, et surtout sur l'Occident. Il n'est pas sûr que celui-ci reste, pour longtemps encore, aussi « satanique » que l'avait décrété l'imam. D'un autre côté, la capacité de M. Rafsanjani à séduire bien des dirigeants occidentaux est incontestable. La France et l'Allemagne de l'Ouest viennent d'en donner, encore une fois, la preuve en annonçant, un peu plus d'une semaine seulement après la disparition du « Guide de la révolution », le retour de leur ambassadeur à Téhéran (le Monde du 14 juin) — en raison, a précisé M. Roland Dumas, du nouveau contexte politique iranien après la mort de l'imam Khomeiny et de la préparation de l'élection présidentielle d'août prochain... à laquelle M. Rafsanjani est, pour le moment, le seul candidat.

YVES HELLER.

L'opposition vue de Téhéran : anachronique

Téhéran
de notre envoyé spécial

Tout au nord de Téhéran, sur ces confortables collines qui font vite oublier l'agitation poussive de la capitale, dont on aperçoit, au loin, les lumières, des voix résonnent dans l'air apaisé du soir. Le transistor, allumé en permanence, distille de savantes analyses d'où il ressort que l'Iran est au bord du gouffre, s'il n'est déjà tombé dedans, que le régime islamique vit ses dernières heures.

« Il n'y a vraiment plus rien à dire. C'est toujours le même discours, vide, qu'ils tiennent depuis le début de la révolution. » L'homme qui vient de commenter les propos de MM. Chapour Bakhtiar et Abol Hassan Bani-sadr, diffusés par une radio étrangère en langue persane, n'est pourtant pas un partisan du régime. Mais il ne peut s'empêcher de se montrer excité par les discours qu'il entend, ainsi, depuis dix ans ou presque, depuis la chute imminente de la République islamique.

Cette réaction n'est pas isolée aujourd'hui en Iran, où l'ancien

premier ministre du chah ainsi que l'ex-président de la République islamique, tout comme le fils du défunt roi et la plupart des opposants en exil, paraissent à des années-lumière de la réalité iranienne. Des opposants dont on serait bien en peine de trouver, actuellement, la moindre trace d'activité en Iran, en dépit du mécontentement certain de larges secteurs de la population.

C'est avec résignation que des Iraniens en total désaccord avec le régime islamique conviennent que le risque principal pour ce dernier tient plus aux conflits internes qu'à l'agression qu'à une opposition en exil qui paraît évanescence et, surtout, divisée. Seule exception : les Moudjahidines du peuple. Basés en Irak, soutenus — mais aussi contrôlés — par les autorités de Bagdad, le mouvement de M. Massoud Radjavi (mélange de marxisme-léninisme et d'islamisme dur), qui dispose d'une force armée non négligeable, suscite plutôt, chez beaucoup d'opposants en Iran, un sentiment de haine et de peur qui leur fait préférer le régime actuel à un Etat qui serait sous la coupe des Moudjahidines.

Y. H.



lieu les obsèques de Khomeiny et une accumulation de communiqués d'allégeance à M. Khamenei, le régime a offert une belle image d'unité, il est, à l'heure actuelle, impossible d'évaluer les rapports de force — au sein de la direction iranienne — qui décideront de l'avenir du régime.

Reste que l'absence d'allégeance au « Guide de la République islamique » de la part des principaux dignitaires chiites — ou Grands ayatollahs —, de même que les indéfectibles réticences de l'ex-dauphin de l'imam, l'ayatollah Hossein Ali Montazeri — évincé de la succession par Khomeiny, sous l'impulsion, notamment, de M. Rafsanjani, et qui, dans un message de félicitations bien tardif, s'est adressé à « l'hodjatollah Ali Khamenei », — pourraient, à terme, inquiéter M. Rafsanjani et Khamenei.

Sans compter les incertitudes quant à l'avenir du fils de l'imam défunt, Seyyed Ahmed, qui n'a apparemment pas renoncé à son ambition de jouer un rôle politique de premier plan. Une chose est, aujourd'hui, certaine : l'imam décédé, il n'existe plus en Iran d'arbitre pour départager, comme par le passé, les différents acteurs de la scène politique.

Quant aux forces armées, elles ont, dès l'annonce de la mort de Khomeiny, assuré M. Rafsanjani, commandant en chef par intérim, de

réel pour son régime. Dans les premiers mois de la guerre avec l'Irak, des officiers supérieurs se plaignaient de leur incapacité à reconstituer l'organigramme exact de l'armée une fois le roi et les conseillers américains partis.

Préoccupations économiques

« O stilles, cessez de briller ! rivières, suspendez votre cours ! » A cette incantation d'un commentateur de la télévision iranienne au moment où l'on mettait l'imam en terre, l'écrasante majorité des Iraniens aurait pu ajouter un souhait, certes moins poétique, mais beaucoup plus proche de leurs soucis d'aujourd'hui : que quelque un, enfin, remédie à la crise économique, à la flambée des prix ! Car celle-ci a atteint une ampleur telle qu'elle est devenue le problème numéro un de la population, estimant, pour nombre d'Iraniens, leurs autres préoccupations, comme la pression sociale et policière soigneusement entretenues par le régime.

Enregistrant des différences pouvant aller de un à dix, ou plus, entre le marché officiel — avec tickets de rationnement agrémentés de files d'attente désespérantes pour le moindre achat — et le marché noir, le prix de nombreux produits de première nécessité surpasse souvent les capacités économiques d'une popu-

Le sommet du Conseil de coopération arabe

L'Egypte cherche à se dégager d'une alliance trop privilégiée avec l'Irak

Alexandrie
de nos envoyés spéciaux

Une vocation économique déclarée et des ambitions politiques non démenties d'ambiguïté : tel apparaît le Conseil de coopération arabe (CCA), dont les quatre chefs d'Etat — égyptien, irakien, jordanien et nord-yéménite, viennent de se réunir à Alexandrie. Hôte de ce premier sommet après la constitution solennelle du CCA, le 16 février dernier, à Bagdad, le président Mubarak a pris soin de rappeler à plusieurs reprises que ce nouveau sous-groupe arabe, après le Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes unis, Qatar, Oman et Bahreïn) et l'Union du Maghreb arabe (Maroc, Algérie, Tunisie, Mauritanie et Libye), ne se voulait en aucun cas « une axe dirigé contre quelqu'un » et qu'il demeurerait ouvert à toutes les candidatures.

Reentrée par la grande porte à la Ligue arabe, l'Egypte ne veut visiblement pas se restreindre à une alliance politique trop privilégiée avec Bagdad, dont les nouvelles ambitions sur la scène arabe inquiètent quelque peu les pays du Golfe et qui demeure un ennemi juré de

la Syrie, avec qui Le Caire a repris langue.

Si la déclaration sur le Liban adoptée à Alexandrie va un peu plus loin que celle de Casablanca, puisqu'elle demande « le retrait des forces non libanaises », allusion à l'armée syrienne, elle ne mentionne pas explicitement le soutien du CCA à l'action du comité tripartite des chefs d'Etat marocain, algérien et saoudien issu du sommet arabe. Le Caire, indique-t-on de bonne source, ne partage plus aujourd'hui toutes les vues irakiennes sur l'affaire libanaise, estimant notamment que les torts sont partagés au Liban et que la Syrie n'est pas la seule responsable du drame. Plutôt que de prendre parti dans le bras de fer irako-syrien au Liban, M. Mubarak préfère sans doute se ménager un éventuel rôle de médiateur entre Bagdad et Damas.

Préssence militaire

En revanche, la déclaration politique d'Alexandrie accorde une très large place au conflit Iran-Irak, les quatre réaffirmant leur soutien aux « droits historiques de l'Irak sur le

Chatt-el-Arab » et demandant à l'ONU de nettoyer cette voie d'eau, afin de la rendre navigable à nouveau. Deux semaines après la mort de l'imam Khomeiny, M. Mubarak avait invité les Iraniens à coopérer sur « des bases claires et saines » avec les Arabes, leur demandant de mettre fin à l'état de ni guerre ni paix.

Dans le souci de calmer les appréhensions qui pourraient faire naître la puissance militaire du CCA — l'Irak et l'Egypte, notamment, disposent du plus fort potentiel combattant arabe — le conseiller de M. Mubarak pour les affaires politiques, M. Oussema El Baz, et le nouveau secrétaire général du Conseil, l'universitaire égyptien Helmi Namar, ont affirmé que « le CCA n'avait aucune intention de coopérer dans le domaine militaire ».

Sur le plan économique, le CCA a confirmé la libre circulation des travailleurs entre les pays membres, qui s'engagent à leur donner la priorité par rapport à la main-d'œuvre étrangère.

Alors que le siège du CCA a été dévolu à Amman, le prochain sommet des quatre chefs d'Etat se tiendra du 25 au 27 septembre à Sanaa.

FRANÇOISE CHIPAUX et ALEXANDRE BUCCIANTI.

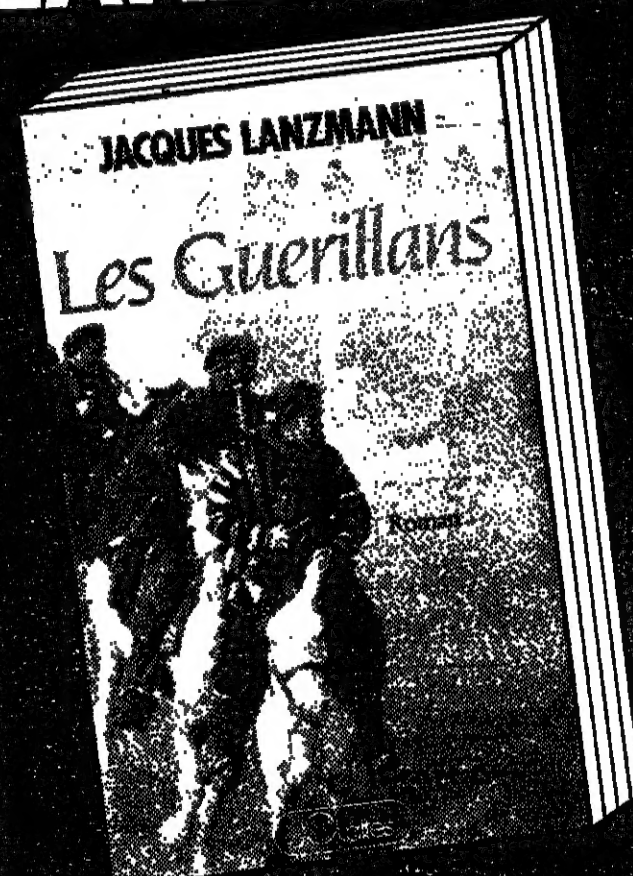
Trois Palestiniens tués à Gaza

Jérusalem (Reuter). — Trois Palestiniens ont été tués, vendredi 16 juin, par l'armée israélienne, tandis que le chef d'état-major, le général Dan Shomron, dénonçait les hommes politiques réclamant une solution militaire au soulèvement palestinien. « Les gens demandent pourquoi nous ne mettons pas fin à l'intifada. Quiconque veut mettre fin à l'intifada doit se souvenir qu'il n'y a que trois façons d'y parvenir — les transferts (expulsions massives), la famine ou l'élimination physique — c'est-à-dire le génocide », a déclaré le général Shomron dans une allocution prononcée jeudi à Ashkelon, mais diffusée vendredi.

Selon des sources médicales palestiniennes, les affrontements les plus violents de vendredi ont été enregistrés au camp de réfugiés de Rafah, dans la bande de Gaza, où une patrouille de l'armée a été attaquée par de jeunes Palestiniens à la fin des prières à la mosquée. Trois Palestiniens ont été tués et trente et un blessés.

LIBAN : un pétrolier touché par l'artillerie syrienne. — Un pétrolier grec touché, jeudi soir 15 juin, par l'artillerie syrienne, a pris feu au large du réduit chrétien, où la pénurie d'essence s'est encore aggravée. Le Chamicoral, transportant quelque 4 000 tonnes d'essence, a été touché de plein fouet par un obus alors qu'il approchait du port de Jourieh. — (A.F.F.)

JACQUES LANZMANN



Sur la trace d'un peuple légendaire, un étourdissant roman d'aventures

220 p. J. Clartès 85 F

مكتبة الامانة

Afrique

Depuis les violences d'avril dernier

L'exode des populations s'amplifie entre la Mauritanie et le Sénégal

L'exode des populations qui fuient la Mauritanie pour chercher refuge en territoire sénégalais s'amplifie quotidiennement depuis les violences et les massacres d'avril dernier. Ces mouvements, qui viennent s'ajouter au rapatriement massif intervenu dans une première phase, constituent un fardeau humanitaire que les autorités sénégalaises ont quelque peu tardé à assumer. Selon le chef de l'Etat malien, M. Moussa Traoré, président en exercice de l'OUA, un espoir de réconciliation demeure cependant, Dakar et Nouakchott ayant « réagi positivement » à ses « propositions concrètes ».

DAKAR
de notre envoyé spécial

En l'espace de quelques semaines, plus de 100 000 personnes de différentes provenances auraient afflué au Sénégal, souvent dans un état de dénuement complet, et il est urgent de les assister.

Fugitifs et expulsés se répartissent en trois catégories. La première, de loin la plus importante pour le moment (de 70 000 à 80 000 personnes), est constituée par les ressortissants sénégalais établis en Mauritanie qui ont été rapatriés au Sénégal le mois dernier, alors que les tensions ethniques et politiques étaient à leur paroxysme entre les deux pays. Dans le même temps des milliers de ressortissants mauritaniens résidant au Sénégal faisaient le chemin inverse. La deuxième catégorie, également constituée par des Sénégalais, est celle dite des « *déguerpis* ». Ils seraient environ 5 000. Il s'agit essentiellement de paysans et d'éleveurs qui, depuis des générations, s'étaient établis sans opposition sur la « rive mauritanienne » du fleuve Sénégal (1).

Ils en sont aujourd'hui chassés par des éléments mauritaniens armés qui, selon divers témoignages concordants, confisquent leurs troupeaux et leurs biens, allant jusqu'à brûler certains villages. Les victimes (Peuls et Toucouleurs), tous des Sénégalais noirs, cherchent à récupérer leurs biens et leur bétail en traversant le fleuve, ce qui donne lieu à des accrochages avec les éléments armés qui les ont chassés.

Les autorités de Dakar redoutent surtout, si les villages spoliés parviennent à se procurer des armes (comme certains, semble-t-il, cherchent à le faire), d'être entraînés, au fil des escarmouches de plus en

plus nombreuses et meurtrières, dans un véritable conflit armé sur la frontière. « Le risque est réel de voir nos militaires pris dans l'engrenage d'une guerre s'ils étaient contraints de soutenir et de protéger nos villageois dans leur tentative de reprendre leurs biens, et cela dans des zones que le Sénégal considère souvent comme étant de sa souveraineté », affirme un autochtone.

Purge ethnique

La troisième catégorie de populations déplacées est constituée de réfugiés mauritaniens en territoire sénégalais. Ils seraient de 25 000 à 30 000 regroupés dans des zones proches du fleuve. Dans un premier temps, ces réfugiés, qui sont dans un état alimentaire et médical précaire, ont été assistés tant bien que mal par la Croix-Rouge sénégalaise, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et l'UNICEF, ainsi que par des organisations caritatives britanniques et américaines.

Le gouvernement sénégalais, après plusieurs semaines d'absence, commence à organiser, lui aussi, les secours. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) s'est engagé à prendre en charge ces réfugiés. Plusieurs pays de la CEE, dont la France, ont annoncé des contributions alimentaires et financières. Les besoins sont d'autant plus grands que la saison des pluies approche, que la région est pauvre et, surtout, que personne ne peut prédire les proportions de cette migration.

On a tendance à croire, dans les milieux officiels de Dakar, que le gouvernement mauritanien, mettant à exécution un plan de purge ethnique radicale, mûri de longue date, veut se débarrasser de tous ses citoyens négro-africains (des centaines de milliers) pour ne conserver que les populations maures ou assimilées. On souligne que toutes les victimes, à commencer par les opposants politiques, sont de race noire. Exclusivement. Cela dit, s'il ne fait guère de doute que le gouvernement mauritanien se débarrasse ainsi de gens qui sont ses propres ressortissants, il n'en reste pas moins que certaines catégories de Mauritaniens négro-africains semblent avoir été jusqu'à présent épargnées par cette politique d'éviction.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Se fondant sur un texte colonial datant de 1933, le Sénégal revendique la souveraineté sur les berges de la rive droite du fleuve Sénégal, dans la zone frontalière.

AFRIQUE DU SUD

Incidents pour l'anniversaire des émeutes de Soweto

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Une série d'incidents ont marqué, vendredi 16 juin, le treizième anniversaire du début des émeutes de Soweto en 1976. Le conducteur d'une voiture stoppée par une barricade, dans la township (banlieue) de Guguletu au Cap, a été tué à coups de couteau. C'est la seule victime connue de cette journée du souvenir, qui a également fait plusieurs blessés dans la région du Cap et dans celle de Durban.

A Soweto, près de Johannesburg, la police est intervenue dans l'église Regina Mundi alors qu'une foule de près de deux mille personnes se rassemblait. Un groupe de deux cents manifestants environ, qui chantaient dans l'église et frappé à coups de matraque tandis que les prêtres tentaient de s'interposer. Des grenades lacrymogènes ont été tirées à l'extérieur du bâtiment et plusieurs interpellations ont été effectuées.

Comme chaque 16 juin à l'aube, des militants anti-apartheid se sont rendus au cimetière pour honorer la mémoire de la première victime du soulèvement, un jeune Noir de treize ans, Hector Pieterse, tué par la police. Sa tombe avait été profanée et la pierre de marbre réduite en morceaux par des inconnus.

Cette journée de la jeunesse, en mémoire des cinq cent soixante-cinq victimes (chiffre officiel), pour la plupart des adolescents, qui protestaient contre l'imposition de l'afrikaans comme langue d'enseignement, s'est traduite par un absentéisme massif. De nombreuses entreprises ont accepté de faire de cette date symbole un jour férié, et la plupart des Noirs sont restés chez eux. Les magasins de Soweto étaient fermés et les transports en commun paralysés. Les organisations anti-apartheid réclament en vain des autorités que le 16 juin soit officiellement déclaré jour chômé et payé.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Colloque organisé par Radio Communauté-Juifs FM, Cosmopolitiques et le Forum International de Politique

CULTURE ET IDENTITE JUIVES EN URSS

Mercredi 21 juin à 20h30
et Jeudi 22 juin de 10h à 18h
Au Centre Rachi 30 Bd Port-Royal 75005 Paris

Avec notamment :
le rabbin Adin Steinsaltz de Jérusalem
et Mikhaïl Chlenov de Moscou

Renseignements au 43.38.36.92 ou 47.63.43.58

Europe

HONGRIE : l'hommage de Budapest à la mémoire d'Imre Nagy

Tout un peuple a commémoré la « révolution de 1956 »

Les obsèques solennelles d'Imre Nagy, chef du gouvernement hongrois pendant l'insurrection de 1956, ont été célébrées vendredi 16 juin à Budapest en présence d'une foule considérable. Son corps avait été enterré anonymement après son exécution en 1958 et n'a été exhumé que récemment.

BUDAPEST
de notre envoyée spéciale

On avait dit : pas de banderoles, pas de slogans politiques, des discours dignes et retenus. Mais lorsque le jeune Victor Orbán, l'un des dirigeants du mouvement indépendant FIDESZ et son meilleur orateur, a pris la parole à côté des six cercueils, lorsque, avec toute sa fougue, il a « exigé du parti au pouvoir qu'il se présente à des élections libres et que l'armée soviétique retire ses troupes », lorsqu'il a dit que l'une des leçons de « la révolution de 1956 » était que « la démocratie et le communisme sont incompatibles », silencieuse jusque-là, la foule a applaudi à tout rompre.

Car la dimension de l'événement ne pouvait échapper à quiconque à Budapest, ce vendredi 16 juin, et certainement pas aux dizaines de milliers de personnes — cent mille sans doute, beaucoup plus selon certaines estimations — venues dès le petit matin s'aligner en un ruban compact et interminable place des Héros pour avoir une chance de déposer une rose, un œillet au pied du catafalque installé sur les marches de la Galerie d'art.

Un des deux musées de cette immense place circulaire aux colonnes dorées de noir, vieux, jeunes, intellectuels, ouvriers et paysans, seuls ou en famille, vêtus de noir pour la plupart, ils étaient venus rendre hommage à tous les martyrs de 1956 et au premier d'entre eux, Imre Nagy, le premier ministre exécuté le 16 juin 1958 et honni par le pouvoir pendant trois décennies.

Mais s'ils étaient là, debout des heures entières alors que la journée n'était pas chômée et qu'il était beaucoup plus facile de suivre toute la cérémonie à la radio ou à la télévision, c'était aussi pour montrer au pouvoir et au monde entier que les idées de l'insurrection de 1956, une Hongrie « libre, démocratique et indépendante », comme l'ont répété tant d'orateurs, n'avaient pas été noyées dans le sang avec les jeunes insurgés. « Une intervention brutale a mis fin à ces journées miraculeuses, mais elle n'a pu éteindre le souvenir d'Imre Nagy et de la révolution », s'est exclamé Miklós Vasváry, l'un des deux seuls survivants du procès Nagy. Trente-trois ans après, ces idées sont toujours celles du peuple hongrois, qui non seulement n'y a pas renoncé, mais

les sont presque à portée de main. « Le grand mouvement de libération de l'Europe qui traversa Varsovie, Prague et Berlin a été lancé par les Hongrois, a rappelé l'après-midi au cimetière dans un discours très fort Tibor Mérey, ami et biographe d'Imre Nagy, exilé à Paris. « Cette série de tremblements de terre qui ravagent le monde communiste, c'est vous qui l'avez lancée, vous qui reposez dans ces cercueils. »

Budapest aura donc rendu justice avec quelque trente et un an de retard aux dirigeants de ce que l'on appelle tout simplement maintenant la « révolution de 1956 » en leur faisant des funérailles solennelles, remarquables de dignité. Trois hommes pendus pour trahison à l'issue d'un procès secret le 16 juin 1958 (Imre Nagy, Paul Maléter et Miklós Gimes) ont été à la sauvette dans la cour de leur prison puis enfouis trois ans plus tard face contre terre dans une vulgaire caisse, bien profond dans la parcelle anonyme n° 301, où l'on jetait aussi les animaux du zoo, dans l'immense cimetière de Rakoskeresztúr, exhumés le 30 mars dernier — repoussés vendredi matin dans trois des six cercueils exposés toute la matinée place des Héros, aux sons de la musique funèbre.

Dans deux autres cercueils à leur côté, leurs compagnons, Géza Losonczy, proche collaborateur d'Imre Nagy, mort en prison dans des circonstances mystérieuses le 21 décembre 1957, et Josef Szilágyi, l'un des organisateurs de la révolte étudiants et chef du secrétariat d'Imre Nagy, exécuté le 24 avril 1958.

Un cercueil vide

Enfin, un sixième cercueil vide symbolisait tous les héros anonymes du soulèvement ainsi que les 250 à 300 hommes exécutés dans les deux années qui suivirent son échec par les troupes soviétiques. On l'avait recouvert du drapeau de 1956, un drapeau tricolore avec un trou au milieu car les insurgés y avaient découpé les armoiries du tyran soviétique Rakosi.

Les partisans d'Imre Nagy avaient voulu organiser eux-mêmes ses funérailles, refusant de laisser ce soin à son parti « qui était devenu son assassin », selon l'expression d'un orateur. De la place des Héros au cimetière dans la banlieue de Budapest, le déroulement de la cérémonie et le service d'ordre furent donc confiés aux mouvements d'opposition, qui s'en acquittèrent avec une efficacité impressionnante sans être jamais peints. Accueillies par les organisateurs, trois membres du gouvernement, le président du Parlement et les délégations étran-

gères — les pays occidentaux représentés par leurs ambassadeurs, les pays « frères » préférant envoyer des diplomates de rang inférieur, tandis que la Roumanie, l'Albanie, la Corée du Nord et la Chine déclinaient d'ignorer l'événement — déposèrent des gerbes.

A quelques mètres de là, sous les arbres, opposants célèbres et assés de retour pour la première fois en Hongrie se retrouvaient. Gábor Demszky, jusqu'à récemment l'un des principaux éditeurs clandestins en Hongrie (« maintenant plus rien n'est clandestin », remarque-t-il), devisait avec Adam Michnik, tout nouveau député de Solidarité, venu de Varsovie. Comme les temps changent, semblaient-ils penser tous les deux. Demszky se souvient en souriant du trentième anniversaire de la mort d'Imre Nagy, l'an dernier, lorsque les choses n'étaient pas aussi faciles en Hongrie : interpellé par les policiers, il avait été battu menottes aux mains.

Une minute de silence

A midi et demi, tout s'arrêta. Dans tout le pays une minute de silence est demandée et de Szeged à Pécs, cloches et sirènes se mettent à sonner. Sur la place des Héros, c'est un moment d'intense émotion. Des femmes pleurent doucement, sans bruit ; des hommes ferment les yeux, le visage tourné vers le ciel. En Hongrie, l'émotion est pudique, on sarrête très fort dans la main les quelques fleurs que l'on n'arrive jamais à déposer sur les cercueils car la queue est trop longue et les enfants eux-mêmes, ruban tricolore noué sous le col de la chemise, baissent la tête avant d'entourner en chœur l'hymne national. Puis, quand la foule émerge lentement de cette communion, les haut-parleurs diffusent une bande enregistrée sur laquelle on discerne assez nettement une voix nasillarde et un ton grave. C'est Imre Nagy lui-même s'adressant aux Hongrois sur les ondes de Radio-Budapest le 30 octobre 1956 pour leur annoncer l'événement de la démocratie, réclamer à l'URSS le retrait de ses troupes et demander que le sang cesse de couler.

Pendant près de deux heures d'émotion insupportable de 1956 vont se succéder au micro pour refuser l'esprit de vengeance, appeler les Hongrois à l'unité et remercier Imre Nagy d'avoir refusé de renier ses convictions quand il aurait pu choisir de se ranger aux côtés du nouveau gouvernement de János Kádár. « Tu as préféré mourir debout que vivre à genoux », dit Tibor Mérey. Au moment du départ du cortège funèbre vers le cimetière, une mer de fleurs rouges et blanches se lève de la foule, qui veut jeter sur les

corbilles ces fleurs qu'elle n'a pu déposer sur les cercueils. La cérémonie au cimetière, où le cortège franchit une haie d'honneur de l'armée, est réservée aux proches des victimes, aux anciens prisonniers et aux religieux de cinq confessions différentes. Longtemps laissée à l'abandon quand on ignorait tout de la parcelle 301, cette partie du cimetière a eu très récemment l'honneur d'être soigneusement aménagée avec des dalles et des chemins tout neufs.

Un peu à l'écart des tombes fraîchement crues, des scènes poignantes vont se dérouler tout d'abord : les familles d'autres exécutés, dont seulement quarante-deux savent où reposent leurs proches, font faire bûcher des tombes de fortune, symbolisées par la simple sépulture traditionnelle de bois sculpté, émergeant des arbres et de l'herbe, au fur et à mesure qu'un orateur agrège leurs noms en un interminable et macabre inventaire. Les familles éprouées continuent d'écouter des discours, et, peu avant la mise en terre, la veuve de Szilágyi, une vieille dame coiffée d'un fichu, doit être soutenue pour dire un dernier adieu au cercueil de son mari. A 18 h 15, les six cercueils sont mis en terre simultanément. Peu après, les portes du cimetière sont ouvertes au public, qui peut aller fleurir les tombes. Là, autour de celui d'Imre Nagy, quelques hommes d'âge mûr en complet noir laissent échoir leur colaire : « On nous a tellement menti... », s'écrit l'un d'eux. « Les Russes dehors ! », renchérit un autre. Car la retenue et la dignité de ces cérémonies n'aurait fait oublier à personne que le grand accusé de cette journée, soigneusement tenu à l'écart des funérailles malgré la présence de deux membres du bureau politique, Miklós Németh et Imre Pozsgay, dont la participation n'a été acceptée que sous leur étiquette de membres du gouvernement, demeure le Parti communiste.

SYLVIE KAUFFMANN.

« Un commentaire tchécoslovaque. — Le secrétaire du comité central du Parti communiste tchécoslovaque, M. Jan Fojtík, a souligné, vendredi 16 juin, que les forces dévouées au socialisme en Hongrie se mobilisent. Selon l'agence officielle CTK, M. Fojtík a critiqué « certains cercles en Occident qui voudraient bien voir dans les obsèques d'Imre Nagy l'entierement symbolique du socialisme en Hongrie ». — (AFP.)

« Un reportage à la télévision soviétique. — La télévision soviétique a présenté, vendredi 16 juin, un reportage sur les obsèques d'Imre Nagy. Le commentateur n'a pas soufflé mot du rôle de l'armée rouge au cours des événements de 1956.

IRLANDE : poussée de la gauche aux législatives

Le Fianna Fail n'a pas obtenu la majorité absolue au Parlement

DUBLIN
de notre correspondant

M. Charles Haughey, le premier ministre irlandais, a une fois de plus perdu son pari. Aux élections législatives anticipées du 15 juin, son parti — le Fianna Fail (nationaliste) — n'a pas réussi à décrocher la majorité absolue au Parlement de Dublin qui compte 166 députés. Les résultats définitifs de la consultation ne devaient être connus que dans la soirée du samedi 17 juin, mais il était déjà clair, vendredi soir, que le parti gouvernemental ne pouvait prétendre à plus de 79 sièges (soit deux de moins que dans l'Assemblée suivante).

Beaucoup d'Irlandais estimaient que ces élections étaient inutiles car il n'y avait pas réellement de crise politique. Le gouvernement de M. Haughey était certes minoritaire, mais une grande partie de l'opposition de centre droit soutenait depuis février 1987 sa politique d'austérité. En dépit de son échec, le premier ministre va très probablement rester aux commandes mais sa position sera moins confortable. Il devra d'abord faire face à une solide opposition de gauche qui a fait jeudi un bon début. On assista, en effet, à une percée des socialistes : le Parti travailliste de M. Dick Spring obtint 16 sièges (+ 4) et le Parti des ouvriers (marxiste) de M. Proinsias de Rossa, avec 8 sièges, double exactement son score de 1987. La rigueur économique, la réduction massive des dépenses publiques, un taux de chômage de 18 % et l'émigration de nombreux jeunes à la recherche d'un emploi expliquent pour une bonne part cette poussée surprenante de la gauche.

JOE MULHOLLAND.

TURQUIE

Les autorités s'efforcent d'intégrer rapidement les réfugiés de Bulgarie

KAPIKLIE
(frontière turco-bulgare)
de notre envoyé spécial

Les réfugiés turcs de Bulgarie continuent d'arriver au rythme de quatre mille par jour par les deux postes frontières de Kapiklie et Derekoy ; les arrivées par train ont repris jeudi 15 juin et le nombre total des réfugiés était proche de 30 000 vendredi. Les deux camps de cinq cents tentes chacun, dressés par le Croissant-Rouge turc commencent à se remplir. Jeudi soir, celui de Kepirtepe abritait déjà 1790 personnes qui n'ont en Turquie que de la famille éloignée ou qui n'ont pu être accueillis par leurs proches faute de place. Ces réfugiés, les plus démunis, assurent n'avoir pas d'inquiétude pour l'avenir. Beaucoup ont une formation professionnelle — plombier, soudeur — et ils ont commencé à s'inscrire à l'Agence locale pour l'emploi, où des offres à leur intention dans les usines de la région, une des plus industrialisées du pays, seraient déjà arrivées.

Le processus d'intégration des réfugiés, qui insistent tous sur le caractère définitif de leur départ, est en route : un projet de naturalisation des nouveaux arrivants a déjà été adopté et les formulaires d'inscription à des cours d'adaptation circulent dans les camps à l'intention des jeunes dont la connaissance du turc se ressent de la suppression en Bulgarie de l'enseignement de cette langue depuis 1971.

En dépit des affirmations gouvernementales selon lesquelles « la Turquie est un pays fort qui peut absorber la totalité de nos frères venant de Bulgarie », on est conscient à Ankara des problèmes, en particulier économiques, que poserait la poursuite d'un exode san-

vage sur le mode actuel. Pour le ministre d'Etat, M. Erumant Korkmaz, en tournée sur place, « Sofia voudrait nous amener à fermer la frontière de manière à réduire au désespoir la minorité turque et à briser sa résistance à l'assimilation ». Le ministre des affaires étrangères, M. Mesut Yilmaz, a de nouveau déclaré que la Turquie continuerait d'accueillir les nouveaux arrivants. Il a réitéré la demande turque d'un accord bilatéral d'émigration qui, tout à la fois, organiserait l'exode, donnerait aux émigrants la possibilité de disposer de leurs possessions, mobilières et immobilières, avant leur départ, et garantirait les droits de ceux qui restent.

L'impatience monte dans l'opinion publique turque, toutes tendances confondues, devant le « double standard » des pays européens, « toujours prompts à défendre les droits des baléares ou à critiquer les atteintes aux droits de l'homme, mais qui ne font presque rien face à l'exode massif sans précédent d'un million de Turcs de Bulgarie ».

Jeudi, M. Erumant Korkmaz nous pria de transmettre à M. Mitterrand, qui était venue le mois dernier s'enquérir des conditions de vie, en Turquie, des réfugiés turcs irakiens, une invitation, lancée aussi par presque tous les journaux, à venir écouter sur place les réfugiés turcs de Bulgarie.

MICHEL FARRERE.

« Andreï Sakharov : docteur honoraire de l'université de Groningue. — L'académicien soviétique Andreï Sakharov, prix Nobel de la Paix, a reçu, vendredi 16 juin, le titre honorifique de docteur en droit de l'université néerlandaise de Groningue. — (Reuter.)

Diplomatie

La fin de la visite du président de la République en Pologne

M. Mitterrand n'a pas ménagé son soutien aux dirigeants de Varsovie

M. Mitterrand a achevé vendredi 16 juin sa visite de trois jours en Pologne, où aura lieu, dimanche 18 juin, le second tour des élections.

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

La France soutient la politique de réformes mise en œuvre par les autorités polonaises et, surtout, ces autorités elles-mêmes. La visite que vient d'effectuer dans ce pays le président de la République aura eu, sur ce point, au moins le mérite de la clarté. Lors de la conférence de presse par laquelle il a achevé vendredi 16 juin son voyage, M. Mitterrand s'est dit nouveau venu à un dialogue avec les dirigeants de Varsovie en qui il voit « des hommes de courage », « de vrais patriotes », « un sens aigu des responsabilités », qui « ont accepté d'entreprendre une expérience difficile », qui « ont fait le choix d'un plus grand rôle démocratique que celui qu'il leur était permis d'espérer ». C'est ce qui appelle, pour lui, un risque de choc avec ceux pour qui le général Jaruzelski reste l'homme de l'état de guerre et de la répression; au risque d'irriter un peu ceux qui, dans le camp de Solidarité — même s'ils ont eux aussi choisi, au nom du réalisme, la voie du soutien aux communistes réformateurs, — auront pu trouver que le président français en faisait dans ce sens un peu trop.

Une politique conséquente

M. Mitterrand, au cours de ces deux jours et demi en Pologne, est allé bien au-delà des regards sur quels il était diplomatiquement tenu. C'est ce qui appelle, pour lui, un risque de choc avec ceux pour qui le général Jaruzelski reste l'homme de l'état de guerre et de la répression; au risque d'irriter un peu ceux qui, dans le camp de Solidarité — même s'ils ont eux aussi choisi, au nom du réalisme, la voie du soutien aux communistes réformateurs, — auront pu trouver que le président français en faisait dans ce sens un peu trop.

Malgré son désir évident de réconcilier l'exercice de la reconquête avec les étudiants aussi bien qu'à Brzezinski et à Sofia il y a quelques mois, M. Mitterrand, tout soucieux d'éviter les sujets brûlants du moment, avait glissé en effet vers un inévitable cours magistral pour débiter, en sciences politiques, quelques maximes d'inspiration socialiste. Des maximes qui furent toutes, par les étudiants (pensez-vous que le socialisme soit déjà mort ?), pourvus de commentaires l'attitude de la France après l'instauration de l'état de guerre en Pologne ? ; mais il ne fut question que de réconcilier, au nom de Copernic, ancien élève de la Sorbonne, avec les étudiants de la République, devant des étudiants déjà plus de cinquante ans, qui gouvernent le souvenir des récentes manifestations de jeunes brutalement réprimées à Cracovie, et qui exaspèrent les larmes mises par les autorités à légaliser leur association.

Mais M. Mitterrand n'avait en tête que le souci d'encourager le dia-

logue démocratique qui vient de s'ouvrir en Pologne et qui met ce pays dans « l'une des situations les plus paradoxales de l'histoire contemporaine ». Il verra pour ce faire à ne strictement rien dire qui pût mettre de l'huile sur le feu dans les débats déchaînés, dans l'un et l'autre camp, de cette vaste entreprise.

Il fut moins paralysé, plus vif dans sa conférence de presse du soir, en rendant hommage à la fois aux dirigeants polonais et à Solidarité, en souhaitant que « la synthèse soit possible et que la liberté gagne dans le respect mutuel ».

L'autre mérite, avec celui de la clarté, de la politique que vient de définir M. Mitterrand à l'égard de la Pologne, est qu'elle est conséquente. Le soutien français au processus démocratique en cours s'accompagne, en effet, de mesures d'aide économique qui sont à ce jour les plus importantes émanant des Occidentaux. M. Mitterrand, rappelant le plan d'aide présenté mercredi à Varsovie, a ajouté lors de sa conférence de presse que la France était prête à aller encore plus loin et qu'elle comptait sur l'effet d'entraînement de ces premières mesures.

M. Lech Walesa avait remis la veille au président de la République un mémorandum de Solidarité sur les impératifs du redressement économique en Pologne, dans lequel le syndicat estime, entre autres, que 10 milliards de dollars de crédits occidentaux sont nécessaires. « Il doit y avoir moyen de réunir des sommes de cet ordre », a déclaré M. Mitterrand. Il y contribuera sans doute pour sa part pendant son semestre de présidence de la Commission européenne et en tant qu'hôte du sommet des sept pays les plus industrialisés. Le président Bush, attendu en Pologne le 9 juillet, y pourvoira vraisemblablement lui aussi.

Tous les membres de la délégation française, notamment M. Bérégovoy et M. Chérèque, le ministre chargé de la reconversion, ont pu en tout cas mesurer, lors des entretiens

qu'ils ont eus avec Solidarité comme avec les dirigeants, l'ampleur de la tâche de redressement économique dans ce pays, son urgence, son lien dramatique avec l'entrepreneuriat démocratique en cours. M. Jacek Kuron, à qui M. Mitterrand a bien serré la main, lui avait dit en substance l'ancien mécanicien, président de Solidarité, les dévotionnaires c'est dur, parfois ça bloque, parfois ça casse.

Le ministre de l'intérieur, à part cela, n'a rien annoncé de nouveau à propos des visas et de la lenteur des démarches imposées par la France contre laquelle pestent les Polonais. Il a dit entendre quasiment désavantagé par le président de la République qui fit part de son « scepticisme » quant à l'efficacité des mesures adoptées par la France en 1986 et de « la façon très libérale » dont personnellement il souhaitait que soit abordée cette question des visas avec le Pologne.

M. Mitterrand avait tenu aussi, pour cette première visite en Pologne, à aller se recueillir vendredi matin à Auschwitz et à Birkenau, les deux anciens camps d'extermination nazis.

CLAIRE TRÉAN.

Manifestation antiautoritaire à Varsovie. — La police a procédé à une démonstration de force musclée vendredi 16 juin à Varsovie pour disperser quelques deux cents jeunes qui ont voulu empêcher le président de la République de signer le décret de réhabilitation des soldats de l'armée polonaise. Les jeunes, qui avaient répondu à l'appel de mouvements radicaux de l'opposition, s'étaient réunis dans le centre-ville, dans les parages de l'édifice victorien où le président français, M. François Mitterrand, donnait sa conférence de presse au terme de sa visite officielle. Le calme a été rétabli au bout d'une heure après que le curé de la paroisse se fut interposé entre les jeunes gens et les forces de l'ordre. Sept manifestants ont été appréhendés et un policier blessé. — (AFP).

Amériques

Cuba éclaboussé par la drogue

(Suite de la première page.)

D'autant que M. Toralbe est membre du comité central du PC, l'un des vice-présidents du comité exécutif du conseil des ministres et, surtout, l'un des plus anciens compagnons d'armes de M. Castro, ce qui, à Cuba, vaut mieux que des titres plus officiels.

En 1964 par exemple, déjà le chef de la police et l'un des plus prestigieux chefs de la gendarmerie de la sierra Maestra, Efigenio Ameijeiras, avait été destitué de toutes ses charges pour avoir montré un penchant prononcé pour la « dolce vita ». Entré dans une totale obscurité pour de longues années, M. Ameijeiras a reparu sur une liste de douze généraux de division récemment publiés au début de cette année. M. Fidel Castro, dont les décrets sont inébranlables mais qui est personnellement de moins en moins attentif à ce que les dirigeants de son régime ne se comportent pas en « nomades touristes » ; ce qui a, de fait, limité les privilèges dont ils peuvent jouir ostensiblement, en comparaison avec la plupart des autres pays socialistes.

D'une tout autre gravité est l'accusation portée contre le général de division Arnaldo Ochoa, lui aussi un des « grands » de la révolution, en sa qualité d'ex-général, et surtout d'ancien commandant en chef en Angola (1987-1988) et à ce titre « héros de la République ». Dernière l'accusation de « corruption et utilisation malhonnête de fonds », selon la formulation de M. Raúl Castro — son supérieur hiérarchique en sa qualité de ministre des forces armées et unique général d'armée de Cuba, — se profile, en effet, une implication virtuelle, selon *Granma*, dans un trafic de drogue. A tout le moins, l'officier est-il accusé d'avoir, avec d'autres fonctionnaires du ministère de l'intérieur, « pris des contacts » et « passé des accords » avec des trafiquants internationaux. Six autres officiers, dont un général

de brigade, Patricio de la Guardia, et son frère jumeau, Antonio, un colonel, ont été arrêtés. Selon des sources de renseignements des Etats-Unis, le général de la Guardia occupait le poste de chef du quartier général central du ministère de l'intérieur — autrement dit il serait le responsable suprême de l'« auto-sécurité » — un organisme stratégique pour le contrôle politico-social de l'île. Lui-même et son frère étaient deux personnages assez « flamboyants » de la vie publique de l'île — en contraste avec l'austérité ambiante.

Le général Rafael del Pino — aussi héros de la bataille de la baie des Cochons contre des mercenaires anticommunistes soutenus par Washington en 1961 et ex-commandant en chef de l'armée de l'air ayant choisi de s'exiler avec sa famille aux Etats-Unis en 1987 — a aussitôt estimé que tous ces hommes ont été « sanctionnés pour avoir critiqué la politique stalinienne de Fidel Castro ».

Ce n'est pas le plus probable ; car le choix du chef d'accusation, surtout s'il devait se révéler insistant, est des plus embarrassants pour le régime. De trafic de drogue, en effet, Cuba en a été accusé pour la première fois en 1981 par M. Ronald Reagan ; M. Raúl Castro avait reproché alors au président américain de « poursuivre de sa haine de cerf » la révolution. L'accusation était, depuis, revenue, récemment, sans pourtant que des preuves convaincantes aient jamais été apportées.

Malaise

Cette fois, le journal officiel de la République cubaine explique à ses lecteurs qu'il y avait bien « quelque chose » de « mauvais » à « déceler », aussitôt enregistré avec satisfaction cette première assumption de responsabilité : c'est en effet un pas dans la bonne direction pour une administration américaine qui a fait de la lutte contre la drogue le point cardinal de sa politique en direction de l'Amérique latine.

Pour être substantielle en elle-même, cette affaire se peut cependant pas se passer sans que dans le contexte plus général du malaise politique que connaît l'île, M. Fidel Castro, en effet, est l'un des dirigeants de pays communistes qui ont le plus explicitement fait connaître

L'état s'est encore resserré autour de M. Zhao Ziyang, secrétaire général du PCC, pour la première fois mis directement en cause. Rend compte, samedi 17 juin, d'une interview accordée la veille par le porte-parole du gouvernement, M. Yuan Mu, à la chaîne de télévision américaine NBC, l'agence Chine nouvelle l'a cité en déclarant qu'« un certain individu au sommet de la direction s'est égaré et a soutenu les émeutes. Le problème va être résolu et annoncé bientôt ».

Or, dans cette interview, M. Yuan Mu s'était contenté d'accuser « certaines personnes » et non une seule. C'est donc délibérément que l'agence officielle a déformé ses propos pour accuser directement M. Zhao, dont la révocation n'a toujours pas été annoncée, bien qu'il ne soit pas apparu en public depuis près d'un mois. Successeur désigné de M. Deng Xiaoping depuis le mariage en janvier 1987 de Hu Yaobang, ancien premier ministre réformiste et chef en titre du Parti communiste depuis cette date, M. Zhao s'était opposé à l'emploi de la force pour réduire le mouvement étudiant, préférant le dialogue.

M. Yuan a été énergiquement que l'armée ait tué des civils place Tiananmen. Interrogé sur les témoignages de massacres filmés par les télévisions étrangères, il a répliqué que « le développement des technologies modernes permet même de réaliser de longs films pour déformer la réalité ». Pour sa part, le général Li Zhiyuan a raconté — avant de se reprendre quelques

minutes plus tard — que les soldats avaient tiré sur des civils.

An cours de la première conférence de presse organisée pour les journalistes occidentaux, le général a déclaré que l'armée avait été contrainte d'utiliser la force parce que « des gens qui ne connaissent pas la vérité » l'empêchaient d'entrer dans Pékin. Elle a « fait preuve de modération. Mais il y avait encore des voyous. Ils étaient toujours provocants envers les soldats. A ce moment, certains soldats de nos forces ont dirigé leur tir sur la place, surtout les troupes qui avaient des blessés ou des morts dans leurs rangs. Le reste des soldats s'est mis à tirer sur ces voyous qui les provoquaient ». Le général Li s'est contenté peu après en affirmant que les morts de la place « n'ont été en aucun cas le fait des soldats ».

Défections

Pendant ce temps, à l'étranger, les défections de diplomates et de membres du personnel d'ambassades chinoises se multiplient. Ils seraient déjà au nombre d'une vingtaine aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, en Belgique, en Grande-Bretagne, au Japon, et dans d'autres pays. Le ministre chinois des affaires étrangères a confirmé ces défections, tout en se refusant à fournir des détails « car nous ne voulons pas mettre en danger leurs familles, que ce soit ici ou en Chine ». Les services de renseignements canadiens ont été chargés de

surveiller étroitement les activités de l'ambassade chinoise pour s'assurer qu'aucun opposant ne soit soumis à des pressions ou des menaces.

L'ambassade américaine à Pékin a officiellement invité les hommes d'affaires américains à ne pas revenir en Chine jusqu'à nouvel ordre car « la situation reste trop dangereuse et instable ». Cependant, certains hommes d'affaires américains ayant quitté récemment la Chine sont soumis aux pressions de leurs partenaires chinois pour reprendre leurs activités.

Les condamnations de la répression en Chine se multiplient. La Maison Blanche a dénoncé les « similitudes de procédés » de manifestants et de « persécution déplorables » les condamnations à mort de trois manifestants, tout en ajoutant que les Etats-Unis feraient de leur mieux pour préserver leurs relations avec Pékin. Le Sénat a « condamné » la répression, qui a « choqué » le gouvernement néerlandais. L'Indonésie a refusé de s'engager dans les affaires intérieures chinoises.

Le ministre japonais des affaires étrangères a déclaré vendredi que « la récente remise au pas en Chine (...) est incompatible avec les valeurs fondamentales du Japon, pays cherement attaché à la démocratie ». M. Minisaka a critiqué les campagnes japonaises qui poussent par le profit, ont renvoyé leur personnel en Chine, « comme un voleur profitant du feu. Je me demande si je ne devrais pas les inviter à faire preuve de retenue ». — (AFP, UPI, Reuters, AP.)

Reprise en main feutrée dans la métropole du sud

Canton, inquiète mais réaliste

CANTON
de notre envoyé spécial

On est loin ici de Pékin meurtri, de Chengdu qui compte ses morts ou même de Kuning, plus à l'ouest vers la frontière birmane, où le pouvoir aurait été des « rumeurs » de la « bande des quatre ». Avec ses embouteillages et son argent, Can-

ton, champ d'expérimentation de l'ouverture économique vers l'étranger, a traditionnellement d'autres préoccupations que le reste de la Chine. Son centre de gravité a toujours été Hongkong plus que Pékin. Aujourd'hui encore.

C'est certainement la ville chinoise qui fut le mieux informée des événements. Les chauffeurs de taxi écoutent la radio de Hongkong et la plupart des habitants regardent la télévision de la colonie britannique. Les journaux en chinois de Hongkong ont désormais plus de difficultés, et à la frontière, camions et passagers sont fouillés. Il s'opère ici une reprise en main sans doute plus feutrée qu'ailleurs — car il n'y a eu ni interruption de la production ni affrontements avec la police — mais non moins réelle : l'appareil du Parti communiste, assurant le message de Pékin dans les médias ou au cours de réunions organisées sur les lieux de travail, tente de faire prévaloir la version officielle des événements.

Dans cette ville de tradition révolutionnaire, où vécut Sun Yat-sen, le fondateur de la République de 1911, théâtre des grandes grèves des années 1920, les étudiants ont manifesté en faveur de la démocratie et pour dénoncer le massacre de Pékin. La population a certes sympathisé, mais les Cantonais ont déçu ces étudiants qui, pour beaucoup, viennent des quatre coins de la Chine : le réalisme et le pragmatisme, un certain égoïsme local aussi, l'ont vite emporté sur les grandes idées. Les brassards noirs ont disparu en vingt-quatre heures.

Opportunisme

Si un abaissement qui se voile d'un sourire est perceptible, et si chacun s'attend que la vague de répression qui descend du nord s'abatte aussi sur la ville, l'inquiétude de la majorité tient aujourd'hui davantage aux conséquences de la crise sur la prospérité de la Chine du Sud. La province de Canton est en pleine mutation, devenue en quelques années, grâce aux investissements étrangers dans les zones économiques spéciales (60 % du total des implantations étrangères en Chine), l'arrière-pensée industrielle de Hongkong. C'est la province qui a le plus à perdre d'une remise en cause de la politique d'ouverture.

La ville s'est gonflée d'immigrés, venus d'un peu partout, du Hunan ou même du Xinjiang, marée humaine qui bivaque à la gare en attendant de se fonder dans cette couche fluctuante qui vit de l'économie souterraine. Les revendications étudiantes se sont greffées sur un malaise social (inflation, manque d'emplois, corruption), et nombre de jeunes chômeurs et de parasites un peu voyous se sont joints aux manifestations. Mais le revenu par tête n'en reste pas moins le plus élevé de la Chine et les Cantonais ont des intérêts évidents à défendre.

Depuis quelques mois déjà, le déséquilibre qui s'accroît entre la province et le reste du pays avait provoqué une irritation à Pékin, qui s'était traduite par des restrictions à l'autonomie locale. Elles se sont fait sentir sur certaines implantations

industrielles étrangères. C'est le cas de l'usine Peugeot, installée près de Canton depuis 1986, et dont les licences d'importation de pièces détachées ont été limitées, jetant une ombre sur les objectifs de production (45 000 véhicules dans cinq ans).

Les autorités de Canton ont été les premières à envoyer un message de soutien aux dirigeants de Pékin, une initiative qu'on interprète moins comme un geste d'allégeance que comme l'expression d'un opportunisme non exempt de réalisme : la bataille étant perdue, préserver l'acquis en évitant de provoquer la hargne de Pékin contre une province riche devient la priorité absolue.

Si les expatriés japonais se sont repliés temporairement sur Hongkong, beaucoup d'étrangers sont restés dans la province, les cadres de Peugeot ou les ingénieurs français construisant la centrale nucléaire de Daya Bay par exemple. Mais les réactions des grands capitalistes chinois de Hongkong, pourtant proches de Pékin — du magnat Li Ka-shing à M. Stanley Ho, patron des casinos de Macao, ou M. Henry Fok, propriétaire d'installations touristiques en Chine du Sud, — qui ont manifesté leur indignation à la suite du massacre de la place Tiananmen, ont inquiété les Cantonais. Le groupe de Hongkong Hopewell, qui doit construire une centrale thermique et une autoroute, a « gelé » une demande de crédit de 3 milliards de dollars de Hongkong.

A une probable stagnation des investissements étrangers, notamment en provenance de Hongkong, s'ajoute la perspective d'un resserrement des crédits et d'une réévaluation du « risque chinois » par les banques étrangères. Une chute probable des exportations aggravant le problème de déficit commercial, la Chine aura plus de difficultés à rembourser sa dette extérieure (30 milliards de dollars).

La grande inquiétude est l'attitude de la diaspora chinoise, en majeure partie originaire de la province de Canton. Elle est à la source de la prospérité de la région : les Chinois d'outre-mer ont largement financé leurs familles restées sur place depuis 1949, dépensant en outre des millions de dollars dans la construction d'hôpitaux ou d'écoles et, au cours des dix dernières années, implantant des industries (90 % des 4 milliards de dollars d'investissements étrangers). Le massacre de Pékin semble avoir eu sur elle un effet traumatisant qui perturbe son pragmatisme traditionnel. Sans doute les Chinois d'outre-mer vont-ils freiner des projets qui ne sont pas encore arrivés à maturité, mais ils sont trop liés à leur province d'origine pour l'abandonner à son sort.

Les Cantonais attendent de voir comment Pékin va réagir. Ou bien le gouvernement essaiera de se faire « pardonner » en jouant l'économie, et la politique d'ouverture se poursuivra vaillamment, ou bien celle-ci sera jugée responsable de tous les maux et, à moyen terme, s'opérera une rétroaction. Pouvant de la Chine, Canton nourrit un espoir : même malade, le pays doit continuer à respirer.

PHILIPPE PONS.

BRANCHEZ-VOUS SUR L'EUROPE

36.15 CEE

Le guide pratique de la Communauté européenne

مكتبة الدار

Politique

La fin de la campagne

Le groupe d'extrême droite espère renaître

En une législature (1984-1989), le groupe des droites européennes qui rassemble les partis d'extrême droite du Vieux Continent, sous la présidence de M. Jean-Marie Le Pen, a subi une saignée tragique. Certes, il compte seize députés en juin 1989 comme à sa constitution en juillet 1984, mais ils ne sont plus que huit du groupe parlementaire d'origine. Les autres sont morts, ont donné leur démission ou ont été remplacés volontairement.

Les « trois mousquetaires » du MSI (Mouvement social italien), dont leur chef Giorgio Almirante, sont décédés, tout comme deux des dirigeants du Front national, Michel de Camaret et Jean-Pierre Stébois, secrétaire général du mouvement, remplacé à ce poste par M. Carl Lang qui ne brigue pas de mandat européen. Si M. Dominique Chaboché, vice-président du FN, s'est fait remplacer en cours de route, ainsi que l'unique représentant grec de l'EPEN, en revanche, M. Olivier d'Ormesson a démissionné, et du groupe et du Front national, après l'affaire du « point de détail ».

La perte de M. d'Ormesson a été compensée par l'arrivée, en cours de législature, d'un député unioniste d'Irlande du Nord. A cette modification près, le groupe des droites européennes est composé, avant son renouvellement du 18 juin, comme à l'origine, de neuf Français, cinq Italiens, un Grec et un Irlandais du Nord. Dans le contingent français, le président du FN n'est pas le seul à être représenté (M. Le Pen, M. Martine Lehideux, MM. Jean-Marie Le Chevallier et Bernard Antony, dit Romain Marie) laissant les cinq autres sur la touche (MM. Michel Collinot, Gilbert Devezze, Roland Gaucher, Roger Palmieri et Gustave Pordet).

En sa double qualité de patron du parti français et de patron du groupe européen, M. Le Pen s'est assigné deux objectifs pendant sa campagne électorale : doubler le nombre des députés d'extrême droite français et

doubler les effectifs du groupe multinational en comptant sur une vigoureuse poussée électorale des « partis frères ». Si ce pari global ne paraît pas totalement irréaliste ou hors de portée (à quelques unités), a contrario, le « banco » national nécessite un score approchant les 25 %, ce que M. Le Pen n'envisage pas lui-même puisqu'il s'octroie à l'avance la « troisième place » derrière MM. Valéry Giscard d'Estaing et Laurent Fabius.

Il n'en restera pas moins que les députés « lepénistes » continueront d'animer largement un groupe qui pourrait voir arriver des « républicains » de RFA conduits par M. Franz Schornhuber (soixante-six ans), ancien engagé volontaire dans la Waffen SS, ou des députés nationalistes venus du Danemark, de Belgique, voire d'Espagne si les (possibles) élus de la liste de M. José-Maria Ruiz Mateos, l'homme d'affaires qui défraye la chronique judiciaire ibérique, rejoignent l'extrême droite parlementaire.

M. Le Pen changerait de commission

Le scrutin de dimanche pourrait, en effet, se traduire par une seconde naissance de l'extrême droite européenne, après celle de 1984 qui promulgua à ses acteurs quelques déboires : constitution d'un groupe à mission sur la montée du fascisme et du racisme en Europe qui les vit « très fortement indirectement », selon l'expression courtoise d'un fonctionnaire de ce groupe ; tentatives de modification du règlement du Parlement pour entraver la formation d'un groupe ; difficultés internes à répartir les seize membres du groupe dans les seize commissions de l'Assemblée. Après « avoir réussi à exister » comme huitième, et dernier, groupe par ordre d'importance numérique (sans compter les non-inscrits), le groupe des droites

européennes réussira-t-il, pendant cette nouvelle législature, à influencer les décisions du Parlement, ce qui est loin d'avoir été le cas jusqu'ici ?

Si, ponctuellement, sur des textes ayant trait à l'immigration — sujet favori de l'extrême droite à Strasbourg, avec la défense, — au sida, au terrorisme ou à l'URSS, les amis de M. Le Pen ont réussi à obtenir jusqu'à une quarantaine de voix, en revanche, aucun de leur amendement majeur n'a été repris sur quelque texte législatif que ce soit. Cependant, le secrétaire général du groupe, M. Jean-Marie Brissaut, juge positivement « le bilan de présence et de propositions » de ses députés qui ont pu « se glisser parmi les grands groupes » à l'occasion des « urgences », séances de vote des propositions de résolution. Là aussi, aucune résolution présentée par l'extrême droite n'a jamais été adoptée.

« Ce qui compte, c'est d'être dans les cinq premiers groupes : en dessous, on compte les coups », admet un eurocrat proche du Front national. A moins d'un invraisemblable bouleversement, le groupe des droites européennes n'entrera pas encore dans ce club fermé (socialistes, démocrates-chrétiens, démocrates européens, communistes et libéraux) mais ce voit mal, cependant, M. Le Pen se priver d'une tribune politique européenne alors même que, normalement, pour les trois années à venir, il sera écarté du débat parlementaire national. Et pour ne pas en être réduit à « compter les coups » portés par « l'Europe socialiste, communiste et mondialiste » contre son « Europe des nations et des patries », M. Le Pen sera peut-être conduit à quitter la commission de l'environnement, dans laquelle il siège depuis 1984, pour se consacrer à une tâche plus politique au sein d'une autre commission.

OLIVIER BIFFAUD.

M. Fabius : « L'abstention c'est scandaleux ! »

Invité, vendredi 16 juin, du Grand-Jury RTL-le Monde, M. Laurent Fabius a expliqué, à propos des résultats attribués à la liste socialiste qu'il conduisit : « On ne peut pas comparer les résultats et les sondages. Il faut composer les résultats entre eux (...). Nous avons déjà eu deux élections européennes. La première, c'était en 1979, à un moment où le rapport droite-gauche était assez favorable à la gauche. C'était Mitterrand qui conduisait la liste. Il avait fait 23 % et quelques. Deux ans après, il a gagné l'élection présidentielle (...). En 1984, le climat politique était beaucoup plus difficile (...). Lionel Jospin conduisait la liste et nous avons fait entre 20 % et 22 % (...). Je ne suis pas un objectif qui est déjà très ambitieux, je voudrais que l'on fasse un meilleur score pour cette élection européenne. »

M. Fabius, selon lequel « l'abstention, c'est scandaleux », a estimé qu'il y avait pour les socialistes « un risque de grignotage, non seulement par la liste écologiste mais aussi par les listes d'extrême gauche ».

La tête de liste socialiste a expliqué que sa « plus grande satisfaction [à propos de sa campagne] est d'avoir pu porter au premier rang la préoccupation sociale ». A ce sujet, au sujet aussi des questions monétaires, M. Fabius a affirmé : « Si M. Thatcher maintient ses positions, nous allons probablement venir une épreuve de vérité avec elle. (...) La Grande-Bretagne ne peut pas être à la fois dedans et dehors (...). Il y a des moments où il faut savoir dire non. Les Britanniques parlent souvent des clubs. Or, quand on entre dans un club, on doit respecter les règles du club, on doit vouloir faire l'Europe, et conti-

ner M. Fabius, c'est d'abord pour avoir plus de croissance, plus de production, une protection (...) plus respectueuse de l'environnement, mais qui permette d'avancer sur le plan de l'emploi. On n'a pas parlé beaucoup au cours de cette campagne d'un meilleur partage de travail. C'est pourtant une voie qu'il faut emprunter si l'on veut qu'il y ait moins de chômage.

« Lorsque j'ajoute que nous voulons une politique industrielle, non pas un capitalisme industriel, lorsque je dis que nous devons avoir une vraie politique de recherche, lorsque je dis qu'il faut que nous ayons aux frontières de l'Europe un tarif extérieur commun car l'Europe ne doit pas être une passoire — je serai pour que les voitures japonaises entrent en Europe le jour où les voitures européennes entreront au Japon, — lorsque je dis tout cela, c'est-à-dire lorsque je défends une vision forte, conquérante de l'Europe, c'est une autre manière de dire que notre objectif numéro un, c'est l'emploi. »

A propos des problèmes de pouvoir d'achat en France, M. Fabius a affirmé : « Le juste partage est nécessaire (...). Dans la politique française, nous aurons de plus en plus à être attentifs à cette dimension du partage social. »

Enfin, à propos de l'aide de la Communauté des Douze aux pays de l'Est, M. Fabius a estimé qu'« il faut (...) proportionner l'aide et le soutien au niveau des démocraties qui se développent. »

(1) NDLR. En 1979, la liste PS-MRG avait obtenu 23,7 % des suffrages. En 1984, le PS seul totalisait 20,76 %.

M. Giscard d'Estaing : « Préparer l'alternance au socialisme »

STRASBOURG
de notre correspondant

M. Giscard d'Estaing cite sa campagne européenne par quelques gestes symboliques en Alsace. Ainsi ce dépôt de gerbe au milieu du Rhin, en commémoration de Robert Schuman, premier président de l'Assemblée de Strasbourg. Accueilli par le maire de Garmisch, à une dizaine de kilomètres au nord de Strasbourg, M. Giscard d'Estaing dira quelques mots — en français, puis en allemand — pour rappeler que ce « fleuve de sang » que fut le Rhin est devenu « un fleuve de paix » ; puis entouré des élus locaux, UDF et RPR, ainsi que de plusieurs co-législateurs, M. Giscard d'Estaing se rendra au Rhin jusqu'à la petite ville allemande de Kehl, face à Strasbourg. Là, l'ancien président de la République franchira à pied le pont de l'Europe pour présider une réunion amicale sur la terrasse ensoleillée d'un grand hôtel strasbourgeois.

« Le seul élément important dimanche soir, c'est de savoir qui sera en tête », résume M. Giscard d'Estaing, ce qui est aussi l'avis de M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, qui accompagne la tête de liste. « Pour donner la victoire à l'opposition, il faut voter pour l'union », continue M. Giscard d'Estaing. La tête de liste UDF-RPR insiste : « Nous sommes dans le socialisme en France, nous risquons de nous installer dans le socialisme en Europe, et je dis : attention ! C'est bien « après » préparer l'alternance au socialisme » et de « retourner à la France son message et son visage libéral » qu'il faut « placer la liste de l'Union en tête ». D'ailleurs, l'ancien président en est convaincu : si sa liste fait un bon résultat, « l'union survivra à cette élection ».

J. F.

L'avenir de l'opposition

(Suite de la première page.)

L'ancien président de la République a clairement explicité, samedi, sur les bords du Rhin, qu'il attend du scrutin la consécration d'une nouvelle légitimité. Si M. Giscard d'Estaing termine dimanche soir la course en tête — ce qui est prévisible compte tenu des résultats obtenus dans le passé par les alliances UDF-RPR — il revendiquera la conduite de l'« union pour préparer l'alternance au socialisme ». Strasbourg n'est à ses yeux qu'un tremplin pour la reconquête du pouvoir à Paris.

Si M. Jacques Chirac espérait exiler l'ancien chef de l'Etat aux marches de l'Europe en lui ayant laissé le soin de diriger la liste UDF-RPR, il risque de subir une déconvenue. Le fait même que M. Giscard d'Estaing ait tenu à préciser qu'il conserverait de toute façon la présidence de l'UDF est révélateur de ses arrière-pensées.

Cette annonce a d'ailleurs fait aussitôt grincer des dents dans l'entourage de M. François Léotard où elle a été interprétée comme une mauvaise manière à l'égard du président du Parti Républicain qui espérait lui aussi avoir le champ libre.

L'agacement vivement exprimé par M. Simone Veil à l'endroit de M. Giscard d'Estaing, qui avait appelé les électeurs à voter pour lui pour « voter utile », est également significatif du climat qui va régner ces jours-ci dans les rangs de l'opposition. Prenant la parole, l'ancienne présidente de l'Assemblée européenne a implicitement accusé son rival de prendre les électeurs pour des imbéciles. « Voter utile, a-t-elle rétorqué, c'est voter pour les gens qui iront siéger à Strasbourg ».

Du score de M. Veil dépendra, pour l'essentiel, le processus de recomposition du paysage politique. Si la liste de l'Union du Centre réalise une nette percée, les « renouveaux » de la droite libérale, mis en vedette par les élections municipales, se sentiront encouragés à persévérer dans la voie de l'autonomie par rapport à M. Giscard d'Estaing et Chirac. La réaction du président du CDS, coéquipier de M. Veil, M. Pierre Méhaignerie, qui s'est déclaré prêt à fonder son parti « au sein d'un grand rassemblement » sera peut-être déterminante.

Tous les regards seront aussi tournés vers les « cadets » du RPR que M. Chirac s'emploie à rassurer et la prestation du maire de Lyon, M. Michel Noir, à « L'heure de vérité », dès lundi soir sur Antenne 2 sera, elle aussi, suivie avec une attention d'autant plus forte qu'elle marquera le début d'une semaine de manœuvres intenses parmi les « renouveaux », vrais et faux, de tout bord.

Les socialistes ne seront pas en reste. Au cas où ses amis risqueraient d'être frappés d'atonie,

M. Jean-Pierre Chevènement a déjà fait savoir par un canal de son courant Socialisme et République que « si la rénovation est à la mode, c'est peut-être au PS qu'elle s'impose le plus ». Si la liste de M. Laurent Fabius était très distancée par celle de M. Giscard d'Estaing, c'est toute la stratégie de rassemblement imposée au parti par les circonstances de la réélection de M. François Mitterrand qui serait affaiblie. En outre, un score trop décrié compliquerait encore davantage non seulement les débats internes au parti mais les relations entre le parti et le gouvernement de M. Michel Rocard.

Les références faites par M. Fabius lui-même aux scores respectivement réalisés par MM. Mitterrand et Jospin aux scrutins de 1979 et 1984 ne sauraient suffire à protéger le président de l'Assemblée nationale contre les désagréments personnels parce que, en ces deux circonstances passées, les socialistes avaient mené campagne dans des conditions tout à fait différentes.

Une chose, en tout cas, est sûre : le temps des monopoles politiques est révolu, ainsi que le confirmeront, sans doute, la persistance d'un courant d'extrême droite autoritaire, xénophobe, passéiste, et l'usage, plus rafraîchissant, des écologistes sur une scène publique devenue plus bigarrée.

ALAIN ROLLAT.

● M. Le Pen : « porte-à-faux ». — Evocant l'affaire Naccache, vendredi 16 juin à Nice où il a tenu le dernier meeting de sa campagne, M. Jean-Marie Le Pen a déclaré : « Je ne suis pas absolument sûr que M. Chirac ne soit pas ravi de mettre M. Giscard d'Estaing en porte-à-faux. » Explicitant cette double négation, le président du Front national a ajouté : « Je crois que M. Mitterrand est au pouvoir et qu'il n'a rien de plus à faire en porte-à-faux » (en refusant de libérer Anis Naccache, conformément au souhait de l'ancien premier ministre).

● M. Herzog : « rendez-vous de l'histoire ». — A l'occasion de son dernier meeting en compagnie de M. Georges Marchais, vendredi 16 juin à Vitry (Val-de-Marne), M. Philippe Herzog, tête de liste du PCF, a appelé les électeurs à venir « en masse participer à ce rendez-vous de l'histoire » que sera, selon lui, le vote du 18 juin « autour de notre projet humain, efficace, novateur ». Se déclarant en « totale communion » avec le secrétaire général du parti, M. Herzog a rendu hommage à celui qui « a tenu un rôle essentiel pour animer le travail du parti dans cette campagne ». Auparavant, M. Marchais avait affirmé : « Entre Philippe et moi, le climat est comme le météo, au beau fixe. »

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

À la veille des élections européennes, il n'est pas mauvais de se souvenir qu'il y a un peu plus de quarante ans l'Europe serait exsangue de la seconde guerre mondiale. L'Allemagne était en ruine, l'Italie à la dérive et la France ne valait guère mieux, qui pensait ses dernières plaies et souffrait d'une arriération plus ancienne. Les Français, ce peuple de paysans, étaient alors incapables de se nourrir. Après des années de privation, sous le joug allemand, leur manque de tout, et ce dont ils pouvaient disposer était rationné. Dans les albums de famille, les photos de l'époque montrent aux jeunes gens bien mis d'aujourd'hui combien leurs aïeux étaient pauvrement habillés.

Il faut avoir ces données en tête pour comprendre pourquoi la France, comme ses voisins, vivait en situation d'assistée. Pendant une décennie, elle fut placée sous la tutelle économique des Etats-Unis. Et donc sous leur influence politique directe. L'aide américaine, de 1945 à 1954, a représenté 1 milliard de dollars par an en moyenne, indique l'historien Irwin Wall, dans un ouvrage consacré à « l'influence américaine sur la politique française » pendant cette période.

L'auteur avait deux bonnes raisons de s'intéresser à 1954. La première est que les archives diplomatiques sont pour une grande partie accessibles jusqu'à cette date ; la seconde est qu'en 1954 l'arrivée au pouvoir de Pierre Mendès France et le retrait de la France de la guerre d'Indochine marquaient la fin d'une époque dans les relations franco-américaines : « Elles entraînaient, assure l'auteur, dans une ère nouvelle. »

L'ouvrage d'Irwin Wall fait revivre cette période tourmentée avec une documentation précise qui a le mérite d'associer le point de vue américain, grâce à la richesse des sources provenant de ce côté-là, et une compréhension très fine — et francophile — de la politique de la IV^e République. Avec lui, on entre dans le détail et les coulisses d'une difficile « reconquête » d'un continent, dont nous vivons, encore, les suites apaisées.

Ce n'était pas le cas, alors : à peine sortie de la guerre, l'Europe occidentale tentait de survivre sous la menace de l'expansion du communisme qui

touchait déjà l'Europe centrale. Dans un premier temps, les risques se fondaient sur l'éventualité d'explosions sociales dans ces pays peuplés qu'étaient la France et l'Italie ; dans un second temps, la menace se nourrissait de la puissance militaire du bloc de l'Est. Aussi l'auteur distingue-t-il les deux phases de l'aide américaine : dans l'immédiate après-guerre, de 1945 à 1948, elle est surtout économique et trouve sa consécration dans le plan Marshall, pourvoyeur de subventions sous contrôle ; pendant « la guerre froide », dans les années 50, elle est plus nettement militaire et s'incarne dans la mise en place du pacte atlantique.

Souvenirs d'après-guerre

La France n'était pas le seul pays concerné, mais elle avait ses spécificités dont Washington devait tenir compte. Outre l'ampleur de ses besoins, elle possédait un certain nombre de problèmes : présence d'un fort Parti communiste, instabilité politique, hostilité à la reconstruction d'une Allemagne, contrebutoire de la décolonisation. C'est peu dire que les dirigeants américains avaient quelques difficultés à s'entendre avec ces Français exotiques et susceptibles, qui sollicitaient constamment leur soutien pour le juger aussitôt encombrant.

Entre les nations, il n'y a pas de relations désintéressées. Si les Etats-Unis aidaient l'Europe et la France, c'était à des fins précises, et l'importance comme la durée des efforts qu'ils consentaient leur donnaient le droit et les moyens d'intervenir directement dans les affaires de leurs obligés. S'agissait de la France, l'intervention était favorisée par la multitude des partis et l'instabilité gouvernementale. A chaque crise, les dirigeants américains se demandaient ce qui allait se passer. Aussi étaient-ils enclins à privilégier le statu quo et à rechercher, dans une coalition écartant les extrêmes, les bases d'une stabilité politique intouchable. Ils se

méfiaient du gaullisme et se prélaient à grands frais à la lutte contre le communisme. Irwin Wall donne la mesure de leurs interventions, tant dans le domaine politique que syndical : que de dollars et d'efforts dépensés !

Au passage, l'auteur indique que si l'affaire Kravchenko — l'une des premières grandes dénonciations de la répression stalinienne — fut organisée par les Américains comme une entreprise de propagande anti-communiste, l'éviction des ministres communistes du gouvernement Ramadier, en 1947, ne fut pas « ordonnée » par Washington, comme l'a prétendu longtemps une légende tenace.

Au total, l'influence américaine, si réelle qu'elle ait été, ne paraît pas avoir donné — immédiatement en tout cas — les résultats attendus. Elle se heurte à une double contradiction que l'ouvrage d'Irwin Wall met en valeur. « Les Etats-Unis voulaient faire de l'Allemagne à la fois le centre économique autour duquel l'Europe occidentale s'organiserait et le rempart qui barrerait la route à la Russie soviétique », explique-t-il : ils s'opposèrent longtemps à l'alignement français envers toute éventualité de reconstruction d'un Etat allemand.

La politique américaine a échappé sur une autre contradiction : alors que l'aide économique d'outre-Atlantique favorisait la modernisation de la France, la pression politique jouait en faveur des partenaires les moins aptes au changement, les plus représentatifs des couches conservatrices. Paradoxalement, note Irwin Wall, la société technocratique modernisée appuyée par le plan Marshall allait donner naissance à la politique de la V^e République (qui avait été annoncée par la parenthèse Mendès France). Cette V^e République, qui, sous l'égide de de Gaulle, allait s'émanciper politiquement des Etats-Unis, tandis que la société française s'américanisait davantage. Quarante ans plus tard, la France s'inquiète du cours du dollar, qui pèse sur son économie, et ne se soucie plus de la composition, longtemps suspectée, du Coca-Cola.

« L'influence américaine sur la politique française de 1945 à 1954 », d'Irwin Wall, Balland, 515 p., 179 F.

M. Veil : « Voter utile c'est voter pour des gens qui iront siéger à Strasbourg »

M. Simone Veil a jugé, vendredi 16 juin au cours de son déplacement en Anjou et en Auvergne, « extrêmement grave » les propos tenus, la veille, par M. Valéry Giscard d'Estaing annonçant qu'il resterait vraisemblablement président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et président de l'UDF après le 18 juin. Tenant son dernier meeting à Saint-André-Cog (Puy-de-Dôme) — petite commune reconnue depuis 1987 comme étant le centre géographique de l'Europe — la tête de liste centriste a réaffirmé que l'on ne peut pas avoir un mandat d'une certaine importance et un mandat européen « car on ne peut pas (les) exercer en même temps. » M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, qui participait à ce déplacement, a, de surcroît, rappelé qu'à l'Assemblée de Strasbourg, « il s'agit d'un vote personnel, si on ne vote pas soi-même, c'est le vote pour la France qui est perdu ».

« Sur la liste d'union — la fameuse union pour laquelle il faut voter utile — sept sur dix des premiers n'iront pas siéger » et « pour M. Fabius, le problème est le même », a déclaré M. Veil qui a conclu que « voter utile, c'est voter pour des gens qui iront à siéger à Strasbourg ».

L'ancienne présidente du Parlement européen qui était accompagnée des vingt premiers de sa liste, a également signalé ces « listes d'appareil qui depuis quinze ans disent la même chose ». Elle a, en outre, regretté que les appareils politiques restent figés alors que partout, à l'extérieur comme à l'intérieur des formations, on souhaite le renouveau. « Le vote utile, a-t-elle dit, c'est le vote des gens qui veulent que se berge un peu. C'est ce que veulent les Français. Ceux qui voteront pour que rien ne change, moi, je trouve que c'est inutile. »

M. Méhaignerie a, pour sa part, jugé « fautive et absurde » la démonstration de M. Giscard d'Estaing selon laquelle le vote utile consistait à voter en faveur de la liste d'union UDF-RPR et que tout autre choix « ferait le jeu des socialistes ».

« Cette analyse est fautive », a affirmé le président du CDS, car il y a deux listes de l'opposition dont les députés siègeront, soit dans le groupe libéral, soit dans le groupe démocrate-chrétien, à Strasbourg » et « cette analyse est absurde parce que, dimanche soir, il faudra faire l'addition des voix ». « Ce qui compte », a conclu M. Méhaignerie, « c'est le nombre de députés de l'opposition et non pas qu'un tel arrive devant un tel. »

Politique

des élections européennes

L'extrême gauche et le pouvoir

« Et si vous disposiez d'une majorité au Parlement européen, a demandé le Monde aux trois « petites » listes de comités communistes, quelle première mesure feriez-vous donc adopter ? » Avec beaucoup ou avec sécheresse, M. Claude Llabres (Régénérateurs communistes) et M. Marc Gauquelin (Mouvement pour un parti des travailleurs), ont, d'abord, mis en évidence l'irréalisme d'un tel rapport de forces au sein des douze pays de la Communauté. Et par une révolutive célébration de l'utopie révolutionnaire, les trois listes de liste ont joué le jeu de l'irréalisme politique.

Cela ne ferait ni une, ni deux pour M. Ariette Laguerre (Lutte ouvrière), qui prendrait trois mesures : « L'interdiction des licenciements, la confiscation de tous les bénéfices et capitaux qui ne s'investissent pas dans la production pour les affecter à des productions et des services utiles à l'ensemble de la population, et une augmentation

générale et immédiate des salaires équivalant à 1 500 francs français. » Utopie ? Non car la question suggère par elle-même que, si la candidate trotskiste avait une majorité, « cela voudrait dire que tous les travailleurs des différents pays ont convergé à l'échelle de l'Europe ».

Faisant même cette « hypothèse d'écologie », l'autre candidate trotskiste, M. Gauquelin, déclare : « Une majorité ouvrière indépendante permettrait de commencer le réajustement de tous les acquis ouvriers, l'abolition du travail précaire, la transformation en entreprise de tous les pays. » Le financement serait assuré, comme pour LO, « par la récupération des sommes énormes englouties dans les profits spéculatifs et les allègements fiscaux sur les revenus du capital ».

Défenseur de « la clause du citoyen le plus favorisé », M. Llabres, ferait en sorte que « tous les peuples de la Communauté profitent des acquis de chacun d'eux ». « C'est membre de remettre l'Europe sur ses pieds, assure-t-il, et d'enlever la matière aux financiers et aux bureaucrates. Ce qui est bon pour les ouvriers métallurgistes allemands qui ont conquis la semaine de travail de 35 heures, ne le serait-il pas pour les Espagnols, les Grecs ou les Français ? » Et pour le financement, on irait piocher dans « une politique audacieuse de désarmement ».

● Règlement définitif des budgets de 1986 et 1987. — L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 18 juin, les deux projets de loi portant règlement définitif des budgets de 1986 et de 1987. Seuls les députés communistes s'y sont opposés. Ces projets ont été présentés par M. Michel Chassagne, ministre délégué chargé du projet. Le rapporteur général du budget, M. Alain Richard (PS) a précisé que l'adoption de 1986 avait entraîné le règlement déf-

La CFDT souhaite une « participation importante des salariés »

« Nous souhaitons une participation importante des salariés aux élections européennes », a déclaré le 18 juin à la presse M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, en présentant les travaux de son bureau national. Il s'agit notamment de « montrer son attachement à la démocratie ». Dans le cadre de la campagne pour les élections européennes, la CFDT a rencontré les principaux têtes de liste : M. Veil, M. Giscard d'Estaing, Fabius, Herzog et Waechter.

Commentant ces divers entretiens, M. Kaspar a noté un progrès chez les hommes politiques quant à la « prise en compte de la dimension sociale de l'Europe ». Ayant décrit la CEE comme « l'infirmité du social », il a souhaité que la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux soit traduite en directives. Une position qui, selon M. Kaspar, rejoint celle de M. Veil et de M. Fabius. Quant à M. Giscard d'Estaing, « il n'a pas rejeté le principe d'une directive », celle-ci devant alors être soumise au Parlement. M. Kaspar a critiqué ce qu'il a appelé le « maximalisme social » de M. Herzog.

Au total, pour le secrétaire général de la CFDT, « les intentions ne suffisent pas pour faire faire à l'Europe un bond qualitatif ». « L'action politique, a-t-il ajouté, ne suffit pas pour faire progresser l'Europe ». M. Kaspar a confirmé que la Confédération européenne des syndicats (CES) organiserait le 18 octobre une manifestation à Bruxelles, où elle espère réunir dix mille personnes. La CFDT comptant en faire venir à elle seule mille.

● Budget de 1988. Ces lois de règlement, conformément à l'ordonnance du 2 janvier 1989, constatent les résultats financiers de chaque année civile et approuvent les différences entre les résultats et les prévisions de la loi de finances de l'année, complétées le cas échéant par des lois rectificatives. Pour 1988, les résultats constatés font apparaître un déficit de 141,09 milliards de francs et pour 1987 de 120,06 milliards de francs.

Election législative partielle en Gironde

Deux socialistes en concurrence pour succéder à M^{me} Lalumière

BORDEAUX
de notre correspondante

Le premier tour de la législative partielle destinée à pourvoir le siège de la troisième circonscription de la Gironde, que détenait M^{me} Catherine Lalumière jusqu'à son ascension au secrétariat général du Conseil de l'Europe, est fixé au dimanche 18 juin.

La troisième circonscription, jusqu'alors solidement ancrée à gauche, peut-elle basculer ? Pour la première fois s'alignent deux candidats qui se réclament de la majorité présidentielle. M. Claude Barande, maire de Villeneuve-d'Ornon et jusqu'alors suppléant de M^{me} Lalumière, a obtenu l'investiture officielle du PS. Mais M. Noël Mamère, qui a enlevé aux communistes la mairie de Bègles en mars dernier, se présente également. Le journaliste, qui est le suppléant de M. Gilbert Mitterrand, laissait entendre qu'il bénéficierait d'un appel « d'en haut », pour tout dire présidentiel. Cette affaire semble désormais irriter M. Gilbert Mitterrand. La meilleure preuve d'amitié que pourrait donner Noël Mamère serait de se retirer, nous a-t-il déclaré en substance.

M. Mamère restera-t-il en lice pour le second tour si les résultats le lui permettent ? Il le laisse en tout cas entendre. Dans cette élection, il table sur le soutien des socialistes de Bègles qui l'ont suivi dans sa campagne municipale et ont, pour cela, été exclus du PS. Il compte aussi sur la division des socialistes de Talence. M. Noël Mamère fait tandem avec M. Roger Lacaze, militant talençais qui avait en en mars 1989 des velléités de diriger une liste face à M^{me} Lalumière.

Pour leur part, les communistes, qui ont une revanche à prendre sur M. Noël Mamère, présentent le conseiller général de Bègles, M. Jean-Jacques Paris. Ils devraient sans problème appliquer la disci-

pline républicaine en faveur de M. Barande au second tour.

Le droit espère bien « tirer les marrons du feu ». Pour la circonstance, elle affiche des tendances « régénératrices ». M. Gérard Castagnère, son candidat unique, maire RPR de Talence, se réclame ouvertement de l'appui de M. Michel Noir. Il a signé avec son suppléant CDS, M. Jean-Charles Paris, une déclaration dans laquelle il réponde « toute alliance avec l'extrême droite ». Le candidat de cette dernière est M. Jacques Colombier, président départemental du Front national et par ailleurs partie prenante de l'exécutif régional aquitain. M. Colombier a été réélu le 5 juin vice-président du conseil régional aux côtés du RPR, M. Jean Taver-

An second tour des municipales, les Verts avaient conclu un accord avec M^{me} Lalumière, à Talence. Cette fois, leurs instances départementales excluent la reconduction de ce type d'alliance, et elles présentent M^{me} Claire Le Lam.

GINETTE DE MATHA.

● HAUTE-CORSE : les élections municipales annulées à Bastia. — Le tribunal administratif de Bastia a invalidé, vendredi 18 juin, les élections municipales de Bastia (Haute-Corse), qui s'étaient déroulées par l'élection au premier tour de M. Emile Zuccarelli (MRG). Cette décision fait suite à un recours introduit par M. Paul Natali, tête de liste de l'opposition municipale à la suite du blocage de huit cents procurations provoqué par la grève des postiers qui empêchait alors la distribution du courrier. Elle a été prise contre les réquisitions du commissaire du gouvernement qui avait plaidé pour le rejet de ce recours en estimant que l'écart des voix entre M. Zuccarelli et M. Natali (1 574) était suffisant pour que les procurations en question ne soient pas prises en compte.

Accord à la communauté urbaine de Lille

LILLE
de notre correspondant

Au terme de trois mois de négociations difficiles, les principales formations politiques de la communauté urbaine de Lille, PS, RPR, UDF et GADEC (Groupe d'action et de développement communautaire, qui rassemble les « apolitiques » des petites communes), sont parvenues à un accord sur le renouvellement de l'assemblée. Au terme de cet accord, approuvé par quatre-vingt communes sur quatre-vingt-six, M. Pierre Mauroy pourrait prendre la présidence de la communauté urbaine.

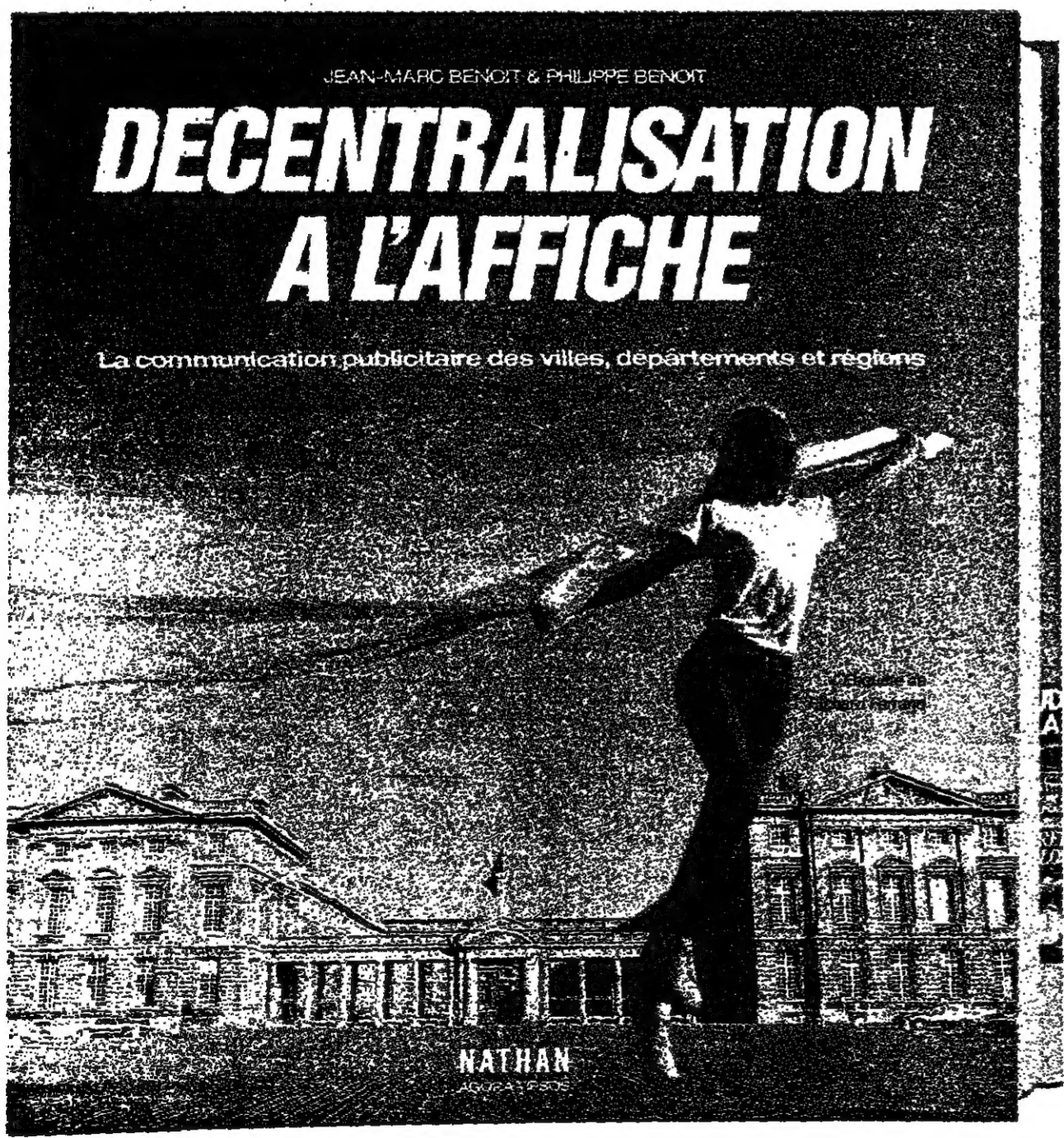
Cet accord met un terme à une très sévère partie de bras de fer entre le Parti socialiste et les formations de droite. Il devrait marquer la défaite de M. Arthur Nohbart, maire socialiste de Lomme, président de la communauté urbaine depuis dix-huit ans, dans le duel qui l'oppose depuis longtemps à M. Mauroy. A soixante-quinze ans, le « roi Arthur », comme il se désigne parfois lui-même, espérait bien solliciter un quatrième mandat à la tête de la CUUL.

L'accord apparaît comme une belle victoire pour les amis de M. Mauroy. Ils ont obtenu du RPR, de l'UDF comme du GADEC qu'ils ne présentent pas de candidat à la présidence de la CUUL et qu'ils ne soutiennent pas d'autre candidature que celle prévue dans l'accord, c'est-à-dire celle d'un socialiste.

A Lomme, le « roi Arthur » n'a pu empêcher son conseil municipal, qui lui est pourtant toujours d'une extrême fidélité, d'adopter ce texte qui marquerait sa défaite.

J.-R. L.

● L'anniversaire de l'appel du 18 juin 1940. — A l'occasion du quarante-neuvième anniversaire de l'appel du 18 juin 1940, M. François Mitterrand a fait déposer par son chef d'état-major particulier une gerbe sur la tombe du général de Gaulle à Colombey-les-Deux-Eglises.



DECENTRALISATION A L'AFFICHE

La communication publicitaire des villes, départements et régions

NATHAN

“CES COLLECTIVITES TERRITORIALES CHERCHENT AVEC PLUS OU MOINS DE BONHEUR A FORGER PAR L'IMAGE, LE SLOGAN, UNE VERITABLE IDENTITE LOCALE, LE SENTIMENT D'APPARTENANCE A UNE COLLECTIVITE HUMAINE ET NON SEULEMENT INSTITUTIONNELLE.”

LE MONDE - Yves Marie Labé

“...Des balbutiements aux expressions les plus audacieuses, les stratégies de communication des villes, des départements et des régions.”

Vie Publique

“Un ouvrage de réflexion sur la toute récente mais formidable explosion des villes, des départements et des régions.”

Départements et Communes

“La première synthèse sur ce phénomène apparu dans la foulée de la décentralisation.”

Profession Politique - Michel Grossiord

“Décentralisation à l'affiche nous fait vivre toutes ces épopées... toutes ces batailles effrénées auxquelles on se livre un peu partout en France pour attirer les entreprises, les touristes et la manne de l'état.”

Le Nouvel Observateur - Philippe Gavi

“Une série de témoignages concrets et de confrontations de campagnes de publicité.”

Le Figaro - Maurice Dalimval

“La communication des collectivités locales : un marché d'un milliard de francs.”

L'Expansion - Nathalie Villard

“DECENTRALISATION A L'AFFICHE”, 224 PAGES, 250 ILLUSTRATIONS. EDITIONS NATHAN.

مكتبة الامانة العامة

JUSTICE

Les ventes d'armes à l'Iran de 1982 à 1986

La justice rend un non-lieu général dans l'affaire Luchaire

La justice a rendu, vendredi 16 juin, un non-lieu général dans l'affaire Luchaire. Le procureur de la République de Paris, M. Pierre Bézard, et le juge d'instruction, M. Michel Legrand, ont estimé que l'absence de preuve n'a pu être établie contre MM. Daniel Dewavrin, président de la société Luchaire, Guy Metals de Narbonne, membre du directoire, Jean-François Dubos, ancien chargé de mission au cabinet du ministre de la défense, et Marie Appiano, conseiller à l'exportation de la société. Tous quatre avaient été inculpés d'infraction à la législation sur le commerce des matériels de guerre, de complicité, faux et usage de faux, corruption de fonctionnaires publics, trafic d'influence. Dévoilée par la Presse de la Manche, en février 1986, cette

affaire d'exportation de matériels de guerre — en l'occurrence essentiellement des obus — vers l'Iran, alors que ce pays était frappé d'embargo, avait conduit le ministère de la défense à déposer plainte le 13 mars 1986. Elle avait ensuite suscité une vive polémique entre le gouvernement de M. Jacques Chirac et le Parti socialiste, lors de la publication du rapport du contrôleur général des armées, Jean-François Barba, « n'excluant pas le versement par Luchaire de sommes au Parti socialiste ».

Le paradoxe de la décision de non-lieu réside dans le fait qu'elle absout la société Luchaire alors qu'il est établi sans conteste qu'elle a exporté quelque 500 000 munitions d'artillerie

vers l'Iran sous couvert d'autorisations accordées pour d'autres pays et en remettant de faux certificats de destination finale. Aussi cette décision a-t-elle donné lieu à de fortes tensions dans les milieux judiciaires, certains magistrats du parquet ayant fait savoir qu'ils y étaient farouchement opposés. Cependant l'ordonnance de non-lieu du juge Legrand est, en réalité, un réquisitoire contre le ministère de la défense, quels qu'en soient les titulaires successifs — MM. Charles Hernu, Paul Quilès, André Girard et Jean-Pierre Chevènement.

Laissant entendre que l'administration militaire était peu ou prou complice des exportations de la société Luchaire, le magistrat instructeur reproche au ministère d'avoir sélectionné, au nom

du « secret défense », les éléments fournis à la justice alors que ce même ministère était « la partie poursuivante ». C'est pourquoi il s'est refusé à renvoyer en correctionnelle les dirigeants de Luchaire, estimant que les droits de la défense avaient été quelque peu bafoués par l'attitude du monde militaire. Quant au classement du PS évoqué par le rapport Barba, M. Legrand réagit à néant cette hypothèse — ce que laisse prévoir depuis plus d'un an sa instruction (le Monde du 1^{er} mars 1988). Critiquant les conditions dans lesquelles fut rédigé ce rapport, en juin 1986, le magistrat instructeur conclut que les accusations contre le PS « ne résultaient que des affirmations du contrôleur général Barba relatant des conversations entre tiers ».

Un réquisitoire contre le ministère de la défense

Sept mois d'hésitations avant d'en arriver là... C'est en effet en novembre 1988 que M. Michel Legrand a transmis au parquet de Paris le dossier Luchaire, qu'il instruisait depuis le 24 mars 1986. Or ce n'est que le matin du vendredi 16 juin que M. Pierre Bézard, procureur de la République de Paris, a lui-même signé un réquisitoire définitif de non-lieu, dans l'après-midi, d'une ordonnance de non-lieu rendue par le juge d'instruction. Entre ces deux dates, tractations, conciliabules et conflits ont illustré la délicate position dans laquelle se trouvait la justice, obligée d'endosser seule un renoncement auquel la contrainte l'attitude surprenante des deux administrations censées réprimer les délits commis par la société Luchaire : le ministère de la défense et la direction générale des douanes.

Dès novembre dernier, les conclusions et la position de M. Legrand sont claires. D'une part, malgré trois commissions rogatoires envoyées à la direction générale de la police judiciaire, à la brigade financière de la Préfecture de police de Paris et à la section de recherches parisiennes de la gendarmerie, il n'a pu établir l'existence d'un « circuit financier » entre le groupe Luchaire et le Parti socialiste. D'autre part, les faits d'exportation de matériels de guerre vers l'Iran, alors que cette destination était sous embargo, sont totalement établis à l'encontre de Luchaire, mais le coïde de la société, M. Daniel Dewavrin, a été déclaré « de bonne foi », penser qu'il était

soutenu au sein de la direction des affaires internationales (DAI) de la délégation générale pour l'armement (DGA) du ministère de la défense.

Or le juge d'instruction n'avait pu s'avancer plus avant sur cette piste, à cause de l'attitude du plaignant lui-même ! Le ministère de la défense lui avait fait savoir en effet, le 28 novembre 1987, qu'il n'était « pas possible sur cette seule base [il s'agit du rapport Barba], et compte tenu de la nature même de ce document, de donner un avis favorable à des poursuites contre des militaires nommément désignés et sans connaître plus précisément les faits qui pourraient leur être reprochés ».

Considérée au Palais de justice comme un « monument d'hypocrisie », cette réponse revenait à dire : débrouillez-vous pour trouver des preuves, que nous donnerons pas. Estimant en conséquence que les droits de la défense des inculpés étaient bafoués, puisque la partie poursuivante gardait par devers elle, des éléments de preuve, M. Legrand faisait savoir qu'il se refusait à renvoyer, tel un bouc-émissaire, le seul M. Dewavrin devant un tribunal correctionnel.

L'embarras du parquet était, du coup, compréhensible. En fait, il fut partagé entre deux camps, non sans arrière-pensées politiques de part et d'autre. D'un côté, M. Jean-Yves Monfort, chef de la sixième section, chargée entre autres des affaires

d'armes : jusqu'au bout, soutenu par les autres magistrats de sa section, il fut partisan du renvoi en correctionnelle, au point de refuser d'écrire le réquisitoire final. En face, le procureur de la République, M. Bézard, qui devra finalement prendre lui-même la plume : partisan du non-lieu, il se tourne vers la direction générale des douanes et vers le ministère de la défense pour qu'ils précisent leur attitude.

Le « fait du prince douanier »

Surprise ! Interrogé, la direction générale des douanes fait savoir « que la consultation du dossier de la procédure pénale par les agents de son administration n'avait pas conduit à la constatation d'infraction douanière et que, en conséquence, il n'y avait pas lieu d'engager des poursuites douanières contre les dirigeants de la société en cause ». En d'autres termes : bien que Luchaire ait envoyé des obus en Iran en présentant de fausses destinations — ce qui, pour le commun des citoyens, revient à faire une fausse déclaration en douane, les dites douanes considèrent qu'il n'y a pas d'infraction.

Dès lors, la justice était quelque peu concinée. En effet, le décret-loi du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions, et sur la base duquel les poursuites furent engagées, lie les délits à l'existence d'une infraction douanière ! Ce « fait du prince douanier », selon la formule de M. Bézard lui-même, est intervenu alors que le directeur général des douanes était encore M. Jean Weber, nommé à ce poste en 1986 par M. Alain Juppé et considéré comme un proche du RPR.

M. Weber a été nommé, le 6 juin dernier, président du Crédit industriel d'Alsace (CIAL), une nomination dont il s'est dit très satisfait (le Monde du 7 juin). Faisant logiquement que la position des douanes entraînerait une rétractation du ministère de la défense, évitant ainsi à la justice d'endosser un non-lieu, M. Bézard s'est donc tourné, le 2 mai, vers M. Jean-Pierre Chevènement pour savoir s'il maintenait la plainte de ses prédécesseurs.

« Ce département ministériel n'a pas fait connaître sa position », commente sobrement M. Bézard, dans son réquisitoire de non-lieu. Sans doute la justice a-t-elle envisagé une solution intermédiaire, moins glorieuse : faire traîner les choses, enterrer doucement le dossier en demandant des compléments d'information. L'attitude de M. Legrand ne le permettait pas : promu, à partir de septembre prochain, avocat général à Grenoble, il

entendait quitter Paris en rendant une décision.

Son ordonnance et le réquisitoire de M. Bézard s'appuient sur des arguments semblables. Les deux textes comportent, en conclusion, un passage qui, par-delà les lourdeurs du langage juridique, résume comme une accusation volée à l'encontre des responsables des exportations d'armement au ministère de la défense : « Si M. Dewavrin n'a pu obtenir d'autorisations régulières en la forme lui permettant de commercer avec l'Iran, il a pu légitimement estimer, en particulier à la suite de contacts avec des hauts responsables du ministère de la défense, que les autorisations qui lui avaient été accordées pour des pays tiers répondaient sinon dans la lettre, du moins dans l'esprit, aux exigences de la loi ».

« Complexe militaro-industriel »

Plus détaillée, l'ordonnance du juge Legrand s'en prend à ce qu'il s'agit de nommer, en privé, le « complexe militaro-industriel ». Soulignant, vendredi, devant nous, les liens entre les militaires chargés de contrôler les ventes d'armes et les sociétés concernées, dans lesquelles ceux-ci occupent ensuite, fort souvent, des postes bien rémunérés, M. Legrand ajoute : « C'est comme si, moi, après avoir rendu cette ordonnance de non-lieu, j'allais pénétrer chez l'un des avocats de Luchaire ».

Dans son ordonnance, le magistrat souligne « le manque de fiabilité de la procédure administrative de contrôle ». Il affirme que les end users (certificats de destination finale) « ne sont soumis à aucune procédure officielle de vérification » et qu'ils « ne sont pas légitimés par les autorités diplomatiques ».

ques de la France auprès du pays émetteur ». L'instance devant laquelle les dossiers d'exportations défilent, la CIBEMG (commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre), examine « plus de 400 fiches d'exportation par séance qui défilent à toute allure, sans que personne fasse la moindre observation ».

Dans le même esprit, M. Legrand critique vertement le rapport Barba, après avoir affirmé que « l'autorité judiciaire ne peut se substituer aux compétences des règles administratives ». Rappelant que ce rapport a été rédigé en quinze jours, « en urgence, compte tenu d'une visite officielle d'Irakiens », il fide sous-jacente étant donc de faire porter aux socialistes la responsabilité de livraisons d'armes à l'Iran, — M. Legrand conclut que « l'hypothèse avancée par le contrôleur général » à propos du Parti socialiste « n'a pas été confirmée ». « La comptabilité de la société parait régulière », ajoute-t-il, et « les seuls fonds, 2 à 3 millions de francs, versés à titre de commissions à des ressortissants français l'ont été en transparence à M. Falcoz, qui a justifié l'emploi de ces fonds, dans son post-scriptum ».

M. Jean-François Dubos, principal conseiller de M. Charles Hernu au ministère de la défense, est lavé de tout soupçon, car « il n'avait pas autorisé sur l'ensemble des intervenants ». Reste que Paul-André Falcoz, qui faisait profession d'intermédiaire financier et était un proche de M. Hernu et de M. Edith Cresson, devait écrire, en mars 1986, quelques jours avant l'ouverture de l'information judiciaire, à l'un des dirigeants de Luchaire « qu'il est couvert et peut continuer ses exportations ». S'est-il vanté en se prévalant de ses relations dans les milieux socialistes ? Un secret qu'il a emporté dans sa tombe : il est mort début 1988.

G.M. et E.P.

Les obus fantômes

(Suite de la première page.)

Peu glorieuse issue pour la classe politique. Faut-il rappeler que la première loi sur le financement des partis politiques, jugée aujourd'hui, et non sans précipitation, insuffisante, a eu pour point de départ l'affaire Luchaire ? Qu'en pense aujourd'hui la droite, qui s'en était saisie pour acculer, en vain, M. Mitterrand à la veille de l'élection présidentielle de 1988 ?

Quant au Parti socialiste, sous réserve des secrets emportés par le défunt Paul-André Falcoz, il est certes lavé de tout soupçon. Mais, avec ce non-lieu intervenant à quatre jours d'un conseil des ministres ayant à son ordre du jour un projet de loi amnistiant toutes les infractions — crimes et délits mêlés — liés aux financements de partis, certaines cotisations de dates ne laissent pas d'interroger.

La nouvelle loi, promet-on, sera inoffensive. Il est permis à l'opinion de vouloir juger à l'usage. Tant il est vrai que sa première conséquence, la plus immédiate, sera de tirer d'affaire tous ceux, politiques ou non, compromis dans ces affaires où la politique se mêle à l'argent, au Carrefour du développement aux fausses factures de la SORMAE. Il ne sera pas dit, en cette année de Bicentenaire d'égalité révolutionnaire, que seuls les délinquants ordinaires, voleurs de poules ou à la tire, auront droit à la grâce.

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

ÉDUCATION

M. Bernard Quemada est nommé vice-président du conseil supérieur de la langue française

Le conseil des ministres a nommé, mercredi 14 juin, M. Bernard Quemada, vice-président du Conseil supérieur de la langue française. Cet organisme nouveau, dont M. Michel Rocard avait annoncé la création le 31 mai, sera accompagné d'une délégation générale de la langue française. Ces deux instances remplaceront le Comité consultatif et le Commissariat général de la langue française.

Placé directement sous l'autorité du premier ministre qui en sera le président, le Conseil supérieur comprendra vingt-cinq membres, parmi lesquels des linguistes (MM. Claude Hagège, Maurice Gross, Jean-Claude Chevalier et André Goosse), des universitaires, des écrivains et des créateurs (MM. Georges Duby, Tahar Ben Jelloun, Jean-Luc Godard, Pierre Perret), des représentants des médias et de l'édition (MM. Bernard Pivot, Jean Daniel, Jean Mabieu, Jérôme Lindon), des scientifiques (MM. Pierre Saignes,

Luc Montagnier), des industriels (MM. Jean-Louis Beffa, Eric Anaut). Les ministères de l'éducation nationale et de la francophonie, ainsi que les secrétaires perpétuels de l'Académie française et de l'Académie des sciences en seront membres de droit.

Le Conseil étudiera, avec l'aide d'experts, les propositions et les grandes orientations définies par le gouvernement en matière de politique linguistique dans tous les domaines : image et promotion du français, enseignement, terminologie, législation, orthographe, industries de la langue, francophonie...

M. Quemada, qui dirige le Trésor général des langues et parlers français du CNRS, avait été chargé par M. Rocard d'un rapport sur la réorganisation des instances chargées de la francophonie. Ce sont les propositions contenues dans ce document qui ont inspiré des décisions du premier ministre.

ENVIRONNEMENT

● Le Japon interdit les importations d'ivoire. — Après la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada et la République fédérale d'Allemagne, le Japon a décidé d'interdire les importations d'ivoire sur son territoire, pour contribuer à la protection des éléphants. Cette mesure devrait entrer en vigueur lundi 19 juin. (Reuters.)

● L'OMM crée une veille mondiale de l'atmosphère. — Les météorologues du monde entier surveilleront désormais plus attentivement les concentrations de gaz dans l'atmosphère et la couche d'ozone. C'est ce qu'a décidé, vendredi 16 juin, à Genève, l'Organisation mondiale de la météorologie (OMM) en créant une « veille mondiale de l'atmosphère ». Ce renforcement des observations permettra de mieux

comprendre le phénomène des pluies acides et de savoir si l'élévation des températures enregistrée sur le Globe depuis trois ans est un accident ou le début d'une période chaude de la Terre. (AFP.)

● Les plages européennes de plus en plus polluées. — Un rapport annuel de la Communauté européenne montre que les plages et les rivières des pays membres sont de moins en moins propres. Selon ce rapport qui s'appuie sur des données de 1987, seule l'Irlande peut se flatter de posséder des eaux parfaitement pures. Viennent ensuite le Luxembourg et la France avec respectivement 85 et 82,4 % de plages saines, la Grande-Bretagne et la Belgique arrivant en dernière position. La qualité des eaux a baissé dans plusieurs pays depuis 1988.

MÉDECINE

Convalescence hongroise

Dans l'incapacité de déboursar les 250 000 dollars (environ 1,5 million de francs) que lui réclamait d'avances un hôpital de Floride, une Américaine d'origine hongroise, M^{me} Elvira Gabla, a décidé d'envoyer son fils David, gravement blessé au cours d'un accident de la circulation, se faire soigner en Hongrie. Il lui en coûtera environ 100 dollars par jour, soit dix fois moins qu'aux États-Unis.

On considère qu'actuellement plus de 15 % de la population américaine (soit 38 millions de personnes) ne sont pas couverts par un système d'assurance sociale et qu'environ dix millions d'entre elles renonceraient à se faire soigner faute, bien souvent, de pouvoir déboursar des sommes pour le moins faramineuses.

SCIENCES

Après trente-deux ans de silence

Les Soviétiques font des révélations sur l'accident nucléaire de l'Oural

Les autorités soviétiques viennent de rompre plus de trente ans de silence en reconnaissant officiellement qu'un accident nucléaire de grande ampleur s'est produit en septembre 1957, dans une usine construisant des bombes atomiques, près de la ville de Kaski, à une centaine de kilomètres au nord de Tchernobyl, dans l'Oural. Les précisions sur cet accident ont été fournies par M. Boris Nikipolov, vice-ministre pour la construction des machines moyennes, dans une conférence de presse dont le compte rendu a été publié vendredi 16 juin par la presse de Tchernobyl, et repris par l'agence Tass.

L'accident, une explosion dans un réservoir contenant des déchets radioactifs, a entraîné l'évacuation urgente de plus de dix mille personnes, mais n'a pas fait de victimes, a affirmé M. Nikipolov. Une zone de 105 kilomètres de long sur 8 à 9 kilomètres de large a été polluée par le dégagement de quelque 2 millions de curies d'éléments radioactifs (contre 50 millions lors de l'accident de Tchernobyl en 1986). Aujourd'hui encore, de vastes secteurs autour de Kaski sont toujours contaminés, et les réserves d'eau n'y sont pas potables, affirme l'agence Tass. Selon le vice-ministre, la situation est cependant considérée comme sûre dans la région depuis ces quinze dernières années, et l'activité économique a été rétablie à plus de 80 % vers 1978 dans la zone polluée, les 20 % restant étant transférés en réserve. 200 millions de

roubles (2 milliards de francs) ont été nécessaires pour éliminer les conséquences de l'accident, et les pertes dues à l'abandon des terres sont évaluées à 70 millions de francs par an, a précisé M. Nikipolov. L'accident n'avait pas été révélé jusqu'à présent parce qu'il concernait une usine d'armement, a-t-il ajouté.

L'ouvrage de Jaurès Medvedev

Les rumeurs les plus folles couraient sur cet accident dans le monde occidental depuis plus de vingt ans. A l'origine, un article du biologiste soviétique dissident Jaurès Medvedev dans la revue britannique New Scientist en 1976. M. Medvedev avait repris et complété ses informations dans un livre intitulé *Accident nucléaire dans l'Oural* publié trois ans plus tard. Il avait été alerté par le nombre étonnant de publications de scientifiques concernant les effets du strontium-90 et du césium-137 sur les végétaux et les animaux depuis 1958. Plusieurs d'entre elles évoquaient même des recherches sur des foyers contaminés par des bombes de puissances radioactives, un phénomène difficile à reproduire en laboratoire ! Les lieux d'observation n'étaient jamais mentionnés dans ces travaux qui portaient cependant sur une flore et une faune caractéristiques de l'Oural du Sud.

Plusieurs éléments et témoignages recueillis notamment par la CIA

étaient venus confirmer les affirmations du biologiste, et des images prises en 1987 et 1988 par les satellites de télédétection français SPOT et américain Landsat révèlent qu'une zone de 250 kilomètres carrés autour du site militaire nucléaire est toujours abandonnée (le Monde du 2 décembre 1988). Les autorités de Moscou avaient cependant toujours observé le black-out le plus total sur cette affaire, jusqu'à ce que, en décembre dernier, le vice-directeur de l'Académie soviétique des sciences, M. Evgueni Velikov, admit, sans plus de précision, une réalité qu'il devenait difficile de dissimuler plus longtemps (le Monde du 8 décembre 1988).

Jaurès Medvedev et certaines sources de la CIA affirmaient que l'accident avait fait plusieurs centaines de victimes. Il semble donc que, en fait, il ait été moins grave que la catastrophe de Tchernobyl qui, le 26 avril 1986, entraîna la mort de trente personnes et l'évacuation de cent trente-cinq mille autres dans un rayon de 30 kilomètres autour de la centrale. Tous les spécialistes avaient, à cette occasion, remarqué l'étonnante efficacité des services de secours soviétiques. Un savoir-faire dénotant visiblement une vieille expérience des contaminations nucléaires, avaient alors estimé les experts, évoquant à nouveau l'accident de l'Oural.

JEAN-PAUL DUFOUR.

Société

Dans les Alpes-de-Haute-Provence

De vifs incidents obligent un juge à annuler la reconstitution d'un viol et d'un assassinat

DIGNE de notre correspondant

« Vous défendez des assassins... Nous voulons la vraie justice... » Ces cris lancés par la foule difficilement contenue par un cordon de gendarmes mobiles présentaient mal des conditions dans lesquelles allait se dérouler, vendredi 16 juin, dans l'après-midi, la reconstitution du viol et de l'assassinat, le 26 juillet 1988 à La Motte-du-Caire (Alpes-de-Haute-Provence) de la petite Céline Jourdan, sept ans, par deux marginaux installés dans une ferme des environs, Richard Roman, trente ans, et Didier Gentil, vingt-sept ans. L'un et l'autre sont inculpés d'assassinat, séquestration, viols aggravés, tortures et actes de barbarie.

En définitive, la reconstitution n'a pas pu être menée à son terme et de graves incidents ne sont produits. Tandis que l'un des inculpés, Didier Gentil, arrivé par hélicoptère, attendait, revêtu d'un gilet pare-balles, dans les locaux de la gendarmerie, le juge d'instruction de Digne, M. Marc Magnan, entendait les témoins dans le café tenu par le père de la victime, M. Gilbert

Jourdan, à même où Roman et Gentil attendaient la petite fille dans le manoir où ils s'étaient installés.

C'est alors que le grand-père de Céline, M. André Jourdan, constatant l'absence des inculpés, se mit à lancer des injures et à jeter des pierres. Une boucaneuse s'ensuivit à l'intérieur du bar puis une échauffourade dont les principales victimes furent les « avocats » de la défense, M. Jauray et M. Leduc, qui furent insultés et menacés par le père et les oncles de Céline.

An-dessus, les choses s'envenimèrent également. La foule, qui tentait de forcer le cordon de gendarmerie, ne fut repoussée qu'au prix d'un échange de coups entre les forces de l'ordre et la population surexcitée.

Contraint, dans ces conditions, d'annuler la reconstitution, le juge d'instruction a déclaré : « Je ne suis pas un magistrat qui mène deux bêtes à l'abattoir. Je suis chargé de l'instruction d'un dossier. Je comprends la position de la foule mais je ne peux pas la partager. » Il a indiqué que la reconstitution était rayée des annales.

FRANÇOIS DE BOUCHONY.

La justice pour cible

DANS le village éblouissant de soleil, le Café de la Poste est sombre. Il doit y faire frais à l'heure du muscat et du pastis. Autour, les fleurs tranchent sur les murs de pierre sèche. Les cotillons bleu, blanc et rouge enroulent les visages. Dans chaque d'allée, on a planté la photo d'une petite fille assassinée, dont le sourire se répète identique, à chaque pas.

Déjà et grotesque un homme-quin à la perche blonde, le visage rose, s'agitait indistinctement, à la lisière des allées d'une cour de château. C'est le double piteux de cette petite fille, martyrisée, telle que, la justice avec une insignifiance maladroite, veut la représenter pour la reconstitution.

Trois cibles gendarmes sont là, et les chiens, et la foule. L'homme qui sort de café, tenu fermement par un gendarme, est dénoté jusqu'à la ceinture. Il est étonnamment pâle, presque transparent sous le soleil. Du sang lui coule d'une oreille. Il est badigeonné de crème et de maquillage. Cet homme ne parle pas, ne gesticule pas, s'est fait hébété. Ce pourrait être un malheureux qui échappe ainsi de peu au lynchage, à la haine qui gronde, depuis le fond du café jusqu'à cette place dont les forces de l'ordre ne parviennent pas à contenir la colère. La haine l'a pris en tenaille.

Mais cet homme n'est pas un malheureux. Sa seule faute est d'être avocat. C'est M. Henri Leduc, dont le grand tort est d'être le défenseur de Richard Roman, dit l'indien, l'un des meurtriers présumés de Céline, qui, après avoir survécu devant les enquêteurs, s'est rétracté devant le juge d'instruction. Dans la région, on n'a pas pardonné à l'avocat d'avoir déposé pour son client une demande de mise en liberté. La presse locale s'est déchaînée contre lui. Par la poste il reçoit des menaces de mort et des petits carnets.

Les images terribles de La Motte-du-Caire, toutes les chaînes de télévision les ont diffusées dans la soirée du 16 juin. On a pu voir aussi un autre avocat, M. Henri Jauray, de Marseille, défenseur, lui, de Didier Gentil, dit le Tancoué, qui, accusé lui aussi, refuse qu'on l'assimile à celui qui a défilé, et menace de rendre les coups qu'on lui a portés.

Personne n'a été épargné par cette mascarade. Pas plus les avocats que le juge d'instruction, débordé, qui a dû battre en retraite. Dans un tel climat, à quoi sert d'expliquer que M. Leduc, vice-président de la Ligue des droits de l'homme, membre du conseil de l'ordre des avocats du Code pénal, fondateur au début des années 70 à Paris du cabinet « Ormès » où l'on s'est fait une spécialité de défendre les plus démunis, les syndicalistes, les indépendants, les bretons, les polytechniciens, les causes pénales, les plus difficiles (c'est M. Leduc qui arrache l'acquiescement des médecins de Poitiers), a fait de sa carrière une longue bataille pour les libertés et qu'il est un homme honorable et non une canaille ?

Il est espéré, cependant, par le crime dont on accuse son client, M. Jauray ne dira pas autre chose, en soulignant qu'il est absurde, parce qu'il offense, de faire de lui le complice d'un geste abominable. Tant de haine et de douleur non contenues s'étaient-elles jamais ainsi exprimées, contre des avocats, depuis le procès de Patrick Henry — assassin

d'enfant — lorsque M. Robert Badinter lui écrivait l'échafaud ?

Tout aussi terribles ont été les images diffusées en même temps, depuis le palais de justice d'Albi-en-Provence, des parents de Christian Dovo, tué dans des circonstances douteuses par un policier, Jean-Pierre Aveline, et qui n'ont pas accepté le verdict de la cour d'assises.

« Je voudrais qu'un enfant de policier soit tué dans les mêmes conditions que le mien pour voir comment la justice réagit. Je regrette de ne pas avoir tué Aveline le premier jour. » Face à ces parents et mères d'opiniâtés de leur enfant, face à leur douleur, la justice ne peut rien donner en échange de leur peine immense.

La tarification est grande alors de se faire justice soi-même et de s'en prendre à l'institution dont on attend qu'elle vous supplée dans la vengeance. La justice n'a alors pas d'autre choix que d'être équilibrée, précautionneuse et déguisée. Pas plus à Albi qu'à La Motte-du-Caire, elle n'a renvoyé cette image.

AGATHE LOGEART.

Aux assises des Bouches-du-Rhône

Jean-Pierre Aveline est condamné à deux ans de prison avec sursis

ADX-EN-PROVENCE de notre envoyé spécial

Après deux heures de délibération, la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, a estimé, vendredi 16 juin, que la mort de Christian Dovo, tué par balle de revolver, à l'âge de vingt-six ans, le 2 février 1988 à Marseille par un policier, lors d'un contrôle, ne résultait pas du crime de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner », mais du délit de « homicide involontaire par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements ». En conséquence, le gardien de la paix Jean-Pierre Aveline, vingt-neuf ans, a été condamné à une peine correctionnelle de deux ans de prison avec sursis.

La défense avait demandé qu'une question relative à « l'homicide involontaire » soit soumise au jury, et la cour d'assises a jugé qu'il y avait bien d'appliquer l'article 319 du code pénal généralement utilisé pour réprimer les accidents mortels de la route.

Dans son réquisitoire, M. Yves Le Bant s'était opposé à cette application « accidentelle » des faits. En déclarant que les faits d'emprisonnement sans sursis partiel, le magistrat avait souligné que l'attitude suspecte de la victime s'ajoutait à une situation de tension latente sur un parking. « Je ne justifie en aucune façon une véritable arrestation, les armes à la main », avait-il ajouté : « En matière d'usage d'armes, les policiers n'ont pas plus de droits que n'importe lequel d'entre nous. » Le verdict pourrait faire penser qu'il n'a pas été suivi sur ce terrain. Mais

le magistrat avait aussi insisté sur le fait qu'il s'agissait du procès d'un homme et non pas de celui de la police.

Une formation insuffisante

Dès lors, l'élaboration de la décision devint plus difficile. Certes, la défense avait invoqué une légitime méfiance de la part de certains policiers. Et les jurés ont peut-être été sensibles aux arguments présentés par le bâtonnier Marc Groppe, selon qui une condamnation condamnait les policiers à limiter leurs actions.

De son côté, M. Sophie Bottai, pour défendre Aveline noté comme un bon policier, rejeté la responsabilité du drame sur les pouvoirs publics : « Adressez-vous à l'Etat qui a armé, mal armé et mal formé », avait soutenu l'avocat en se référant au débat où l'insuffisance de la formation des gardiens de la paix avait été mise en évidence.

Le rôle de l'encadrement, parfois peu exigeant sur l'application stricte des règles élémentaires relatives aux libertés individuelles, avait également été dénoncé, et l'avocat général, lui-même, avait fait part de ses craintes pour l'avenir, en déclarant : « Ce qui m'inquiète le plus, c'est de constater que Jean-Pierre Aveline, soutenu par ses chefs, maintient toujours qu'il n'a pas commis la moindre faute. Tant et si bien que l'on peut se demander si demain, lui, ou l'un de ses camarades placés dans la même circonstance, ne sera pas tenté de faire la même chose. »

MAURICE PEYROT.

Les regrets de M. Dovo

« J'avais confiance en la justice de mon pays, mais je m'aperçois qu'elle est pourrie et la police avec », a déclaré M. Robert Dovo, père de Christian, tué par le gardien de la paix Jean-Pierre Aveline, condamné à deux ans de prison avec sursis.

« Je voudrais qu'un enfant de policier soit tué dans les mêmes conditions que le mien pour voir comment la justice réagit. Je regrette de ne pas avoir tué Aveline le premier jour », a ajouté le père de la victime.

Pour M. Monique Bodard, mère de Christian, c'était le combat du pot de terre contre le pot de fer. « Je voulais simplement, s-t-elle déclaré, que le policier retourne en prison après avoir été jugé comme n'importe quel homme. »

Le commissaire divisionnaire Jacques Cassagnères, responsable de la brigade de surveillance de secteur et patron d'Aveline, a répondu pour sa part : « La sanction prise ne satisfait personne. Je pense aux deux familles qui vivent une épreuve terrible, mais cette sanction exprime la sagesse. La société ne peut pas faire autrement que de condamner. Elle ne peut pas donner un blanc-seing à la police. Si la famille Dovo a cru que son fils était innocent à son malheur, elle s'est trompée. Nous avions un sentiment de pudeur », a affirmé le commissaire.

Sports

RUGBY : la Nouvelle-Zélande bat la France 25-17

Une jolie défaite !

Les Français ne semblaient pas en mesure d'échapper au triste sort qu'ont connu ces deux dernières années les Australiens, les Japonais ou les Néo-Zélandais. Et, quarante minutes plus tard, les pronostics les plus optimistes étaient dépassés : 18-0 un tableau d'affichage. Pendant cette première mi-temps, les maîtres néo-zélandais ont donné un cours magistral aux bons élèves de l'hémisphère nord.

Première leçon : le règlement c'est le règlement. Pour s'être relâchés les chaussons sur le terrain à la 18^e minute au lieu de se mettre sur la touche, le Néo-Zélandais a permis à l'ouvreur Wayne Fox de se mettre en position de tir : 3 points !

Deuxième leçon : le coup de pied de renvoi. On est à la 22^e minute. Les All Blacks jouent une mêlée dans les 22 mètres français. L'ouvreur s'élève sur la gauche. Mais Sella et Bérét se dressent devant lui. Il hôte alors ce que les techniciens appellent un lob. L'ailler Wright n'a plus qu'à aplatir le premier essai de la partie : 9 points après transformation !

Lagisquet s'envole

Troisième leçon : l'importance du buteur. Les Néo-Zélandais avancent sans arrêt. Pour le stopper, les Français sont contraints à la faute lors d'un regroupement. A 35 mètres des poteaux français, Wayne Fox fait un petit pat de sable, pose le ballon dessus comme une cerise sur un gâteau, prend longuement sa respiration et passe un bon but de pénalité : 12 points à rien !

Quatrième leçon : le mouvement perpétuel. Il reste trois minutes avant la fin de la première mi-temps. Le monumental Kirwan se

saisit du ballon. Et il force le long de la ligne de touche. Il faut bien six mètres pour briser son élan. Regroupement. Plus vite qu'un tondeur de mouton ne rase une bête, les Néo-Zélandais confinent la balle. L'ouvreur sert le centre Stanley qui passe à son voisin Schubert. L'arrière Gallagher s'intercale. Et Wright finit le travail : 18 points d'avance après une nouvelle transformation à Fox.

A ce moment l'équipe de France n'existe plus. Les All Blacks lui ont prouvé qu'elle ne savait pas, qu'elle ne pouvait pas jouer au même jeu qu'eux. Et pourtant, dans la minute qui a suivi, tout est redevenu possible. En fait l'inspiration est revenue aussitôt après la reprise du match. Le cancheur est devenu un rêve.

Les avants qui en fin de compte ne sont pas si maladroits à la touche ont pu se faire entendre. Il arrive dans les mains de Roug-Thomas. Des Toulousains, champions de France, il est le seul qui ait séduit Jacques Fouroux, essentiellement pour son gabarit : 90 kilos pour 1,77 mètre. Ouvreur, il est le nouveau maître de la touche.

Mais là, Roug-Thomas ne charge pas dans le tas pour provoquer une nouvelle fixation qui n'aurait sûrement pas été plus favorable aux Français que les précédentes. Il feinte. Un drôle de geste des bras. Une sorte de mouvement d'escalier. Et il se retrouve en face de la troisième ligne noire qui n'a rien de la ligne noire. Relais de Sella. Essai de Blanco, le futur-huitième en sélection internationale de celui que les Anglo-Saxons appellent le Pelé du rugby, et qui aujourd'hui porte pour la sixième-neuvième fois le maillot tricolore.

Pendant les vingt minutes qui ont suivi, le rugby est devenu cette sorte de jeu magique qui enfamme si bien le Parc des Princes lors des rencontres du tournoi des Cinq nations. L'illusion et le réel s'entrechoquent allégrement. Il y a eu donc cette envolée de Lagisquet, propulsée par Sella, qui a, lui aussi, rencontré pour permettre à Cécillon de marquer le deuxième essai français. Et qu'il y ait ce nouvel éclair de Blanco qui a éclaté derrière un gros nuage noir, regroupement, débordement de Lagisquet petit côté, cadrage de Gallagher, relais de l'arrière biarrois, essai.

Les Français n'étaient plus alors qu'à un petit point des Néo-Zélandais. Il suffisait à Bérét de réussir la transformation ou un but de pénalité dans les minutes qui ont suivi pour prendre le commandement. L'Agence a été incapable, comme en demi-finale du championnat de France. Mais, en tant que qui aurait pu être l'escadron, Bérét a donné aux All Blacks les ressources nécessaires pour reprendre la partie en main. Une pénalité (Fox) et un nouvel essai (Allen Whetton), et ils allaient en effet sortir vainqueurs d'un match plein où les qualités des deux équipes ont pu s'exprimer complètement.

ALAIN GIRAUDO.

FOOTBALL : pas de fusion entre le Racing de Paris et Lens.

Le conseil d'administration de la Ligue nationale de football a refusé, vendredi 16 juin, la demande de fusion entre le club du Racing Paris 1 (ex-Metres-Racing) et le Racing club de Lens, relégué en deuxième division. « Le Racing Paris 1 étant un club de la Ligue II de France il doit obligatoirement jouer à Paris », a déclaré un représentant de la Ligue.

Communication

La chaîne a besoin de 200 millions de francs supplémentaires

Les « petits » actionnaires de M 6 rechignent

Les « petits » actionnaires de M 6 donnent des signes d'essoufflement. Les responsables de la chaîne, qui sollicitaient, jeudi 8 juin, un nouveau « prêt participatif » de 200 millions de francs, ont enregistré pour la première fois la défection de quatre d'entre-eux. MK 2-Vision, les quotidiens l'Alsace et Ouest-France ainsi que le groupe Amaury, ont refusé, pour des raisons diverses, le nouvel effort qui leur était demandé.

Officiellement la chaîne va bien. Et il est vrai qu'elle se porte aussi bien que possible... dans un paysage audiovisuel toujours perturbé. L'extension de son réseau de diffusion a été plus rapide que prévu et son audience, après une pause de plusieurs mois, a repris son mouvement en avant pour atteindre 7 à 8 points de part de marché aux heures de plus grande écoute. Ses recettes publicitaires continuent de croître et devraient atteindre 500 millions de francs cette année (contre 288 millions l'année dernière), contre 288 millions l'année dernière. Bref, après deux exercices difficiles (373 puis 395 millions de pertes), M 6 devrait, en 1989, réduire son déficit de près de la moitié.

Reste qu'il faut bien financer les 200 à 220 millions de pertes prévus cette année. Et que les actionnaires, qui ont déjà mis 900 millions de francs au pot, viennent une fois encore d'être sollicités pour apporter à la chaîne 200 millions de francs supplémentaires sous forme de « prêt participatif ». La Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT) et la Lyonnaise des eaux, qui détiennent chacune 25 % du capital, n'ont fait aucune difficulté, pas plus que la noria des gros établissements financiers — Crédit agricole, UAP, Paribas, Suez, Parifinance, etc. — qui participent au tour de table de la chaîne (1).

Mais quatre actionnaires, pourtant détenteurs de parts relativement modestes dans M 6 (7 % au total), ont quand même décidé de faire une pause. Le Crédit mutuel d'abord, qui, via le quotidien l'Alsace, avait progressivement fait porter sa participation de 1 % à 2,5 % du capital, a estimé, cette fois, que sa prise de risque (plus de 22 millions de francs déjà) devait « rester à son échelle et

dans des limites raisonnables ». MK 2-Vision, ensuite, dont le fondateur, M. Marin Karmatz, semble avoir d'autres priorités et préférer les attraits de Pathé-Cinéma.

Plus inquiétant encore pour M 6, l'enthousiasme des groupes de presse participant à son aventure paraît aussi s'émousser. Sud-Ouest, par exemple, après avoir beaucoup hésité, ne se serait résigné à apporter les 2 millions de francs qui lui étaient réclamés — selon un participant au conseil d'administration — que par égard à l'expérience de décrochage local qu'il mène avec M 6 à Bordeaux. Mais ni Ouest-France ni le groupe Amaury — ce dernier pour la seconde fois consécutive — ne se sont laissés fléchir.

La raison n'est pas à chercher dans une quelconque défiance à l'égard des responsables de la chaîne : ces partenaires sont unanimement à reconnaître qu'elle est parvenue à recouvrer, mais plutôt dans l'évolution d'un paysage audiovisuel qui repousse, d'année en année, toute perspective de rentabilité. Au total, ce sont, pour l'instant, 14 des 200 millions du prêt participatif nécessaire à M 6 qui ne seront pas souscrits. La Lyonnaise des eaux s'étant opposée, lors du dernier conseil d'administration, à ce que les gros actionnaires compensent les déficiences. La chaîne, est vrai, a depuis sa naissance l'habitude d'une vie spartiate.

« Les grands actionnaires — banques ou très grosses sociétés — ont pu, sans dommage, déprécier dans leur bilan la valeur des investissements dans M 6, explique un responsable. Tout comme il leur est loisible d'abandonner l'essentiel des créances qu'ils détiennent sur M 6. Mais il n'en va pas de même pour des entreprises de taille plus modeste, comme le sont les groupes de presse. Pour que les petits actionnaires puissent continuer à se développer, il faut absolument que le gouvernement assouplisse les règles qui pèsent sur elles ».

PIERRE-ANGEL GAY.

Pour tenter d'échapper à l'OPA de Paramount

Time veut racheter Warner

La bataille boursière pour la création du premier groupe mondial de communication a connu, vendredi 16 juin, un nouveau rebondissement : le groupe américain Time a annoncé le rejet de l'OPA de Paramount Communications et le rachat de Warner Communications avec lequel il devait, au départ, fusionner.

Selon le nouvel accord approuvé par les conseils d'administration des groupes américains concernés, Time va lancer une OPA sur 100 millions d'actions Warner en offrant 70 dollars au comptant par titre. Le reste des actions Warner (77 millions environ) sera émis en échange, pour partie au cash, et pour partie avec des actions de la nouvelle société Time-Warner, issue de la fusion. Ces transactions ont déjà été précédées par des prises de participation croisées. Time a déjà pris 9,4 % du capital de Warner et ce dernier a acquis 11 % de Time.

Time et Warner avaient signé en mars dernier un premier accord de fusion qui devait se faire uniquement par un échange d'actions (le Monde du 7 mars). La nouvelle stratégie mise au point intervient une dizaine de jours après l'OPA insulaire de 10,7 milliards de dollars lancée par le groupe Paramount sur Time. Une offre repoussée par le conseil d'administration de ce dernier, qui a estimé « inadéquante » le prix proposé. « Rester indépendant et combiner nos activités avec celles de Warner serviront davantage nos intérêts et ceux de nos actionnaires », a ainsi estimé le PDG de Time, M. Richard Munn.

Le rejet de l'OPA de Paramount était largement attendu par les analystes, et toutes les hypothèses avaient été envisagées, y compris celles de l'arrivée d'autres trouble-fête (General Electric, Cablevision Systems, etc.) dans cette bataille déjà très compliquée. Mais il paraît toutefois improbable que les choses en restent là. Le président de Paramount avait déjà fait savoir qu'il était prêt à relever son offre si Time acceptait de négocier avec lui.

مكتبة الامم المتحدة

Culture

CINÉMA

Un entretien avec Tarak Ben Ammar

« Et s'il valait mieux posséder un galion qu'un yacht ? »

Le producteur de la Traviata, de Zeffirelli et de Pirates de Polanski, Tarak Ben Ammar, quarante ans, veut être un leader dans l'explosion audiovisuelle qui se profile pour son pays, la Tunisie. Il vient de s'associer à Silvio Berlusconi.

Les événements politiques en Tunisie, avant l'arrivée au pouvoir du président Ben Ali, vous ont contraint un temps à l'exil.

Oui, cette période a donné un coup d'arrêt à tous mes projets, à toutes mes réalisations. A toutes mes espérances. Notamment à celles qui avaient fait valoir la construction de studios à Sousse. Ces studios, je les avais bâtis dans un pays qui ne compte encore que soixante salles de cinéma en tout, non pas pour fonder, comme on l'a trop vite dit, « un nouvel Hollywood », mais pour offrir à la phrase de Kennedy qui, depuis que j'ai quatorze ans, a été mon phare : « Ne demandez pas toujours ce que votre pays peut faire pour vous, mais posez-vous plutôt la question de savoir ce que vous pouvez faire pour votre pays ».

Aujourd'hui, je n'ai pas d'immeuble sur les Champs-Élysées, je n'ai pas de compte en Suisse, je n'ai pas d'avion privé, je n'ai pas d'appartement à Paris. Je n'ai pas investi dans l'hôtellerie, j'ai en Tunisie 3 000 m² de plateaux. Avant même que les studios soient construits, j'ai amené en Tunisie les grands moteurs en scène qu'adolescent je rêvais de rencontrer pour leur demander des autographes, Rosellini, Zeffirelli, Spielberg, Polanski, Lucas.

En treize ans, j'ai fait venir en Tunisie cinquante-cinq films qui y ont été tournés en totalité ou en partie, et de ces cinquante-cinq films, j'en ai personnellement produit vingt, pour un budget total de 900 millions de francs. Cela a permis à des jeunes Tunisiens d'apprendre les métiers du cinéma. Cela a fait rentrer à peu près 500 millions de francs en devises

étrangères. Cela a créé un million de journées d'emploi, l'équivalent d'une usine de mille personnes pendant quinze ans créant mille emplois par an. Mais, évidemment, il y a eu un coup d'arrêt. J'ai construit mon studio en 1982. Et j'ai dû m'exiler politiquement à la fin de 1985. Jusqu'au 7 novembre 1987, date de l'arrivée au pouvoir du président Ben Ali.

Il y a eu des tentatives de saisir ou de séquestrer mes biens... Si le président Ben Ali n'était pas arrivé, on m'aurait tout pris. Je tiens à préciser qu'en treize ans, jamais je n'avais touché un sou des banques locales, ni obtenu de subventions de l'Etat tunisien. La seule fois où j'ai fait appel à une banque privée en Tunisie, qui a été entièrement remboursée depuis, c'était pour acheter cet objet de bonheur et de malheur, le galion de Pirates. Objet dont la fabrication a employé plus de 2 500 personnes dans un chantier naval étatique, dans la zone de Bizerte. Ce chantier, j'en suis convaincu, était dirigé par mes ennemis de l'époque. Ils ont provoqué des retards volontaires amenant un dépassement sur le budget du bateau qui a finalement coûté 60 millions de francs. Malgré tout, je me suis entêté, j'ai mené Pirates jusqu'au bout et, le jour de l'ouverture du Festival de Cannes 1986, le galion est arrivé dans la rade, portant haut le drapeau tunisien. Il est encore là aujourd'hui, comme un témoignage de ma foi, ou de ma persévérance. Devenu une coquille touristique, il a reçu plus de 600 000 visiteurs à ce jour.

Pendant votre absence de Tunisie, les studios ont-ils continué à fonctionner ?

Pendant ces années d'exil, j'ai annulé un carnet de commandes d'une dizaine de productions américaines qui sont allées en Israël, au Maroc, en Espagne. Rambo, James Bond, la Dernière Tentation du Christ... J'évalue le manque à gagner à 150 millions de francs... Coup d'arrêt brutal, donc. Mais si je fais le bilan, il est grandement positif : j'ai inscrit mon pays sur la carte géographique de l'audiovisuel, j'ai construit les premiers studios de cinéma de l'Afrique du Nord, j'ai été nommé aux Oscars, j'ai gagné des Oscars, des Grammy Awards. J'ai

été présent dans les festivals qui comptent, Venise, Cannes. J'ai toujours essayé de produire des films populaires qui plaisaient pour la dignité de l'homme, ou qui apprennent quelque chose de nouveau à un vaste public. Ainsi à l'Opéra.

D'accord pour la Traviata, de Zeffirelli, ou dans un autre registre, Un enfant de Calabre, de Comencini, ou Pirates, de Polanski, mais votre compagnie, Carthago Films ne s'est pas toujours employée à élever le niveau culturel du public populaire... A moins que Plus beau que moi in mens on Tais-toi quand tu parles, avec Aldo Masciocchi.

L'expérience aidant, je serai à l'avenir plus exigeant, plus sélectif... Si, en tant que producteur, je n'ai pas encore fait toutes mes preuves, je considère que, vis-à-vis de mon pays, j'ai fait mon devoir... Je voudrais poursuivre ce rêve, pour le Maghreb, mais je me suis rendu compte que je ne pouvais le faire seul. Je produis un ou deux films par an, c'est déjà difficile, et je ne souhaite pas produire davantage. Je suis un artiste et, finalement, je préfère le rester. J'ai donc décidé de m'allier avec plus puissant que moi. Je vous annonce donc que Silvio Berlusconi sera ces jours prochains à 50 % l'associé dans ma société.

Méditerranéenne, italienne, proche de ma sensibilité, c'est un homme que je connais depuis six ans, que j'aime beaucoup. J'aime son dynamisme, sa réussite, sa volonté. Il a une étoile gagnante. C'est un bateau qui a réussi en Italie à créer, quand même une télévision commerciale. Avec des produits dits commerciaux. Pour autant, Berlusconi est-il le fossoyeur du cinéma italien ? Absolument pas ! C'est un débat faux et stérile. Considérez-vous Canal Plus comme le fossoyeur du cinéma français ? Certainement pas, puisque Canal Plus aura investi, en 1989, près de 500 millions de francs dans le cinéma français. Berlusconi, pour sa part, a financé à lui seul 50 % de la production italienne depuis quatre ans (150 films). Voulez-vous désormais renforcer ses positions internationales, il a confirmé qu'il allait changer de stratégie.

Je m'y inscris, j'adhère à Berlusconi presque vingt ans d'expé-

rience, cinquante-cinq films, un patrimoine important, ayant préféré garder mes actifs garantis de mon avenir, grâce à l'appui de mes banques, OBC et la Crédit Lyonnais. Je suis tout de même un des rares producteurs à posséder des studios, un portefeuille de films, un bateau... Pas un yacht, un galion !

« Il faut être réaliste »

Comment va s'articuler votre collaboration ?

Avoir Silvio Berlusconi comme associé, c'est travailler avec un homme qui a six chaînes de télévision. Il va donc aider mes produits à se diffuser, aider des projets à voir le jour. Devant les Américains, qui me connaissent, je ne suis pas l'instant que Tarak Ben Ammar, mais un homme qui a été mon dernier film (Or, ôse que je deviens l'associé de Berlusconi, on parle d'égal à égal.

En matière d'audiovisuel, je dis que les gens du tiers-monde dépendent du succès de l'Europe, en tous cas les gens de la rive sud de la Méditerranée, d'Afrique du Nord. Quand je vois les douze chefs d'Etat, les premiers ministres des pays européens se réunir à Bruxelles, à Venise ou à Londres pour parler de l'Europe culturelle et que je sais qu'il suffit aux responsables des cinq major companies américaines de prendre un verre autour d'une piscine à Hollywood pour décider de ce que l'humanité va voir pendant des années, je dis : là sont les enjeux. Il faut être réaliste.

Avec Berlusconi, c'est la télévision commerciale que je vise... Mais poursuivons ma démarche d'association avec les forces économiques de la communication qui sont notre seule sauvegarde, je m'implique aussi fortement dans le projet Canal Plus en Tunisie et en Algérie (Le Monde du 20 mai 1989). La chaîne à péage est une réussite exemplaire. Cette formule magique appliquée à la Tunisie ou à l'Algérie promet d'être essentielle pour le développement de la production dans ce pays.

Quel est votre rôle dans le développement de Canal Plus en Tunisie ?

Je suis un des partenaires privés éventuels et j'essaie de faire

en sorte que tout se mette harmonieusement en place, au niveau des rouages locaux. Les études de marché sont incroyablement optimistes. Songez à ce qu'on dépense en vidéo pirates dans nos pays qui manquent si cruellement d'images. Qui dit pirate, dit argent perdu, droits d'auteurs impayés. Nous allons canaliser légalement des richesses improductives, les réinjecter dans la production nationale et dans les coproductions internationales.

Avez-vous des projets personnels de production ?

J'ai réussi en Occident, en jouant le jeu de l'Occident. En apprenant les règles du jeu : faire du spectacle et rechercher l'émotion. Maintenant, je voudrais aider l'Occident à comprendre mieux notre identité en favorisant des sujets qui s'y réfèrent mais peuvent prétendre à l'universalité.

Mon projet le plus avancé concerne Léon l'Africain d'Amin Maalouf. Ce sera une grande série télévisée coproduite par la France, l'Italie (avec Berlusconi), l'Espagne, le Maroc, la Tunisie, l'Algérie. Léon l'Africain, c'est Grande, Fez, Le Caire, Rome au XVI^e siècle, à travers un personnage extraordinaire qui s'est fait chrétien, qui est devenu conseiller du pape, et qui est entré en Tunisie. Le metteur en scène, Ahmed Rachidi, est algérien.

Dans cette même logique, j'ai acheté les droits du Grand Vézir de la nuit, de Catherine Hemyria Vieille. Haroun al Rachid, Bagdad, les Mille et Une Nuits... Dans cette même logique encore, je vais produire Le Collier perdu de la colombe, la quête de l'assassin dans l'Andalousie de l'âge d'or, écrit et réalisé par Nasser Khamis. Dans cette même logique, enfin, j'ai acquis les droits d'Un dîner d'été, la très belle biographie d'Emile Zola, par Edmond Charles-Roux.

La jeunesse du tiers-monde ne peut vivre éternellement à Dallas, ou avec les acteurs de Dynasty. Ce manque de références culturelles, cette absence d'alternatives ne peuvent que donner raison aux extrémistes.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN.

THÉÂTRE

La saison 1989-1990 au Théâtre de la Criée

La saison 1989-1990 du Théâtre national de Marseille verra tout d'abord l'entrée de Racine au répertoire de la Criée avec, en octobre, Phédre, mise en scène par Pierre Tabard, avec Catherine Sellera. Mehmet Ulasoy réalisera, en décembre, The seasons au Congo, d'Aimé Césaire, et la Comédie de Genève interprétera, en janvier, Mademoiselle Julie, d'August Strindberg, mise en scène par Mathias Langhoff. Autre invité, l'Opéra de Pékin, qui présentera du théâtre traditionnel chinois. Marcel Maréchal, directeur du théâtre, mettra deux créations en scène : Crispin ou le Song noir, de Louis Guitoux (février-mars) et Maître Puntila et son valet Matti, de Bertolt Brecht, avec Pierre Arditi qu'il retrouvera pour la reprise de Don Juan, de Molière.

Parmi les autres créations de la saison, Vous qui habitez le temps, de Valère Novarina, mis en scène par l'acteur, coproduit par le Festival d'Avignon et le Festival d'automne (novembre), et Otello Kafka, la correspondance de Kafka adaptée et mise en scène par Jean-Pierre Ruffilli et Cecilia Hornus (mars). Enfin, l'atelier du Théâtre national de Marseille fera de l'Opéra de quatuor, de Bertolt Brecht et Kurt Weill son spectacle de fin d'année.

* Renseignements : 91-54-74-54. Réservations : 91-54-70-54.

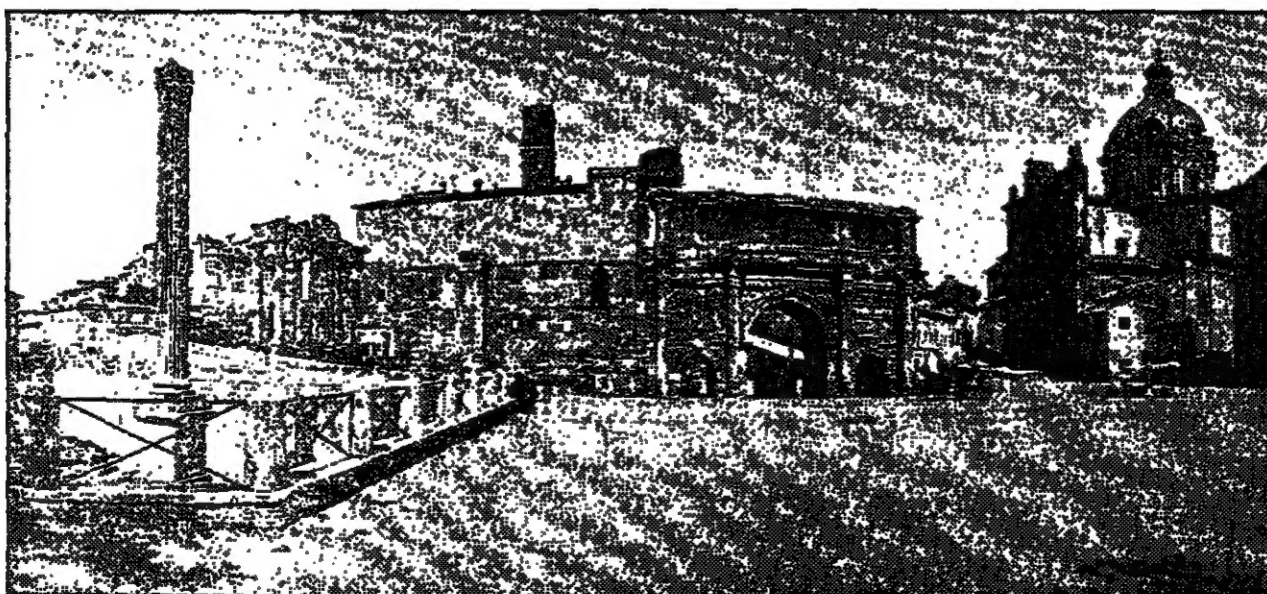
EN BREF

• Renoué dans ses murs. — Après des années de négociations, sept toiles du peintre impressionniste vont être accrochées aux cimaises des Collettes, la méthode du Congrès où Renoué visitait les autres œuvres arrivées de sa vie. Le 30 juin, le domaine, acquis en 1980 par la municipalité de Cognac-sur-Mer qui désirait en faire un musée, accueillera les œuvres prêtées par les musées de France. Le conseil général des Alpes-Maritimes a déposé 3 millions de francs pour la restauration du domaine des Collettes.

PHOTOGRAPHIE

« Le voyage en Italie » par la mission du patrimoine photographique

Terre d'histoire



Adolphe Braun : vue panoramique du Forum, Rome (1855)

Pèlerinage ou révélation de soi, incursion imaginaire ou périple initiatique, l'Italie révélée à la France dès le début de la photographie.

C'est à un fabuleux voyage dans le temps que convient Pierre Bonhomme et Christian Bouqueret dans le cadre raffiné de la Fondation Donat-Thiers où ont cinquante images résumant, de 1840 à 1920, le regard des Français sur l'Italie, lieu de séjour privilégié des peintres, mais qui inspira aussi les musiciens, les sculpteurs, les écrivains et les photographes.

Dès 1840, aux débuts de la photographie, des amateurs, artistes ou érudits, unis par un même engouement, se rendent au-delà des Alpes. Attribuée par l'exotisme de l'Antiquité, la remontée dans le passé est une escale sur la route de l'Orient. Mais aussi une étape obligatoire de leur apprentissage. Terre d'histoire, de culture et de religion, l'Italie autrefois conquérante apparaît comme « le mère des arts ». Occultant entre le mythe et la modernité,

elle est « cet astre dans la nuit » dont parle Chateaubriand.

Figure du temps, la ruine excite l'inspiration des voyageurs. La vue des débris comble leur fascination romantique pour les paysages morts d'où la présence humaine est bannie. Le choc de la découverte va de pair avec l'industrialisation de la technique. A l'image des calvaires de Paul Jaffrain, l'étude des décombres traduit la préoccupation des formes dans l'espace. Les lieux de mémoire et de légende sont le reflet mélancolique d'un tourment intérieur. Tragique, quasi sépulcrale, cette vision archéologique que Stendhal reprochait tant à ses compatriotes s'épanouit surtout à Rome et Pompéi.

Exploration géographique

Usant des nouveaux moyens de transport, les aventuriers voyageurs quadrillent toute la Péninsule. Séduits par une étincelante qualité de lumière, d'un ciel exalté, dans des vues grandioses ou dépeuplées, ils célèbrent l'Italie tout entière tel un monument.

« Une des plus belles choses que l'on puisse voir au monde : Gènes,

de la haute mer », écrit Maupasant. L'exploration géographique des sites s'étend partout. De l'arrière-pays où Paul Berthier suspend des pans du Théâtre de Tacome aux remarquables panoramas pris à Rome, en 1870, par Adolphe Braun, plus connu pour ses compositions littérales. De la baie de Naples, « un grand balcon sur la mer », disait Claudel à cette vue énigmatique de la place Saint-Marc, en 1899, signée... Pierre Bonnard.

Débouchant sur l'actualité, le reportage documentaire inclut le portrait de Garibaldi par Charles Nègre et Gustave Le Gray qui fixe les barricades de Palerme ou la mise en bière d'un cadavre lors de l'insurrection de 1849. Tandis qu'une vue modernisée très vivante, Emile Zola, en 1894, capte des scènes de rue et utilise l'appareil tel un carnet de croquis.

Entre 1910 et 1930, le banquier Albert Kahn, pour les Archives de la Planète, envoie trois de ses plus fins limiers dans cette contrée « pittoresque » où les enfants triment dans les mines de soufre. Avant un regard sur les murs plus que les mœurs. La couleur locale cesse

d'être un mythe. Elle devient une réalité. Le pays n'est plus qu'un bibelot bradé dans cette boutique de Florence que dépeint Auguste Léon.

Par la couleur, l'autochrome annonce le néoréalisme du cinéma. Les lavandières de Sienne ont la tendresse rieuse des héroïnes de De Sica. Et la Piazza di Signori, de Fernando Curvillat, à Vicenza, est un décor du 1900 de Bertolucci.

Provenant de vingt-deux collections publiques privées et étrangères, les tirages exposés pour la plupart pour la première fois, ont été réunis par Christian Bouqueret grâce au patronage de la Fondation Fiat France-Institut de France. On les retrouve presque en totalité dans l'album publié sous le même titre par les éditions La Manufacture.

PATRICK ROGERS.

★ Le voyage en Italie, les photographes français en Italie 1840-1920, exposition réalisée à l'initiative de la Fondation Fiat France-Institut de France par la Mission de patrimoine photographique, Fondation Donat-Thiers, 27, place Saint-Georges, Paris 9^e, jusqu'au 31 août. Parution sous le même titre d'un livre aux éditions La Manufacture, textes Christian Bouqueret et François Livy, 235 pages, 200 F.

BIBLIOGRAPHIE

« La Muséologie selon Georges-Henri Rivière »

Faire parler les objets

Les éditions Dunod viennent de publier les cours de muséologie de Georges-Henri Rivière, fondateur du Musée des arts et traditions populaires. Un livre essentiel pour comprendre la notion contemporaine de patrimoine.

Est-ce un hommage ou un manuel ? Les deux à la fois sans doute, et un peu plus que cela, c'est le temps restitué à ce grand amoureux de vie et à cet immense amateur de travail qu'était Georges-Henri Rivière jusqu'à sa mort en 1985. Le temps restitué à une de ces personnalités hors pair qui font cet essentiel de la pensée et de la création et permettent à d'autres, moins occupés, de faire des livres.

Rivière appartenait à la civilisation de l'immédiateté perceptible, celle des objets, celle des lieux, qu'ils soient profanes, religieux ou artistiques, et ce n'est qu'à mots comptés qu'il alignait les préfaces, les textes de catalogues, les communications scientifiques. La même démarche, au fond, que celle qu'il aura eue comme muséographe et faire parler les « choses », qu'on expose plutôt que de bavarder à leur place.

Beverd, Rivière était pourtant, dans la vie comme pendant les cours de muséologie générale qu'il a donnés de 1970 à 1982 à l'université Paris-IV. Et c'est tant mieux parce qu'on voit mal comment cette Muséologie selon Georges-Henri Rivière entrerait va le jour. C'est en effet grâce aux témoignages de cet artiste de la parole, qui se présentait comme un musicien naïf, grâce à ses anciens élèves, collaborateurs ou amis, dont Hélène Weis a rassemblé, trébuchant les notes et les souvenirs, qu'a pu être publié ce monumental ouvrage. Il est préfacé par Jean-François Leroux-Duby, légataire de ses archives personnelles, et postfacé par le conservateur André Desvallées, qui nous restitue les apports de Rivière à la muséologie contemporaine.

Malgré les notes biographiques, forcément savoureuses sur cet

homme qui tenait une chanson écrite pour Josephine Baker comme son œuvre la plus importante, le livre a la dignité d'un ouvrage savant. Toute l'érudition cuisine des musées s'y trouve disséquée, explorée, expliquée, des aspects chimiques de la conservation aux aspects théoriques les plus subtils.

Bref, les aspects multiples d'un métier qu'il ne cessa de réinventer depuis la fondation du Musée de l'Homme aux côtés de Paul Rivet, jusqu'à sa nomination à la tête du Conseil international des musées (Icom), en passant par la création du Musée des arts et traditions populaires, son chef-d'œuvre, par celle enfin des écomusées, aujourd'hui controversés pour des raisons qui réduisent sans doute autant d'un déplacement paradigmatique, utopique, de la pensée de Rivière que de la difficulté contemporaine à faire évoluer la doctrine du maître.

Rivière avait à sa mort près de vingt ans de fausse retraite derrière lui. C'est à Malraux, qui ne l'aimait pas, que le fondateur des ATP doit d'avoir inauguré le nouveau retraité très valide des nouveaux bâtiments du Bois de Boulogne, en 1972. Un souvenir ténace que cette mise à l'écart sans appel. En 1979, il devait nous raconter : « On ne m'a pas donné un jour de plus. J'étais fâché avec Malraux. Il avait découvert que j'avais créé un laboratoire associé du CNRS, alors qu'il avait refusé de la science. Il n'aurait que la division des pyrites pour prophétiser les civilisations, les grandeurs, les hommes et la beauté de l'art. Avec une admiration pour ce qui était particulièrement laid... Lorsqu'il s'est fâché avec moi, il m'a fait cruellement ressentir... » (Le Monde daté 8-9 juillet 1979). On est toujours heureux de retrouver ses propres conversations dans un livre. Et plus encore, lorsqu'il s'agit d'un ouvrage d'une telle qualité et d'une telle générosité. A l'image en somme de Georges-Henri Rivière.

FREDERIC EDELMANN.

★ La Muséologie selon Georges-Henri Rivière, cours de muséologie, textes et témoignages, éditions Dunod, 404 pages, 390 F.

ALSACE

Le projet Gutenberg

Douze chefs d'entreprises implantés en Alsace ont créé une association pour défendre le projet Gutenberg : en clair, un lieu prestigieux de rencontres, de réunions et de spectacles autour de l'image, qui pourrait être construit dans les trois ans à Strasbourg.

Le centre Gutenberg, explique l'un des promoteurs de l'opération, Etienne Pflimlin, président de la Fédération du Crédit mutuel, serait le symbole de la « révolution de l'image » de cette fin de millénaire, comme l'imprimerie, dans les villes rhénanes du XVI^e siècle, l'a été pour la diffusion de la pensée. Il serait aussi le témoignage d'une Alsace tournée vers l'avenir.

Le bâtiment pourrait être construit dans le quartier de la Porte de France, actuellement la zone portuaire de Strasbourg, au plus près de la frontière. Six mille cinq cents mètres carrés de construction sur 8 à 10 hectares hébergeraient une salle de spectacle multimédia de trois mille places et de nombreux équipements de haute technologie. Les ressources modernes de fabrication d'images seraient employées pour un spectacle épique qui pourrait durer plus d'un million de spectateurs par an, espèrent les promoteurs.

Pour l'instant, les douze, parmi lesquels Henri Lechmann pour Strafor ou Jean Schwebel pour Kromenbourg, s'entendent pour réaliser le centre Gutenberg à eux seuls : l'investissement probable — quelque 250 millions de francs — devrait associer les collectivités locales alsaciennes et de nombreux partenaires privés.

Pour l'instant, le projet apparaît comme une proposition que les dirigeants d'entreprises ont ébauchée avec Jean-Claude Canziani, écrivain et scénariste, et qui ne sera possible qu'avec un engagement très large de toute la région.

AQUITAINE

Et pourquoi pas la noix ?

Traditionnelle en Périgord, la culture du noyer n'est actuellement qu'une exploitation marginale pour répondre à la concurrence de la noix de Californie. Une récente étude de l'INSEE (« Vues sur l'économie aquitaine », avril-mai 1989) fait le point sur cette richesse agricole dont la Dordogne, avec six mille tonnes, est le second département producteur français. Il en ressort que le Périgord doit augmenter ses rendements en modifiant les méthodes de culture et en accablant des variétés nouvelles à rendement plus élevé.

La noixiculture s'effectue principalement dans des exploitations de moyenne importance spécialisées dans d'autres productions, l'élevage en particulier. Reaurs (4 %) sont les agriculteurs qui possèdent plus de cent noyers. Une rationalisation de la noixiculture s'est exercée avec le développement de plantations en vergers, qui remplacent progressivement les arbres isolés en bordure des chemins ou dans les champs. Les vergers représentent aujourd'hui 63 % de la production totale.

UNE ÉTUDE DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Les emplois de l'autoroute

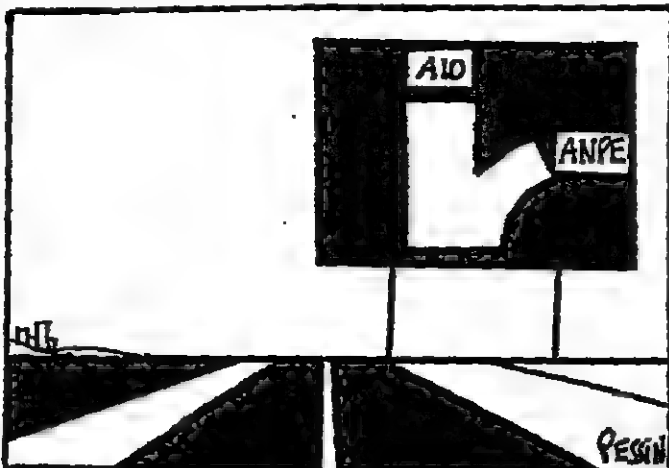
L'OBSERVATOIRE économique et statistique des transports (OEST), qui dépend du ministère des transports, vient de réaliser une étude inédite sur les retombées, en termes d'emplois, de la construction d'une autoroute dans une région.

Le coût d'un kilomètre d'autoroute en rase campagne est d'environ 20 à 25 millions de francs, dont 75 % reviennent aux entreprises de travaux publics, 25 % aux autres entreprises (ingénierie, bâtiment, électricité, électronique...). Les coûts se décomposent de la manière suivante :

• Consommations intermédiaires : 45 % (produits pétroliers, matériaux de construction, minerais, matériel mécanique et électrique, bois, services marchands aux entreprises, transport...)

• Valeur ajoutée : 55 %, répartie comme suit : salaires (30 %), charges (15 %), impôts, résultat brut après impôts (10 %).

La chantier mobilise environ 600 à 650 personnes pour une portion standard de 30 kilomètres d'autoroute à 2 fois 2 voies, soit 20 personnes au kilomètre pendant deux ans à



deux ans et demi, ou encore 2 personnes par million de francs investis.

Une large part de cette activité, tant en termes financiers qu'en nombre d'emplois, revient aux entreprises locales. Il est difficile d'établir un taux moyen de la part des entreprises locales : en effet, celui-ci dépend largement des capacités de réponse des entreprises locales à un chantier exceptionnel, tel que celui d'une autoroute : ce taux était de 35 % pour l'A 71 dans l'Allier, de 30 % pour l'A 26 en

Picardie, et de 80 % pour certaines portions près de Lille. Il s'agit d'un taux exceptionnellement élevé ; un ordre de grandeur moyen est de 50 %.

L'exploitation de l'autoroute représente donc occasionne aussi des créations d'emplois : Par la société concessionnaire : l'exploitation de l'autoroute représente environ 2 emplois par kilomètre d'autoroute, mais avec une importante variation (entre 1,5 et 2,5) suivant qu'il s'agit d'une autoroute très fréquentée ou peu fréquentée (les emplois saisonniers sont

ramenés en moyenne annuelle). La répartition est la suivante : péage, 1 emploi au kilomètre ; entretien, 0,5 emploi au kilomètre.

Ces emplois ne sont pas répartis linéairement : les emplois péagers sont concentrés aux gares de péage. Pour les emplois d'entretien, il existe un centre d'entretien sous les 60 kilomètres environ : les emplois centraux sont concentrés dans les directions régionales ou au siège des sociétés d'autoroute. Il convient de rajouter à ces chiffres les emplois de gendarmerie, environ 0,5 emploi par kilomètre, qui ne correspondent pas totalement à des créations d'emploi mais, pour une large part, à des transferts d'emplois publics.

• Par les sociétés sous-concessionnaires : il s'agit des restaurants, hôtels, stations-service, desservant l'autoroute : environ 1 à 2 emplois créés par kilomètre.

En conclusion, selon l'étude de l'OEST, on peut retenir que l'exploitation d'une autoroute entraîne, tout compris, la création de 3 à 5 emplois par kilomètre d'autoroute.

Le conseil régional de Poitou-Charentes s'engage à soutenir, avec un investissement de 5 millions de francs sur quatre ans (1989-1992), les programmes de recherche et de valorisation des produits de la mer conduits par l'IFREMER. Effort doublé par rapport aux cinq années précédentes pour préserver la qualité, améliorer la productivité, diversifier les productions aquacoles et conchyliques, transmettre les acquis scientifiques.

PROVENCE ALPES-CÔTE D'AZUR

L'archéologie dans la rue

A Nice, un bus des transports urbains, le n° 113, sillonne les quartiers de la ville. Sur l'initiative du centre d'animation, d'information et de documentation éducative municipale (CAIDEM), qui l'a aménagé en exposition itinérante, il assure la promotion du musée archéologique de Cimiez, l'antique Concesium.

Quatre un panorama photographique de la vie quotidienne d'alors, bijoux, instruments de musique, vaisselle, flacons, moulages de bronzes mis au jour sur le site sont présentés dans l'expo-bus.

RHONE-ALPES

Le pactole des J. O.

Le programme de construction lancé pour les Jeux olympiques de

Dieppe pour développer sa production de photocopies. Le conseil général de Seine-Maritime a décidé de participer au financement des locaux.

Toshiba avait commencé cette fabrication en 1985 à trois kilomètres de là, sur la commune d'Arques-la-Bataille dans une usine appartenant à Rhône-Poulenc. L'insuffisance de la production a conduit le groupe à envisager de se développer sur un autre site.

Le conseil général de Seine-Maritime a voté une participation financière de 6 millions de francs (la construction des locaux est estimée à 51 millions de francs).

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Balades romanes

En parcourant, dans un précédent ouvrage, les chemins à travers les âges en Cévennes et bas Languedoc, Pierre A. Clément avait constaté l'extraordinaire richesse de la campagne languedocienne en églises et chapelles romanes. On connaît les plus célèbres, Saint-Guilhem, Saint-Gilles, Maguelone, mais les autres ?

Pierre A. Clément en a recensé près de quatre cents sur les quelques cinq mille qui parsèment la région et dont les quatre cinquièmes furent détruits. Cartes, plans architecturaux, photos (d'Alain Gas) à l'appui, il les décrit dans le détail après les avoir répertoriés en ensembles homogènes. D'abord, celles édifiées par les pionniers, les moines

noirs, autour, par exemple, des abbayes d'Aniane et de Palmodi ; ensuite, celles qui fondèrent les réformateurs (clunisiens, cisterciens, templiers, hospitaliers) ; enfin, l'œuvre des chanoines.

Ainsi se déploie, du Narbonnais au Rhône, sur les anciens sites sacrés de la préhistoire, les antiques places fortes, aux carrefours des voies de communication, près des sources et des fontaines, sur les emplacements des villas romaines, et sous l'influence des apports lombards, toscans et catalans, un patrimoine encore très présent, malgré sa discrétion, et très divers dans sa simplicité rurale. Le guide de Pierre A. Clément le révèle de la manière la plus complète et engageante à tous ceux qui acceptent de faire deux pas en dehors de l'autoroute.

• Eglises romanes oubliées du bas Languedoc, par Pierre A. Clément. Presses du Languedoc, Max Chaillet éditeur. 475 pages, 250 photos, 260 F.

POITOU-CHARENTES

Les ressources du littoral

Jean-Pierre Raffarin, président du conseil régional, et Pierre Papon, président de l'IFREMER (l'Institut français de recherches sur l'exploitation de la mer), viennent de signer une convention de recherche-développement pour la mise en valeur des productions marines du littoral charentais.

1992 en Savoie provoque une « exceptionnelle progression » des offres d'emploi dans ce département (+ 41 % sur l'année précédente) et fait tomber le taux de chômage de la main-d'œuvre masculine à 4,8 %, indique la dernière lettre de l'Observatoire économique des J. O.

Le taux de chômage féminin, en revanche, augmente pour atteindre 11,9 %, et provient d'inscriptions nouvelles de femmes accompagnant leur mari sur son nouveau lieu de travail savoyard.

C'est dans le bâtiment, particulièrement à Albertville et à Chambéry, que les créations d'emplois sont les plus fortes, ce qui s'explique par le fait que, en 1988, la construction de 460 000 mètres carrés de locaux a été autorisée, soit le double de la surface accordée en 1986, indique le rapport. Cette situation crée une pénurie de main-d'œuvre masculine dans ce secteur du bâtiment, où on estime qu'environ 600 offres d'emploi ne sont pas satisfaites, selon les responsables locaux du BTP.

Lyon-New-York sans escale

La compagnie aérienne American Airlines dresse un bilan satisfaisant du premier mois de fonctionnement de sa nouvelle ligne sans escale Lyon-New-York. Le taux de remplissage des avions — des Boeing 767-200 pouvant embarquer 177 passagers — a été d'un peu plus de 50 %, soit un résultat supérieur aux prévisions d'ouverture.

C'est après avoir effectué une étude de marché auprès des sociétés rhodaniennes pratiquant le commerce international qu'American Airlines a décidé d'ouvrir ce nouveau service. Dans la région (prise au sens large, c'est-à-dire de Dijon à Valence et de Clermont-Ferrand à la Suisse), 360 passagers par jour étaient en effet susceptibles d'emprunter l'aéroport de Lyon-Satolas plutôt que ceux de Paris ou de Genève.

Le premier vol a été inauguré le 2 mai. Depuis, un avion décolle chaque jour à 12 h 30 de Lyon et se pose à l'aéroport Kennedy à 13 h 25 (heure locale). Il en repart à 19 h 10 et revient à 8 h 55. L'aller-retour coûte 24 760 francs en première classe, 12 770 francs en classe affaires et 11 590 francs en classe tourisme. A partir du mois d'octobre seront proposés des prix spéciaux de week-end (4 660 francs environ), qui pourraient intéresser les touristes, la plupart des hôtels new-yorkais pratiquant des tarifs préférentiels du vendredi au dimanche.

Les représentants d'American Airlines pensaient effectuer 60 % du remplissage au départ de Lyon. Or c'est le contraire qui se produit : constate le directeur commercial pour Rhône-Alpes, Jean-Stephène Rovani, qui souhaite pouvoir être bientôt en mesure d'analyser ce pourcentage attractif inattendu de Lyon... sur New-York.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Jacques Fortier ; Michel Lévêque ; Gilette de Matta ; Raphaël Rivais. Coordination : Jacques-François Simon.

LA PUBLICATION DES CARNETS DU MARQUIS DE LA VILLEMARQUÉ

Les Bretons dans leur mémoire

Le marquis Théodore Hersart de La Villemarqué a-t-il fabriqué des « vrais-faux » chants populaires bretons au dix-neuvième siècle ? La question est à la source d'une polémique vieille de plus d'un siècle en Bretagne. Ce n'était pas un faussaire, selon un ethnologue de l'université de Brest, directeur de recherche au CNRS, Donatien Laurent, qui a enquêté sur la fausseté marquée, dit aussi le « barde de Nizon ». Le fruit de ce travail se trouve dans un très bel ouvrage venant de sortir et considéré comme un événement culturel en Bretagne.

Au cœur de la question, une querelle qui mobilise les milieux bretonnants sur le Barzaz Breiz (1), publié en 1839 par un tout jeune élève de l'école des chartes, le marquis de La Villemarqué. Ce châtelain cornouaillais est allé dans les fermes en divers endroits de Bretagne pour transcrire les poèmes de la tradition orale.

Cependant, en Bretagne, beaucoup se mettent, à partir de 1887, à douter de l'authenticité des textes livrés en breton et en français, dont certains ont des allures d'épopée. On dénie même

au marquis sa connaissance de la langue bretonne.

La polémique ne serait pas aussi vive si, étrangement, La Villemarqué ne se refusait à donner ses sources sur ce qui est présenté comme la mémoire poétique de la Bretagne et si le Barzaz Breiz ne devenait un gros succès de librairie, qui ne se dément pas aujourd'hui. Le recueil est constamment réédité, il existe des traductions en anglais, en allemand, en polonais, en suédois.

Mais le scepticisme grandit. Ces textes historiques, lyriques et religieux semblent trop bien ficelés pour être vraiment populaires. Surtout, des collectionneurs vont, dans la foulée de La Villemarqué, battre le terrain pour réunir les chants du recueil. Leur déception a été grande de ne trouver aucune mention des personnages prestigieux mis en scène dans le Barzaz-Breiz, dit Donatien Laurent, qui note que « peu de livres ont autant divisé l'opinion bretonne depuis plus d'un siècle, précisément pour un problème de sources ».

En 1895, le marquis meurt, sans divulguer l'origine de ses chants. La querelle débouche large-

ment dans la presse et dérive sur les terrains politiques, au point que nationalistes et « jacobins » se livrent à une utilisation idéologique du Barzaz Breiz : gloire nationale pour les premiers, livre contre-révolutionnaire ou réactionnaire pour les seconds, dont on dit, cependant, qu'il a contribué à la naissance de l'autonomisme breton, ainsi que des études celtiques en France.

Et pourtant les sources existent. Donatien Laurent les retrouve le 24 septembre 1884. Au manoir de Kernanquer, il découvre, avec le colonel de La Villemarqué, petit-fils du barde, dans un petit placard mural, les carnets de notes en breton, à partir desquels a été écrit le recueil. « J'étais convaincu que ces carnets existaient, dit-il, ayant moi-même collecté et retrouvé des chants Barzaz Breiz ».

Dix ans seront nécessaires au chercheur pour les déchiffrer. Travail de bénédictin. Donatien Laurent doit étudier les mots un à un, comparer les graphismes, décrypter les ratures et les surcharges. Car ces carnets ne sont que des cahiers de brouillon. Mais ils attestent du premier effort jamais entrepris en France pour recueillir des chants populaires que La Vi-

llemarqué avait cependant beaucoup magnifié. « Il a reformulé ces textes, pour leur donner une densité qu'ils n'avaient pas. Ce recueil était une œuvre de restauration de la poésie bretonne, une œuvre de militant, pas de scientifique », souligne Donatien Laurent, qui a soutenu une thèse d'État sur le sujet en 1974.

Il aura cependant fallu quinze ans encore pour trouver un éditeur de ces précieux carnets, la transcription des textes, avec toutes leurs variantes, apparaissant trop compliquée. Cent cinquante ans après la publication du Barzaz Breiz, les Éditions du Chasse-Marée et Armen (Dour-denez) ont relevé le défi, avec l'appui du conseil général du Finistère. L'ouvrage, Aux sources du Barzaz-Breiz, la mémoire d'un peuple, a été tiré à deux mille cinq cents exemplaires.

Nous avons maintenant toutes les pièces du dossier. Mais le Barzaz Breiz n'a sans doute pas fini de soulever les passions.

GABRIEL SIMON.

(1) Barzaz est un terme provenant du gallois, qui signifie « histoire poétique ».

LA RÉFORME DE LA FISCALITÉ LOCALE

Edmond Hervé : un impôt départemental ?

Chargé d'une mission d'étude sur une réforme de la fiscalité locale, le député et maire socialiste de Rennes, Edmond Hervé, propose d'associer la taxe d'habitation sur l'ensemble des revenus des contribuables et non plus sur la valeur locative des logements, afin de promouvoir une plus grande justice fiscale.

Edmond Hervé, qui rédige actuellement un rapport pour la commission des finances de l'Assemblée nationale, a souligné devant un colloque organisé au Sénat par l'Institut de décentralisation qu'il parlait « en son nom personnel » mais il espère pouvoir rallier à sa proposition les députés qui travaillent avec lui.

Dans une première phase, afin de ne pas provoquer un trop grand bouleversement, l'impôt, qui se rapprocherait des prélèvements directs exceptionnels au profit de la Sécurité sociale, concernerait uniquement la part de la taxe d'habitation qui va au département.

Avec 10 milliards de francs, la part du département représente environ un tiers des recettes de la taxe d'habitation qui se sont élevées en 1987 à 33,9 milliards de francs. Selon de premières estimations, le prélèvement sur les revenus au profit du département représenterait environ 0,3 % du revenu annuel du contribuable.

Pour Edmond Hervé, ce système aurait deux avantages : il offrirait une plus grande justice fiscale (la taxe d'habitation est proportionnellement beaucoup plus lourde pour les petits revenus), mais aussi ce serait un moyen de corriger les imperfections de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP). L'impôt sur le revenu local serait, en effet, une

assiette beaucoup plus large. Alors qu'un très grand nombre de Français ne paie pas l'impôt sur le revenu, on compte plus de 25 millions de redevables de la taxe d'habitation.

Rectificatif



Rendons à Philippe Roux ce qui lui appartient et particulièrement les dessins illustrant les pages 1, 5, 8 et 10 de notre supplément à Paris et l'île-de-France au rendez-vous européen, paru dans nos éditions du jeudi 15 janvier 1989, et malencontreusement attribués à son homonyme patronymique Thierry Roux.

مكتبة المصطفى

Économie

Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne

La hausse des prix inquiète les autorités monétaires

Parmi la batterie d'indices publiés vendredi 16 juin aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, celui des prix concerte l'attention. De 0,6 % en mai dans ces deux pays, l'inflation reste trop forte pour permettre aux autorités monétaires de Londres ou de Washington de baisser leur garde. Elle donne toute sa portée aux mises en garde

Même si certains économistes prévoient un apaisement d'ici quelques mois, la tendance outre-Atlantique est loin d'être encourageante. Même en excluant des éléments aussi volatils que l'énergie ou l'alimentation, la hausse des prix s'accroît, passant de 0,2 % en avril à 0,5 % un mois plus tard. Désormais, pour les cinq premiers mois de l'année, les Etats-Unis enregistrent un taux d'inflation de 6,7 % en rythme annuel, nettement supérieur à la moyenne des pays industrialisés (3 % dans l'OCDE). Dans un pays où le chômage est retombé aux alentours de 5 % et où les salaires tournent à plein régime, on imagine mal la Réserve fédérale abandonner sa politique monétaire stricte. Les salaires du président de la Fed, Alan Greenspan, sont jugés éloquentes par les analystes. Soucieux d'éviter les réactions excessives des marchés financiers, M. Greenspan attend

prudemment de mieux cerner la conjoncture avant d'inflechir vraiment une politique appliquée depuis plusieurs mois par petites touches pour mieux accompagner l'«*atterrissage en douceur*» de l'économie. M. Greenspan n'avait d'ailleurs pas caché, devant la conférence monétaire internationale qui avait réuni début juin à Madrid un parterre de responsables de grandes banques, l'une de ses inquiétudes : voir les opérateurs céder à l'euphorie d'une croissance persistante, rêver à la fin des cycles économiques et s'engager dans un nouveau processus d'investissements dangereux car artificiel et inflationniste.

Une boulimie

pour les produits importés

Si le poids de la Grande-Bretagne sur la scène internationale n'est pas celui des Etats-Unis, la surchauffe persistante outre-Manche a, elle

contenus dans le récent rapport de la Banque des règlements internationaux sur les dangers de surchauffe en Grande-Bretagne et sur les menaces que font peser sur l'économie mondiale l'insuffisance des efforts américains pour réduire le déficit budgétaire afin d'aider la Réserve fédérale à calmer la consommation.

aussi, de quoi préoccuper le gouvernement. La hausse de 0,6 % de l'indice des prix de détail en mai porte à 8,3 % l'inflation, en rythme annuel, son niveau le plus élevé depuis juillet 1982. Dix relèvements de taux d'intérêt depuis juin dernier n'y ont encore rien fait, et la City craint un nouveau resserrement de la politique monétaire pour tenter de casser enfin cette surchauffe. Les économistes britanniques estiment que le véritable test interviendra cet été, quand la hausse des taux hypothécaires, qui ont entraîné dans le calcul des prix britanniques, aura fini d'influer sur cet indice. Hors taux hypothécaires, la tendance de l'inflation serait actuellement de l'ordre de 6 % en rythme annuel. Mais la poussée persistante des salaires, de 9,25 % en rythme annuel, et la boulimie persistante des dépenses pour les produits importés n'ont rien de rassurant pour l'avenir immédiat.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

L'entrée de la peseta dans le système monétaire européen

Un message de rigueur pour les Espagnols

MADRID

de notre correspondant

En annonçant, vendredi 16 juin, sa décision d'introduire dès lundi la peseta au sein du Système monétaire européen, le ministre espagnol de l'économie, M. Carlos Solchaga, a pris tout le monde de court à Madrid. Si M. Solchaga avait annoncé, il y a quelques jours à peine, devant la conférence monétaire internationale réunie dans la capitale espagnole, qu'une telle décision serait prise avant juillet 1990, personne ne s'attendait à ce que le Rabion soit franchi si rapidement.

D'autant qu'il s'agit là d'un sujet délicat, qui n'a cessé de provoquer un profond débat parmi les responsables économiques espagnols. Si l'idée d'une adhésion future au SME n'a jamais été remise en question dans ce pays, qui compte, sans conteste, parmi les plus «*europhiles*» parmi les Douze, les opinions divergeaient en revanche quant au choix du moment.

L'important écart d'inflation (aujourd'hui en franche réduction) entre l'Espagne et la moyenne communautaire, notamment, avait long-

temps contribué à freiner une telle initiative. En outre, les problèmes de balance des paiements que connaît le pays compliquaient également la tâche : l'abaissement progressif des barrières douanières lié à l'adhésion à la Communauté, le maintien d'un taux de croissance de près de 5 %, ont contribué en effet au gonflement des importations espagnoles.

Ces déséquilibres, toutefois, n'empêchaient nullement la peseta de faire preuve d'une insatiable bonne santé. La masse des devises apportées par le tourisme, le flux incessant des capitaux étrangers à long terme, lié au boom de l'investissement, ou des placements spéculatifs à court terme compensaient en effet largement le déficit de la balance commerciale. Dans ces conditions, c'est avec une peseta quelque peu surévaluée aux yeux de certains (et notamment des exportateurs) que l'Espagne entre dans le SME.

En prenant malgré tout la décision sans plus tarder, M. Solchaga a voulu envoyer un message de rigueur aux agents économiques : l'Espagne entend se soumettre à la discipline communautaire en

matière monétaire, ce qui signifie qu'aucun laxisme ne sera de mise, notamment, en matière de lutte contre l'inflation. Il s'agit également d'une marque de confiance dans la capacité de l'économie espagnole à fonctionner au diapason européen.

Adaptier

le rythme de croissance

Reste qu'en privé certains responsables économiques ne cachent pas leurs réticences. Avec un taux de chômage de 18 % de la population active, l'Espagne doit se développer plus vite que ses voisins. Et l'adhésion au sein d'un SME où le mark allemand jouit d'un poids prépondérant risque d'obliger Madrid à adapter son rythme de croissance à celui des pays moins pressés, sous peine de voir s'aggraver encore ses déséquilibres de balance des paiements. C'est d'ailleurs pourquoi M. Solchaga a demandé à ses partenaires que l'«*europhisme*» monétaire de son pays puisse être compensé par un transfert de ressources financières au sein d'un SME, entre pays du Nord et du Sud. Reste à voir maintenant s'il sera entendu.

THIERRY MALINIAK.

La Chambre des représentants américaine a voté sa version du plan de sauvetage des caisses d'épargne

La Chambre des représentants a adopté, le jeudi 15 juin, à Washington, son propre plan de sauvetage des caisses d'épargne américaines ; son texte fait suite à la proposition faite par le président Bush en février dernier (*le Monde* du 16 juin) et, comme elle, porte le coût total du sauvetage sur dix ans à 157 milliards de dollars (1 000 milliards de francs environ). Le Sénat a déjà adopté sa propre version du plan et, au terme d'un processus de conciliation, le Congrès devrait voter la version définitive de la loi début juillet.

Si la Chambre des représentants ne s'est pas, finalement, opposée à l'imposition de normes comptables plus strictes pour les caisses d'épargne, son texte contient cependant plusieurs différences significatives avec celui du président. En particulier, les représentants ont refusé de placer dans le budget les sommes desti-

nées au renforcement financier des institutions en difficulté ; ils ont estimé que cette dépense supplémentaire (l'émission de 50 milliards de dollars d'obligations) devait être effectuée par le Trésor lui-même et figurer dans le budget.

La dépense pourrait cependant ne pas être prise en compte dans le cadre de l'amendement Gramm Rudman Hollings de réduction du déficit budgétaire. Le président Bush, qui préfère créer une institution indépendante chargée de l'émission des obligations, pourrait apposer son veto à la proposition de la Chambre, si elle figure toujours dans le texte final.

La Chambre des représentants a, en outre, prévu d'intervenir aux caisses d'épargne d'acquiescer des junk bonds, ces obligations à haut risque et taux d'intérêt élevé.

Assemblée générale de la deuxième banque privée espagnole

Nouvel épisode de la guerre entre le principal actionnaire et la direction du Banco Central

MADRID

de notre correspondant

Nouveau et important rebondissement dans l'une des plus grandes batailles qui ait jamais agité le monde espagnol de la finance : celle qui oppose le président du Banco Central (deuxième établissement privé de crédit du pays), M. Alfonso Escamez, à son principal actionnaire, la société Cartera Central, dirigée par deux magnats de la construction, MM. Alberto Alcocer et Alberto Cortina, les «*Albertos* », comme on les appelle simplement à Madrid.

Les cinq représentants de Cartera Central au sein du conseil d'administration de la banque ont en effet

annoncé le vendredi 16 juin par écrit à M. Escamez qu'ils présenteraient leur démission, irrévocable, lors de l'assemblée générale des actionnaires qui a lieu ce samedi. Ils ont toutefois affirmé qu'ils entendaient conserver les 2,5 % d'actions de la banque qu'ils possèdent actuellement, dont la valeur avoisine les 70 milliards de pesetas (3,7 milliards de francs), et qu'ils poursuivraient leur lutte contre la gestion actuelle de la direction.

Voilà déjà un an et demi que la guerre entre M. Escamez et les Albertos fait régulièrement la une de la presse économique espagnole. Elle avait commencé en fait, à cause des Kowalewski. A la fin de 1987, en effet, le KIO (Kiwit Investment Office), qui s'intéresse de près à l'Espagne, s'était mis à acheter massivement des actions du Banco Central.

Cette offensive était toutefois vue d'un mauvais œil par le gouvernement de Madrid, peu enclin à permettre la pénétration d'un groupe étranger au sein du secteur financier national. Aussi le KIO décidait-il d'«*hispaniser*» l'opération en faisant alliance avec des investisseurs espagnols. Les Albertos, qui avaient fait fortune à la tête d'une société immobilière et cherchaient alors une nouvelle aire d'expansion, étaient à cet égard tout indiqués : en janvier 1988 était créée la société Cartera Central, dont le capital était partagé entre le KIO (avec 48,8 %) et les Albertos (51,2 %). Cartera Central devenait officiellement propriétaire du paquet d'actions du Banco Central, et manifestait son intention de continuer à en acquérir davantage.

Retrait

des Kowalewski

M. Alfonso Escamez n'allait pas tarder à réagir face à cette espèce d'OPA rampante. Après divers affrontements avec les «*intrus* », dont il tentait de réduire la participation au sein des organes de direction de la banque, il amorçait, en mai 1988, une fusion avec un autre grand établissement financier, la Banque espagnole de crédit. Une fusion qui avait notamment pour objectif de contrer l'offensive des Albertos en diluant au sein d'une entité supérieure leur participation dans le Banco Central.

Mais ce projet bâti de fusion allait faire long feu, d'autant que les responsables économiques ne cachaient pas leurs réticences à son égard, convaincus que les deux établissements faisaient face à de sérieux problèmes de gestion et avaient davantage besoin d'assainissement rigoureux que de fusion mal préparée. En février dernier, le projet était officiellement abandonné ; M. Escamez et les Albertos se retrouvaient à nouveau face à face.

Cet affrontement permanent, s'étalant en première page des journaux, allait toutefois décider les Kowalewski à opérer une prudente retraite : en février, ils s'annonçaient leur intention d'abandonner Cartera Central. Après trois mois de dures

négoiations, les Albertos acceptaient finalement, à la mi-mai, de racheter, pour près de 50 milliards de pesetas (2,6 milliards de francs), les 48,8 % du KIO au sein de Cartera Central.

La bataille, pendant ce temps, se poursuivait au sein du Banco Central. M. Escamez, tentant de maintenir les Albertos totalement à l'écart de la gestion. Ces derniers réagissaient en rendant public, à la mi-mai, un rapport incendiaire sur les résultats de la banque, dont la rentabilité, affirmait-il, est manifestement insuffisante par rapport au volume de ses ressources. Refusant d'entrer dans le fond du sujet, M. Escamez réagissait alors en battant le rappel de ses fidèles, qui restent majoritaires, afin d'isoler définitivement les représentants de Cartera Central. Maintenus de la sorte à l'écart au sein d'une banque, dont ils sont pourtant, et de loin, les principaux actionnaires, les Albertos ont donc décidé de prendre à témoin les autres porteurs de parts. C'est un véritable conflit entre propriétaires et gestionnaires, sans doute sans précédent en Espagne, qui s'ouvre ainsi au sein du Banco Central.

Th. M.

AFFAIRES

M. Christian Blanc confirmé

La RATP sera dirigée par un PDG

M. Christian Blanc, désigné à la mi-février pour présider le conseil d'administration de la RATP, devait cumuler cette fonction, à partir du 30 juin, avec celle de directeur général, le titulaire de ce poste, M. Michel Roussellot, devant être appelé prochainement à d'autres fonctions.

Cette concentration des pouvoirs dans les mains d'un PDG était souhaitée par le ministre de l'équipement et des transports, M. Michel Delebarre, et par M. Christian Blanc lui-même. Le président du conseil d'administration avait, en effet, jusqu'à présent, un rôle purement honorifique et le directeur général détenait la réalité du pouvoir.

Les inconvénients de cette dyarchie avaient été mis en lumière au moment des grèves des services d'entretien qui avaient paralysé les réseaux du métro et du RER pendant l'automne dernier. Le président de la RATP d'alors, M. Pierre Reverdy, s'était plaint dans nos colonnes (*le Monde* du 18 février 1989) d'avoir été tenu à

l'écart des négociations et des décisions essentielles alors que l'entourage de M. Delebarre estimait que M. Reverdy s'était déchargé sur son directeur général de la conduite de la régie dans cette période difficile.

Le mardi 13 juin, les textes modifiant les décrets applicables aux organes dirigeants de la RATP ont été soumis au Conseil d'Etat. Ils devraient être approuvés le mercredi 23 juin par le conseil des ministres et mis en application lors du conseil d'administration de la régie prévu pour le vendredi 30 juin.

On souligne au ministère de l'équipement que cette simplification rendra la RATP plus efficace et que cette réforme ne sera pas étendue à d'autres entreprises publiques de transports, comme Air France et la SNCF où les rapports entre le président et le directeur général sont jugés juridiquement convenables.

ALAIN FAUJAS.
(A la présidence et à la direction générale de la RATP, on se confirme et s'affirme l'information.)

Alcatel investit dans l'industrie spatiale norvégienne

Le groupe français Alcatel a pris le contrôle de AME Space AS, la seule société norvégienne spécialisée dans la conception et la construction d'électronique spatiale. C'est par l'intermédiaire de sa filiale norvégienne Alcatel STK que le groupe français va acquiescer une participation majoritaire dans cette société spécialisée depuis vingt ans dans la micro-électronique, notamment à usage militaire (aux standards de l'OTAN), et qui depuis cinq ans s'est tournée vers les technologies hybrides pour l'espace. La Norvège ayant été récemment admise au sein de l'Agence spatiale européenne (ESA), Alcatel va ainsi promouvoir la participation norvégienne aux grands programmes de développement européens d'ici à l'an 2000 (Ariane 5, Hermès, Columbus, satellites de télécommunications maritimes Inmarsat, etc.).

Accessible sur minitel

Une banque de données financières sur les sociétés cotées

Le grand public, mais aussi les professionnels de la finance peuvent désormais utiliser une banque de données sur des sociétés cotées en France grâce à un nouveau service accessible sur minitel par le 3616 CLIFF. Mise en place par le Cercle de liaison des informateurs financiers en France (CLIFF), cette banque fournit les cours Bourse mis à jour, résultats récents, présentation de l'entreprise... pour les sociétés participantes. Dix-huit en font déjà partie (L'Air liquide, BSN, Compagnie bancaire, Cerus, Ciments français, CMB Packaging, Elf, Essilor, Gascogne, Hutchinson, Merlin Gerin, L'Oréal, Paribas, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Sanofi, Sodexho, Synthelabo).

* CLIFF, 11, rue Saint-Augustin, 75002 Paris. Tél. : 42-61-10-25.

La Maison Bouchard accusée d'avoir trop sucré une partie de ses vins

Le président et le directeur de la Maison Bouchard Père et Fils, l'une des plus importantes maisons de négoce, à Beaune, ont été placés sous contrôle judiciaire, à la requête des services de la répression des fraudes, à leur reproché d'avoir procédé à de la surchaptalisation, c'est-à-dire, l'addition d'une quantité de sucre supérieure aux normes admises (la quantité nécessaire pour obtenir deux degrés d'alcool supplémentaires). Autre grief : celui d'avoir ajouté de l'acide tartrique pour remédier à une acidité insuffisante, le tout sur des quantités limitées (4 millions de francs de chiffre d'affaires sur 157 millions au total de la récolte 1987, assez médiocre en général).

Cette inculpation, qui fait suite à une enquête diligentée en septembre 1987, fait grand bruit en Bourgogne où la profession viticole prend fait et cause pour la Maison Bouchard Père et Fils et veut «*crever l'abcès* ». Elle dénonce une réglementation «*archaïque*» appliquée à un vignoble de vin rouge, le plus septentrional d'Europe, où la récolte, six années sur dix, n'atteint pas le degré d'alcool minimum légal. Les bonnes années, les Bourgognons n'ont pas besoin de sucrer ni d'ajouter de l'acide tartrique, composant naturel du vin. Ils commencent donc de changer de classement de zone et ont déposé un dossier en ce sens auprès de la CEE en accord avec les pouvoirs publics. En fait, les mauvaises années, pratiquement tout le monde en Bourgogne sucre les moûts un peu plus qu'il n'est permis, et l'affaire Bouchard ne constitue qu'un épisode d'une vieille controverse sur le renforcement des vins «*faibles*», controversée qui n'a jamais été véritablement réglée.

F. R.

SOCIAL

Les adieux de M. Blanchard au BIT

GENÈVE
de notre correspondante

La Conférence internationale du travail, qui tient sa 76^e session annuelle, a rendu le jeudi 15 juin un hommage officiel à M. Francis Blanchard, qui durant trois mandats successifs et jusqu'en mars dernier assumait la charge de directeur général du Bureau international du travail (BIT). Dans son discours d'adieu, M. Blanchard, qui est surmonté bien des crises, s'est félicité que «*l'idéologie separe de moins en moins* » les grands pays développés.

M. Blanchard a cependant estimé que les progrès accomplis ne suffisent pas à «*être trop de payer du tiers-monde de leur extrême pauvreté* ». Présentant le tripartisme (Etat, employeurs, salariés), qui fait l'originalité du BIT, comme «*le garant de la liberté sur tous les terrains* »,

il a insisté sur le rôle que doivent jouer les partenaires sociaux, car «*l'Etat ne peut pas tout* ».

Venu à Genève le 15 juin pour intervenir devant la conférence annuelle, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a déclaré à M. Blanchard le croix de chevalier de la Légion d'honneur. M. Soisson a annoncé que la France était ratifier prochainement la convention de l'OIT, adoptée en 1979, sur l'âge minimum d'admission à l'emploi. Ratifiée par trente-sept pays sur cent cinquante, cette convention prévoit que l'âge minimum pour travailler ne doit pas être inférieur à celui de la fin de la scolarité obligatoire, fixé généralement à seize ans. Aucun pays ayant ratifié cette convention ne peut permettre l'emploi d'un enfant de moins de quinze ans.

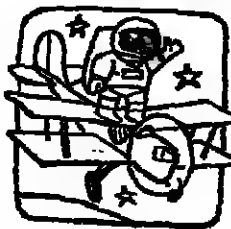
L. V.

Le Monde
ABONNEZ-VOUS
REABONNEZ-VOUS

LE MONDE
ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements
sur minitel 24 heures sur 24
7 jours sur 7

ABONNEMENTS
3616 LE MONDE



Le 38^e Salon aéronautique du Bourget

En marge des avions et des hélicoptères

Une foire aux armes « intelligentes »

Il est loin le temps où, comme en 1981, l'entourage présidentiel, devant un public d'élites, avait fait précéder l'inauguration du Salon du Bourget, par une exposition de matériels militaires continentaux d'être exposés, sous les ailes d'un avion, de part et d'autre du fuselage d'un hélicoptère, sur les stands où à même le sol, comme à une foire tous azimuts aux armes conçues par des industriels de toutes nationalités.

Le Salon du Bourget est, aussi, une exposition internationale où s'étaient les produits de l'électronique de défense : radars, missiles, roquettes, véhicules porteurs de systèmes d'armes, tourilles de chars, canons, « gadgets » en tous genres. Autant d'équipements plus ou moins sophistiqués, qui peuvent représenter jusqu'à 60 % de la valeur d'un contrat de vente d'avions ou d'hélicoptères de combat.

Par rapport à leurs concurrents étrangers, les constructeurs français ne sont pas en reste et ils tiennent une place de choix. La raison en est que ces industriels de l'électronique de défense et des équipements militaires ne gagnent rien à demeurer à la remorque des fabricants français d'avions ou d'hélicoptères. Leur intérêt, au contraire, est de faire en sorte que leurs produits puissent armer des modèles étrangers d'avions et d'hélicoptères, au même titre qu'ils sont proposés avec des avions et des hélicoptères de conception nationale. Pourquoi mettre tous ses œufs dans le même panier si, d'ailleurs, la clientèle à l'exportation choisissait de diversifier ses sources de fournitures militaires, en achetant à l'un la plate-forme d'un et à un autre les armes lancées depuis ce véhicule-porteur ?

Ainsi raisonne le groupe Matra, par exemple. Les armements aéroportés de cette société française (missiles, engins guidés ou non

guidés, contre-mesures électroniques) comprennent une vingtaine de systèmes différents. Ils sont ou seront bientôt opérationnels sur vingt-quatre types d'avions, dont seulement neuf de construction française, et sur cinq types d'hélicoptères, dont les « machines » américaines. Une centaine de personnes, dans la région parisienne ou dans le Sud-Ouest, sont plus spécialement chargées d'étudier comment adapter les produits de Matra à un porteur, avion ou hélicoptère, conçu par des entreprises britanniques, américaines, italiennes, espagnoles, brésiliennes, indiennes.

C'est en fait au point où une même production de Matra, en la circonstance le missile anti-pistes Durandal, peut être montée sur dix-huit avions différents qui se répartissent à égalité entre modèles français et étrangers.

Des conséquences doctrinales

On est là dans un domaine d'activités qui tend à se développer à vitesse accélérée, avec l'apparition des armes dites « intelligentes », qui utilisent des technologies très avancées (guerre électronique, traitement instantané des données, acquisition des objectifs, optronique, sous-munitions à guidage terminal, fibres optiques, etc.) avec l'objectif de détruire plusieurs cibles, très en profondeur des combats et bien au-delà de la ligne des contacts, par un tir unique, de jour comme de nuit et par tous les temps.

Dans un rapport sénatorial récent, M. Jacques Genton donne quelques exemples de ces prochaines armes « intelligentes ». C'est le lance-roquettes multiples (LRM), qui pourra déployer jusqu'à sept mille sept cent vingt-huit sous-munitions avec une seule salve de douze roquettes à trente-cinq kilomètres de distance. C'est encore le nouveau missile tactique (ATACMS) de l'armée de terre américaine, équipé de vingt-quatre sous-munitions guidées dont la particularité sera de pouvoir planer, à l'aide d'un parachute, au-dessus de la zone des combats, pour y rechercher elles-mêmes leurs objectifs et, au cas où elles ne les auraient pas trouvés, se réactiver automatiquement à partir du sol au moindre passage d'un blindé ennemi. C'est enfin ce robot disposant des mines dans les vides laissés,

sur le terrain, entre unités combattantes pour que l'adversaire ne les occupe pas.

Certes, ces armes-là sont relativement futuristes et on ne les trouve pas encore exposées au Bourget. Mais, on peut y découvrir déjà leurs « ancêtres », c'est-à-dire des armes qui devraient entrer en service dès le milieu des années 90, comme ce programme de mine anti-char pointable à effet dirigé (MACPED) qui sera une mine anti-char autonome et « intelligente » développée au profit de la France, de l'Allemagne fédérale et du Royaume-Uni et pour laquelle Matra et Aérospatiale, du côté français, sont en compétition.

M. Genton souligne, non sans raison, combien la perspective de ces systèmes d'armes classiques très sophistiqués aura des incidences sur les doctrines de défense elles-mêmes.

Les nouvelles technologies privilégient la « frappe » en profondeur, par avions et hélicoptères armés ou par missiles terrestres, voire navals. Elles tendent à banaliser le passage entre une défense classique et la menace d'une riposte nucléaire, en entretenant une certaine confusion dans l'emploi et les effets destructeurs des différentes armes et, du même coup, en instituant, dans la gradation des réponses militaires jusqu'à la dissuasion, des barreaux supplémentaires qui seraient plus aisément franchissables. Pour un pays qui, comme la France, refuse sa quote-part de la bataille de l'avant au sein de l'OTAN le débat, on le constate, est d'importance nationale.

JACQUES ISNARD.

Thomson-CSF, chef de file d'un projet de télécommunications de l'OTAN

Six sociétés européennes et nord-américaines, sous la responsabilité technique du groupe français Thomson-CSF, ont annoncé, vendredi 16 juin, au Bourget, la création de la société Midsco Inc, qui aura son siège à Wayne (New Jersey) et qui sera chargée, si une décision en ce sens intervient au printemps prochain, de concevoir le nouveau système de télécommunications de commandement de l'OTAN, baptisé MIDS (Multi-functional Information Distribution System), opérationnel dans les années 90.

Ce système MIDS devrait permettre l'échange d'informations en temps réel entre les différents moyens aérif, terrestres et navals des forces de l'OTAN en Europe. Son coût de développement est estimé à 350 millions de dollars (environ 2,3 milliards de francs), mais le marché représenterait un montant global de quelque 4 milliards à 5 milliards de dollars étalés sur une vingtaine d'années. On considère généralement que le contrat qui reviendrait au groupe français, pour sa responsabilité technique du projet, serait de l'ordre de 3 milliards de francs au total.

De préférence à un modèle français

L'Autriche achètera à la Suède ses missiles antichars

VIENNE
de notre correspondant

L'Autriche a décidé de doter son armée - pour la première fois - de missiles antichars suédois du type RBS-56 Bill de préférence aux missiles français Milan II. Il était à prévoir que des considérations politiques l'emporteraient - comme dans le passé - sur les vœux des militaires qui auraient préféré le Milan II, en usage dans plusieurs pays de l'OTAN, à un produit en provenance d'un pays neutre - les mêmes considérations avaient amené l'Autriche à choisir l'intercepteur suédois Draken pour

sa protection aérienne. Vienne espère désamorcer toute critique, à l'extérieur comme à l'intérieur, en alignant son matériel militaire sur celui de l'alliance occidentale à la veille de sa demande d'adhésion à la CEE prévue avant cet été.

Il est cependant de notoriété publique à Vienne que les adversaires d'un équipement de l'armée autrichienne avec des missiles, notamment les Verts, mais aussi les jeunes socialistes et d'autres, moins jeunes, étaient particulièrement hostiles à l'achat des Milan II qu'ils soupçonnaient de contenir des composants fabriqués en Allemagne. Ce qui a été formellement démenti par Paris. Le traité d'Etat de 1955 interdit à l'Autriche d'acheter des armes allemandes.

Selon les estimations du ministère autrichien de la défense, l'Autriche aura besoin au total de 300 à 500 missiles antichars qui coûteront, y compris le matériel indispensable pour rendre opérationnel le système, quelque 1,2 milliard de schillings (environ 575 millions de francs). Le ministre de la défense, qui devra financer les missiles par le budget ordinaire de la défense nationale (environ 16 milliards de schillings), envisage d'étaler les livraisons sur six ans.

WALTRAUD BARYLL.

« Rien n'interdit de transférer en Allemagne fédérale les missiles nucléaires Hadès » reconnaît le général Schmitt

Le chef d'état-major des armées, le général Maurice Schmitt, a déclaré, « formellement », vendredi 16 juin, qu'un projet d'installation de centre d'essais de véhicules nucléaires Mercedes en Lorraine ait pour but de permettre le transfert des futurs missiles nucléaires préstratégiques Hadès en Allemagne fédérale.

Le général Schmitt répondait à une enquête publiée par l'Humanité, qui concluait que le projet du constructeur allemand d'implanter un centre d'essais près de Lunéville (meurthe-et-Moselle), était en réalité un camouflage « pour permettre un transfert discret » des Hadès vers la région de Stuttgart, dans le sud-ouest de la RFA.

Le général Schmitt a indiqué que les Hadès, transportés par paquets sur des camions semi-remorques banalisés, seraient « stationnés en France en temps de paix », mais que

« rien n'interdit de les transférer en RFA » et qu'il « n'y a pas besoin de Mercedes pour le faire ». Le chef d'état-major des armées a rappelé que la possibilité de transfert existe déjà avec les actuels missiles nucléaires préstratégiques Pluton, montés sur des chassis de chars AMX-30, que les Hadès doivent remplacer à partir de 1992. Il a expliqué que les Hadès « pourraient agir hors du territoire, de même que tout camion peut franchir une frontière ». Il s'agit là d'une « décision politique extrêmement importante », mais « nous n'avons besoin de personne pour le faire ».

Le général Schmitt a admis que la région de Lunéville « pourrait » effectivement être retenue pour l'implantation du quartier général de la future division Hadès, en lieu et place de l'actuel quartier Lesailles où est actuellement installé le 3^e régiment de cuirassiers.

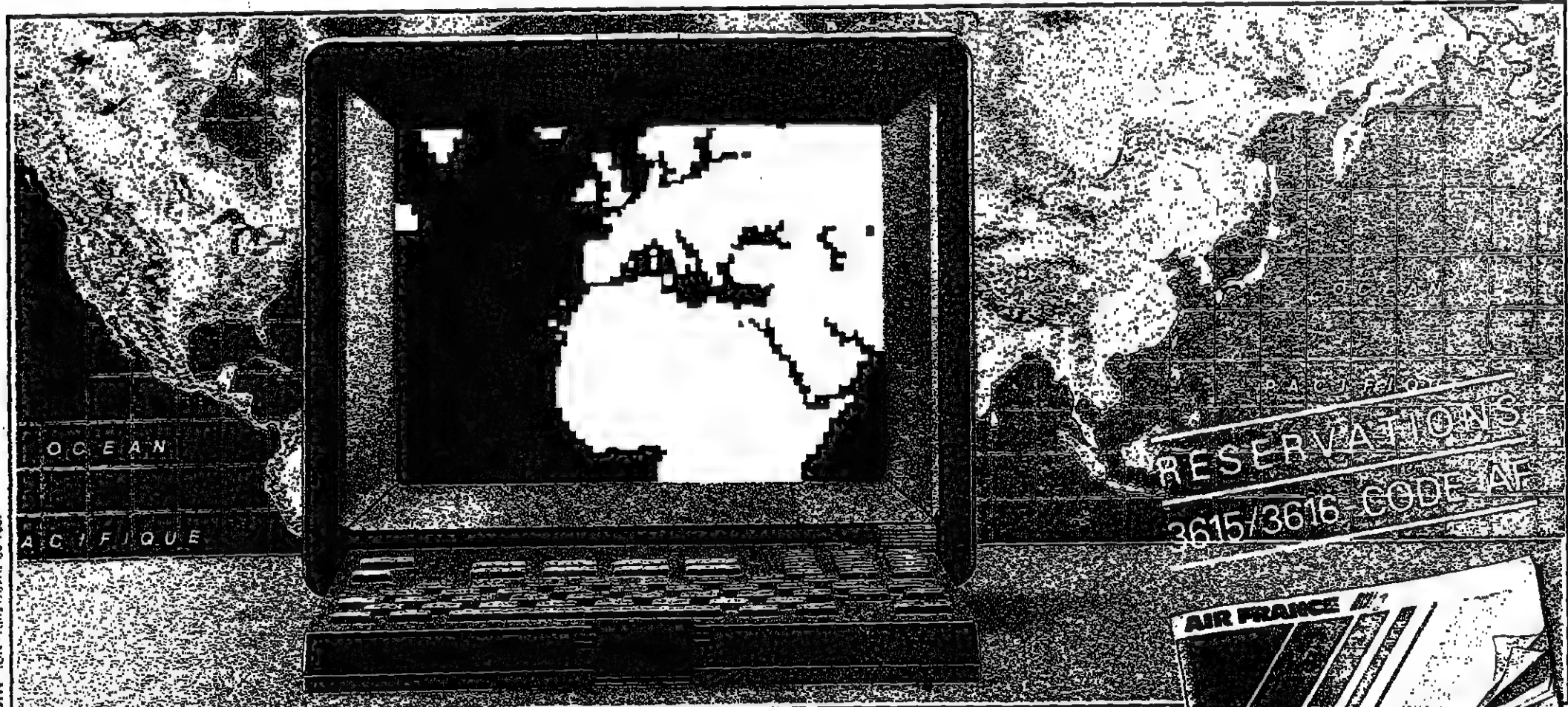
ELECTIONS EUROPEENNES

Tous les résultats
du 18 juin

Service télématique du Monde

36.15 LM

Une seule compagnie au monde vous ouvre la réservation par minitel.



Air France est la première compagnie aérienne au monde qui, pour faciliter vos déplacements, vous donne accès 24 h sur 24 à la réservation par minitel. Améliorer notre service, c'est aussi améliorer l'accès à nos différents services.

Depuis le 31 mai, en tapant 3615 ou 3616 code AF, vous pouvez réserver votre place sur tous nos vols directs (sans correspondance), votre réservation est immédiatement enregistrée et il vous suffit ensuite de retirer votre billet dans votre

Agence Air France, chez votre Agent de voyages ou à l'aéroport. Bien sûr, vous avez aussi accès à tous les renseignements utiles : informations sur les horaires des vols, les tarifs, les vols en cours ainsi que nos offres promotionnelles.

Vous rendre le monde de plus en plus facile est une façon de vous prouver que pour nous, vous êtes le centre du monde.

Pour nous, vous êtes le centre du monde.

مركز العالم

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Aux trois semaines consécutives de hausse pendant lesquelles la Bourse a progressé de 5 %, atteignant un passage de nouveaux sommets, a succédé une ère d'incertitude. Au fil des jours, l'avance acquise s'est globalement effacée. L'indice CAC a reculé de 1,5 % vendredi à 480,40 dans un marché troublé où les intervenants ont à nouveau été victimes du syndrome du « syndrome des indices ». Ce mal, issu du krach d'octobre 1987, provoque un ralentissement très net des échanges à l'annonce de la publication prochaine d'indicateurs économiques. Si la semaine se révèle riche en nouvelles de ce type, l'incertitude est garantie. De plus, ce virus agit de manière imprévisible. Observé pour la dernière fois vendredi au mois, il est réapparu avec force ces jours derniers. Le programme était effectivement dense avec deux résultats américains (la balance commerciale d'avril et l'indice des prix de détail de mai) et une réunion des autorités monétaires allemandes. Le tout concentré jeudi et vendredi.

D'entrée de jeu, la semaine a mal débuté et n'est allée qu'en s'aggravant. La flambée des prix de gros aux Etats-Unis (+ 0,9 %) révélée à la veille du week-end, a ravivé les craintes d'une reprise de l'inflation écartant toute possibilité de détente des taux d'intérêt. Les investisseurs, redoutant alors que cette tendance ne soit confirmée par les autres indices à venir, optaient pour la prudence. L'indice instantané perdait alors 0,5 %. Même scénario mardi et mercredi (- 0,02 % et - 0,25 %) dans une ambiance extrêmement calme. Paradoxalement la journée de jeudi, très attendue, sera morose. Le marché ne réagira ni à la décision de la Bundesbank de maintenir inchangés ses taux, ni aux 8,8 milliards de dollars de déficit outre-Atlantique.

« C'était prévu », emment-on au pied des colonnes. La journée s'achève sur un recul de 0,32 %. Surpris par la forte baisse de Wall Street où le Dow-Jones a perdu 1,15 %, l'attitude des intervenants sera tout autre durant la dernière séance. A la prudence, s'est ajoutée une légère inquiétude. Dès l'ouverture, l'indice instantané perdait 0,5 %. Le recul ira ensuite en s'accroissant, descendant jusqu'à 1,5 % après la publication des prix de détail aux Etats-Unis (+ 0,6 %), dont le niveau laisse craindre une reprise de l'inflation.

Dans ce climat incertain, propice aux rumeurs les plus diverses — parmi lesquelles l'éventualité d'un nouveau krach, — les gérants de portefeuilles sont restés sur la réserve, se refusant à sombrer dans le pessimisme. Toutefois certains, « par précaution », ont allégé leurs positions en vendant des titres et en se joignant ainsi au mouvement initié par de nombreux particuliers. Mais la motivation de ces derniers est autre. A l'approche de la libéralisation des courtages, une partie de la clientèle

Le temps des incertitudes

privée a cédé des actions, redoutant un relèvement important des tarifs pour leurs futures transactions. Malgré les nombreux appels à la modération lancés de toutes parts aux investisseurs.

Le dernier en date provient de l'Association française des banques (AFB). Celle-ci a annoncé, jeudi 16 juin, que les établissements financiers s'étaient ralliés aux vœux exprimés par M. Régis Rousseau, président du conseil des Bourses de valeurs. Il devrait donc, en principe, ne pas y avoir une trop grande augmentation de la facturation des petits ordres, ni un abaissement des courtages trop important pour les grosses transactions.

Un étrange communiqué

Du côté des sociétés, la semaine aura été moins spectaculaire que la précédente, marquée par les importantes acquisitions de Lafarge et de BSN. Toutefois, le géant de l'agro-alimentaire français s'est à nouveau distingué en prenant le contrôle de la brasserie Henninger Heilbronn, deuxième producteur grec de bière. Cette nouvelle a eu peu d'effets sur l'évolution du titre, les analystes s'attendant toujours sur les possibilités de digestion du groupe d'Antoine Riboud. A l'inverse, les valeurs de l'armement Matra, Lachaire et Thomson CSF se sont appréciées au vu des retombées possibles du contrat de 18 milliards de francs signé entre la France et l'Arabie saoudite.

Les assemblées générales d'actionnaires au cours desquelles les dirigeants présentent les perspectives de leurs sociétés ont agi sur l'évolution de quelques cours boursiers, comme ceux de De Dietrich et de Vallourec. Dans le premier cas, les intervenants ont bien accueilli les propos du président du groupe, M. De Dietrich. Le carnet de commandes de la division ferroviaire et mécanique est important, tout comme celui de la chimie, qui dépasse les 100 millions de francs. La réaction a été identique au lendemain de la réunion des porteurs de parts de Vallourec, avec, en plus, un zeste de spéculation. Le résultat devrait être « en progression sensible », mais ce qui intrigue et attire le plus reste la stratégie de l'espagnol Tubacex. Ce fabricant de tubes, entré dans le capital de son homologue français en septembre 1988, ne cesse d'augmenter sa participation. D'un peu plus de 10 % elle est passée récemment aux alentours de 20 %.

Mardi un communiqué particulièrement étrange de la Société des Bourses françaises indiquait, sans aucune

explication, que Tubacex avait « franchi dans le capital de la société Vallourec au moins, le 2 juin 1989, le seuil de 20 %, puis en baisse le même jour, le 6 juin 1989 ». Les interprétations sur cet aller-retour sont multiples. L'une d'entre elles serait le refus par le Trésor français du renforcement de la participation de la firme espagnole. Dans le même temps Tubacex aurait fait savoir que cet investissement était « nul » et qu'il souhaitait pouvoir détenir au moins la cinquième du capital de la firme française pour intégrer dans la consolidation de ses comptes. Il n'y aurait donc aucune intention malicieuse et donc pas de volatilité d'OPA.

Le capital de Vallourec est en effet assez soudé, tout comme l'est celui du BNV dont les mouvements sur le titre restent pourtant toujours importants. Mercredi, M. Jean-Pierre Boubou, président de cette chaîne de grands magasins, annonçait que la Bankers Trust Américaine lui avait notifié le verse de sa part de 5,45 % du capital. Il a toutefois affirmé alors ne pas connaître l'identité de l'acquéreur. Au palais Brongniart le nom de l'homme d'affaires néo-zélandais Ron Brerley, qui possède déjà 5 % des titres, revenait à nouveau avec insistance.

Sur le second marché, les cotations de Creeks étaient suspendues jeudi « dans l'attente d'une opération financière ». Le groupe français de « sportswear » pour les quinze-vingt-cinq ans pensera prochainement sous le contrôle des chamoisiers André. Ce dernier devrait racheter les parts des deux dirigeants fondateurs, MM. Jean-Paul Fabiani et Bernard Gauthier, et envisager de contrôler plus de 50 % du capital. L'opération se fera en Bourse dans le cadre d'un mandat de cours à 480 F pendant quinze jours, soit à un prix inférieur à la dernière cotation du titre (484,50 F).

Enfin le développement des places boursières dans le monde et leur attrait pour de nombreux investisseurs, quel que soit le pays, entraînent la multiplication de produits particulièrement sophistiqués. Vendredi, deux d'entre eux ont fait leur entrée sur le marché au comptant sous les rubriques « émissions internationales » cotées en dollar. Il s'agit de deux « options » sur les indices Standard and Poor 500 et Nikkei, donnant la possibilité aux professionnels de miser, Rho Vivienne, dans un cas sur l'évolution de la place new-yorkaise, de l'autre sur celle de Tokyo. Ces nouveaux outils de gestion sont émis par la société britannique Bankers Trust International avec le concours de la société de Bourse Philippe. Ensemble, ils ont déjà lancé en février un tel produit sur l'indice CAC 40, le baromètre de la Bourse de Paris.

DOMINIQUE GALLORS.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Très nerveux

Wall Street a débuté la semaine sur un nouveau record, mais a ensuite cédé à la pression des prises de bénéfices, exacerbée par des considérations d'ordre technique et par le dérapage brutal du dollar. L'indice Dow Jones, qui avait franchi la barre des 2 500, pour atteindre son plus haut niveau depuis le krach (2 518,66), a terminé la semaine en retrait de 27,04 points par rapport au vendredi précédent. La nervosité était de mise dans l'attente d'importantes statistiques économiques mais également en raison de l'expiration vendredi d'une série d'options liées aux indices boursiers à terme, que le jargon boursier nomme « journées des trois sorcières ». Le climat s'est détérioré, jeudi, l'indice perdant 28,36 points en raison d'une chute brutale du dollar. La dernière séance a été irrégulière, le Dow Jones s'apprêtant de 11,38 points.

Indice Dow Jones du 16 juin : 2 486,38 (contre 2 513,42).

	Cours 9 juin	Cours 16 juin
Alcoa	68	66 1/8
AT&T	56 1/4	55 3/4
Bear	76	76 3/8
Chase Man. Bank	39 1/2	38 3/8
De Post de New York	118 3/4	109 7/8
Eastman Kodak	50 1/4	48 5/8
Exxon	43 7/8	42 1/8
Ford	48 3/8	46 7/8
General Electric	54 5/8	53 3/8
General Motors	41 1/4	41 7/8
Goodyear	26 5/8	26 1/4
IBM	168 3/8	169 1/2
ITT	39 3/8	38 3/4
Mobil Oil	58	56 3/4
Pfizer	61 3/4	57 3/8
Schlumberger	39 7/8	38 3/4
Texas	49 1/2	46 7/8
UAI Corp. (ex-At&T)	117 1/2	121 3/4
Union Carbide	27 7/8	27
USX	66 3/8	62 3/4
Westinghouse	43 3/8	43 3/4
Xerox Corp.	43 3/8	43 3/4

LONDRES

Stabilité

Le bilan de la semaine se traduit par une certaine stabilité au Stock Exchange, bien que les séances aient été contrastées en raison de l'attente de plusieurs indicateurs économiques tant britanniques qu'américains. Vendredi, l'indice des actions a perdu 0,32 %, l'indice des actions à terme a gagné 0,32 %, l'indice des actions à terme a gagné 0,32 %, l'indice des actions à terme a gagné 0,32 %.

Indice « FT » du 16 juin : 12143,9 (contre 12142,1) ; 30 valeurs 1771,8 (contre 1775,7) ; fonds d'Etat, 84,61 (contre 84,80) et mines d'or 182,4 (contre 189,5).

	Cours 9 juin	Cours 16 juin
Beecham	624	616
Bovril	475	467
BP	289 1/2	285
Charter	584	583
Comstock	338	335
De Bours (*)	15 3/8	15 3/8
Free Gold (*)	7	7
Globe	13 1/4	13 1/4
GLS	16 1/8	16
ICI	12 29/64	12 29/64
Reunert	779	768
Shell	419 1/2	418
Unilever	557	573
Warren	222	229
War Loan	37 5/16	37 5/16

(*) En dollars.

FRANCFORT

Consolidation

Les valeurs ont consolidé leur position cette semaine après les records enregistrés jeudi. Selon les milieux boursiers, la tendance reste cependant à la hausse en raison des bons résultats conjoncturels. Le Igeur repart l'explication par l'attente des résultats des élections européennes et par les turbulences sur le marché des changes.

Indice du 16 juin : DAX 1 426,54 (contre 1 438,75) ; Commerzbank 1 779,8 (contre 1 785,4).

	Cours 9 juin	Cours 16 juin
ABG	215	229
BASF	212,18	205,10
Bayer	311,08	306
Commerzbank	242	243,70
Dresdnerbank	564	552,40
Hoechst	308,10	294,20
Karstadt	529	529
Mannesmann	252,50	247,50
Siemens	535	542,50
Volkswagen	416	418,50

TOKYO

Fortes baisses

La Bourse a enregistré une forte baisse cette semaine alors que le dollar déprécie, jeudi, les 150 yens font la première fois depuis presque deux ans. Les investisseurs sont restés prudent, à l'écart, intrigués par les fluctuations de la devise américaine qui redondait à 145 yens vendredi.

Indice du 16 juin : Nikkei 33 055,17 (contre 33 639,98) ; Topix 2 440,17 (contre 2 503,41).

	Cours 9 juin	Cours 16 juin
Aidai	816	790
Brigantine	1 628	1 620
Coca	1 798	1 930
Fuji Bank	3 488	3 420
Sanwa Bank	1 940	1 960
Mitsubishi Electric	2 390	2 380
Mitsubishi Heavy	1 190	1 180
Sany Corp.	7 670	7 610
Toyota Motors	2 680	2 670

Alimentation

	16-6-89	Diff.
Bégis-Say	678	- 25
Bouygues	3 055	- 20
BSN	653	- 17
Carrefour	3 175	+ 30
Casino	211,50	- 2,50
Eurochemie	2 939	+ 141
Guyane et Gasc.	936	- 34
LYMHE Multi-Hen.	4 147	+ 57
Nestlé	29 350	+ 850
Océid. (Cie)	884	- 6
Olda-Caly	423	- 7
Pernod-Ricard	1 292	+ 29
Promod (1)	3 062	- 58
St-Louis-Bouillon	1 355	- 5
Sources Ferris	1 519	+ 101

(1) Coupon de 38 F.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	16-6-89	Diff.
PME 10,6 % 1976	102,20	+ 0,50
8,90 % 1977	126,33	+ 0,07
10 % 1978	103,36	+ 0,15
9,80 % 1978	99,20	- 2,70
9 % 1979	100,38	+ 0,13
10,80 % 1979	105,28	+ 0,30
16,20 % 1982	103,52	+ 0,03
16 % 1982	106,55	- 0,06
15,75 % 1982	101,49	- 0,13
CNE 3 %	3 810	- 0,07
CNE 6 %	101,72	- 0,07
CNE 8 %	101,72	- 0,13
CNE 10 %	101,72	- 0,08

Banques, assurances

	16-6-89	Diff.
Bail Équipement	317,10	- 18,90
Banque (Cie)	521	- 8
Cetelem	890	+ 83
CFP	810	- 30
CFP	464	- 6,50
Chargem SA	1 250	- 100
Eurofrance	1 660	- 65
Hénila (La)	556	- 19
La Redoute	490	- 5
Lochness	855	- 2
Midland	1 334	- 23
Midland Bank	211,70	- 0,30
OPF	1 459	- 426
Paris de rées	426	- 19
Préhabili	1 170	+ 5
Schneider	770	- 13
Société générale	490	- 28
Suez (Cie Fin.)	337	- 6,50
UCB	239,50	- 5,50
Paribas	689	- 5,50

Filatures, textiles, magasins

	16-6-89	Diff.
Agache (Fin.)	1 435	- 7
BHV	613	- 70
CFP	2 234	- 34
Danart	2 985	+ 9
Dunlop	559	- 13
Galerie Lafayette	1 075	- 22
La Redoute	332	- 6
Novelles Galeries	600	- 15
Printemps	780	+ 15
SCOA	83,10	- 0,90

Métallurgie

	16-6-89	Diff.
Alpi	353,10	- 7,90
Avions Desautels-B.	735	+ 15
De Dietrich	1 465	- 45
FACOM	1 224	+ 24
Fives Lille	478,50	- 10,10
Marine Wadec	456,70	- 0,30
Pembert	462,50	- 12,50
Poussier SA	1 660	- 70
Sagem	1 504	- 100
Saint-Chaillou	280	- 9
Strafor	1 083	- 5
Vallorec	729	- 20
Vallorec	412,50	- 2,40

(1) Coupon de 115 F.

Valeurs diverses

	16-6-89	Diff.
Accor	710	+ 24
Arjomari	2 590	- 15
Bic	764	- 20
Bis	525	- 61
Club Méditerranée	661	- 15
Eastel	3 385	+ 25
Europe 1	738	+ 34
Groupe CMA	3 410	- 5,50
HAVAS	960	- 31
L'Air liquide	622	- 6
L'Oréal	4 056	- 54
Navigation Minie	1 003	- 30
Nord-Est	191,20	- 3,20
Saint-Gobain	698	- 15
Suez (2)	436	- 22
Six Rosignol	1 251	- 100

(1) Coupon de 20 F.

(2) Coupon de 20 F.

Pétroles

	16-6-89	Diff.
BP - France	132,50	- 14
Elf-Aquitaine	524	- 24
Esso	503	- 19
Exxon (1)	291,50	- 4,62
Petrolia	2 865	- 20
Primagas (2)	650	- 54
Raffinage	1 655,10	- 11,90
Royal Dutch	415,10	+ 2
Sogefar (3)	343,20	- 91,70
Total	312	- 516

(1) Coupon de 20 F.

(2) Coupon de 39,90 F.

(3) Coupon de 20 F.

Matériel électrique services publics

	16-6-89	Diff.
Aksteel	3 060	- 55
Alstom	1 514	- 9
CGE	448	- 9
Croze	636	+ 11
CSSE (ex-Signaux)	548	- 21
Général des Eaux	1 956	- 71
IBM (1)	729	- 9
Interchimie	1 392	- 39
ITT	481	- 100
Legrand (2)	3 677,50	- 62,50
Modèle	253,20	- 5,20
Lyonnais des Eaux	1 733	- 2
Matras-Gérin	340	+ 3
Matras-Gérin	4 450	- 20
PM Labinal	1 080	- 20
Radisson	592	- 51
Schlumberger	265	- 6,10
SEB	1 600	- 40
Siemens	1 600	- 100
Thomson-CSF	218	- 10

(1) coupon de 7 F.

(2) coupon de 23,50 F.

(3) coupon de 20 F.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 16 juin 1989

	16-6-89	Diff.
Prémier	107,70	- 107,70
+ 1 an	107,70	- 107,70
+ 2 an	107,12	- 107,62
+ 3 an	107,28	- 107,74
+ 4 an	107,24	- 107,74

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	12 juin	13 juin	14 juin	15 juin	16 juin
RM	2 002 931	2 518 966	2 027 408	2 280 662	-
Comptant	7 674 236	8 113 109	10 029 292	10 178 195	-
R. et obl.	413 292	525 996	379 167	381 082	-
Actions	-	-	-	-	-
Total	10 090 459	11 158 071	12 435 867	12 839 939	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

	11-6-89	11-6-89
--	---------	---------

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'ECU moins cher que le dollar ou le franc français

La Caisse nationale des autoroutes (CNA) a lancé, mercredi dernier, un emprunt euro-obligataire de 150 millions d'ECU que tous les spécialistes s'accordent à considérer comme l'opération à taux fixe de type classique la mieux réussie, la plus équilibrée de la semaine. Garantie par la République française, les obligations seront remboursées au taux de 8,75 % l'an durant dix ans. Le prix d'émission est de 101,75 %, ce qui correspond à un rendement brut à l'échéance de 8,48 % et à un rendement au pied des commissions de 8,79 %.

Huit jours plus tôt, ces conditions auraient vraisemblablement été jugées beaucoup trop justes pour assurer un placement satisfaisant. On n'aurait guère donné de chances à une nouvelle émission en ECU offrant un taux de rémunération facile de moins de 9 %. La veille encore, les obligations auraient été émise à des coupons de 8,875 %. Tout le mérite de la transaction, qui dirige la banque Paribas, est d'avoir répondu au bon moment à un vif regain d'intérêt de la part des prêteurs pour des placements en monnaies européennes, quand finissait de déferler une énorme vague d'achats de titres en dollars déclenchée par les événements du Pérou.

L'opération CNA retient également l'attention parce qu'elle aura devancé de quelques jours l'annonce officielle de changements importants dans la composition du panier des monnaies qui constituent l'ECU, l'unité monétaire européenne. Ces changements, qui prendront effet en septembre, devraient être rendus publics ce lundi 19 juin. Ils traduiront l'inclusion dans l'ECU des devises italiennes, pesetas et escudo, qui représenteront ensemble vraisemblablement 5,5 % à 6 % du panier. En contrepartie, il faut s'attendre à une diminution sensible du poids du mark et du florin, celui du franc français étant appelé à augmenter quelque peu.

Pourtant du fait même de l'incertitude qui subsiste, aucun autre emprunteur n'a, ces deux dernières semaines, sollicité le marché des emprunts en ECU de type classique à taux fixe. L'émission CNA est en conséquence déjà considérée comme une sorte de référence et c'est très probablement par rapport à elle que l'on mesurera les prochaines émissions à long terme des tout premiers

emprunteurs qui s'apprêtent à lever des fonds en ECU.

Par ailleurs, l'emprunt de la CNA a bénéficié d'une publicité supplémentaire liée à une rare convergence de taux d'intérêt. La semaine dernière, les courbes de rendement des obligations en trois monnaies ou unités monétaires avaient tendance à se rejoindre pour ce qui est des obligations à long terme.

Tant en dollars des Etats-Unis qu'en francs français ou en ECU, le niveau facial de l'intérêt à servir aux investisseurs se situait aux alentours de 9 %. La jonction aurait pu se faire mardi s'il y avait eu assez d'émissions nouvelles dans tous les compartiments de l'euro-marché. Mais, dès le lendemain, il apparaissait clairement que le moins cher des trois était celui de l'ECU. Si, en effet, mercredi, la même CNA s'était présentée en dollars ou en francs, elle aurait eu à faire miroiter l'appât d'un coupon de 8,875 %, c'est-à-dire un huitième de point de pourcentage de plus qu'en ECU.

C'est précisément ce niveau de 8,875 % qu'offre pour sa dernière émission en euros francs un emprunteur du secteur public français, l'Interfinance crédit national qui se présente sans la garantie de la République. Dirigé par le Crédit commercial de France, l'emprunt de 750 millions a été lancé sur la base d'un prix d'émission de 101,5 % soit une marge de 33 cen-

times au-dessus des fonds d'Etat correspondants. La mesure de cette marge est, en l'occurrence, très importante parce qu'elle est au cœur d'un accord, dit de « tirage différé des fonds », conclu entre l'emprunteur et la banque chef de file. Un tel accord prévoit que l'emprunteur pourra durant une période donnée, disposer, selon ses besoins, de fonds à un coût relatif fixé par avance par rapport aux obligations du Trésor.

La technique est utilisée de façon régulière par la Banque européenne d'investissement lorsqu'elle emprunte en francs français, que ce soit sur le marché national ou sur l'euro-marché. L'emprunt Interfinance a reçu un fort accueil de la part des investisseurs. Sa durée est de sept ans et les obligations ont été émises à 101,50 % du pair.

Deux autres émissions en francs français ont vu le jour la semaine passée, pour la Compagnie bancaire qui, sous la direction du Crédit lyonnais, a greffé une nouvelle opération de 750 millions sur une souche existante pour porter à 1,45 milliard le total de l'emprunt, et celle d'Olivetti, qui, par le truchement du même Crédit lyonnais et du CCF, émet pour 750 millions d'obligations à huit ans sur la base d'un coupon de 9 %. La Compagnie bancaire offrait à son lancement 43 centimes de plus que les obligations du Trésor français, la marge étant de 56 centimes dans le cas d'Olivetti. Ces conditions ont trouvé la faveur des investisseurs.

La générosité des Bulgares

La Bulgarie a-t-elle surpris son entrée dans le cercle des emprunteurs du marché euro-obligataire ? On est en droit de le soupçonner au vu de l'impressionnante performance des obligations émises mardi dernier au pair (100 %) par la Banque bulgare du commerce extérieur. Il s'agit d'une transaction de 200 millions de deutschemarks d'obligations remboursées au taux facial de 8,50 % l'an durant sept ans. Vendredi 16 juin, trois jours après leur lancement, les titres se négociaient sur le marché primaire à un prix de 102,05 %, soit un rendement de 8,10 %.

Ce rendement était de plus de 1 % (107 centimes précisément) supérieur au Libor, le taux d'intérêt à court terme interbancaire offert à Londres qui sert de référence internationale. S'il s'agit d'un crédit bancaire et non d'un emprunt obligataire, le débiteur

aurait eu à débourser 75 centimes seulement de plus que le Libor pour lever la même somme. Or un emprunt de ce genre est bien souvent traité comme un crédit déguisé.

Il reste que Sofia a atteint son objectif en faisant connaître le nom d'un des établissements publics bulgares sur le marché international des capitaux. C'est là que réside le succès de cette première transaction dont la générosité était peut-être nécessaire à une introduction par la grande porte de l'euro-marché. La Banque bulgare du commerce extérieur ne s'était jusqu'alors adressée au marché international que de façon discrète, presque en cachette, par la voie des placements privés en yens. Son emprunt en marks est dirigé par la Bayerische Vereinsbank.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Un dollar très turbulent

« On ne sait plus très bien où l'on en est ! » Tel était le sentiment dominant sur les marchés financiers internationaux à la fin de la première moitié de ce mois de juin, au terme d'une semaine marquée par de violentes turbulences et des sauts d'humeur spectaculaires.

Initialement, le dollar se raffermissait sur sa lancée de la semaine précédente, après l'annonce d'une hausse des prix de gros de 0,9 %. Cette hausse laissait présager le maintien de la politique restrictive de la Réserve fédérale des Etats-Unis et donc une stabilité des taux d'intérêt, au lieu de la détente escomptée. Cette montée s'accompagnait à l'approche des résultats de la balance commerciale américaine pour le mois d'avril, les analystes pronostiquant une diminution du déficit à un niveau légèrement supérieur à 8 milliards de dollars contre 8,9 milliards de dollars en mars, chiffre porté, après révision, à 9,54 milliards.

Les banques centrales avaient beau intervenir, très massivement et plusieurs fois dans la même journée, rien n'y faisait. Paradoxalement, ce fut la confirmation des pronostics des analystes, jeudi, avec un déficit commercial de 8,3 milliards de dollars, chiffre considéré comme très favorable, qui marqua le sommet de la grappe. Le dollar bondit d'abord à près de 2,05 DM, 151,80 yens et

6,95 F. au plus haut depuis deux ans, avant de refluer spectaculairement quelques heures après, à 1,99 DM, 146 yens et 6,77 F sous la pression des ventes bénéficiaires et des interventions des banques centrales.

Le lendemain, vendredi, un nouveau coup fut porté à la devise américaine par l'annonce d'une augmentation de 0,6 % des prix de détail américains en avril, plus forte que prévu. Loin de doper le dollar, comme auparavant, en suivant le raisonnement « montée de l'inflation égale durcissement de la politique de la Réserve fédérale et maintien des taux d'intérêt à un niveau élevé », cette annonce le fit glisser. Il fallait voir l'effet de revente massive des bons du Trésor américains achetés en spéculation les jours précédents, phénomène qui avait contribué à pousser la hausse du billet vert puisque les acheteurs de bons devaient en acquérir pour règlement.

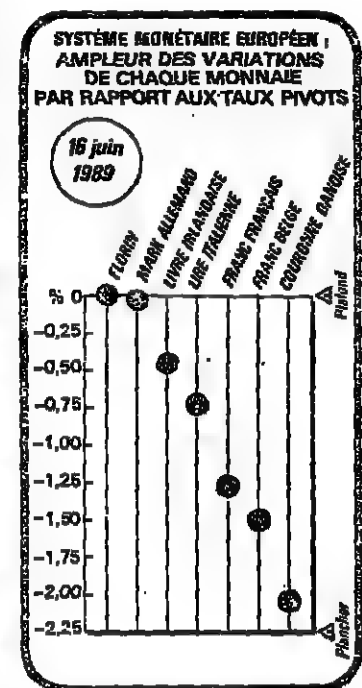
Au cours de cette semaine agitée, les analystes pensaient que le dollar avait, pour l'instant, pris un coup dans l'aile, mais à Francfort, par exemple, nombreux sont ceux qui le voient bientôt à 2,15 DM, certains analystes fixant à plus de 2,40 DM son point d'équilibre.

Tout, pourtant, a été fait pour contenir la poussée de la devise amé-

ricaine. Les banques centrales ont vendu presque 10 milliards de dollars, la Banque du Japon se déclarant prête à en vendre pour son compte 1 milliard par jour, et le ministre japonais des finances aurait demandé aux investisseurs institutionnels nippons de limiter leurs achats. Mais tout cela n'a pas été efficace. La demande de dollars en provenance d'Asie, des producteurs de pétrole du Moyen-Orient et d'Europe est trop forte, du moins pour l'instant.

En Europe, la livre sterling s'est affaiblie à nouveau sur la rumeur d'un nouveau relèvement des taux d'intérêt et sur l'annonce d'un taux d'inflation dépassant 8 %. Le franc suisse a fini par se raffermir un peu grâce au taux d'intérêt meurtrier pratiqué par la Banque nationale helvétique. Le deutschemark, enfin, s'est raffermi par rapport au franc français, son cours se rapprochant à nouveau de 3,40 F, comme la semaine dernière.

F. R.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 12 AU 16 JUIN

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Franc italien	Line
New-York	1,5410	—	14,7819	56,2411	56,2269	239,81	44,6030	0,0020
Paris	1,5400	—	14,7384	57,3394	56,9991	238,66	44,5270	0,0088
Bruxelles	16,4240	2,7650	—	394	336,77	16,2238	354,74	4,6817
Madrid	16,5095	6,7650	—	389,85	334,57	16,4953	354,9	4,6694
Zurich	7,4420	1,7181	25,3265	—	56,1280	4,1175	76,5324	1,0587
Stockholm	2,7014	1,7440	25,7837	—	87,8259	4,1622	72,2365	1,2907
Oslo	3,8681	1,8916	25,4305	115,56	—	4,7146	88,8046	1,3778
Frankfurt	3,1042	2,0878	25,5357	114,91	—	4,7828	88,7511	1,3793
Amsterdam	64,2977	41,76	6,1641	24,2865	289,44	—	18,5994	2,8508
Bratislava	64,9081	41,90	6,1754	24,6052	289,50	—	18,5562	2,8537
Australie	3,0772	2,2589	33,2292	129,47	112,67	5,3089	—	1,5523
Manille	22,6134	1,445	215,49	841,58	725,77	34,6533	644,51	—
Hong Kong	22,6134	1,445	215,49	841,58	725,77	34,6533	644,51	—
Taipei	22,6134	1,445	215,49	841,58	725,77	34,6533	644,51	—

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 16 juin : 4,6495 F contre 4,6473 F le vendredi 9 juin.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Perplexité

« On s'y comprend plus rien », soupire un opérateur en fin de semaine en contemplant, sur son écran de terminal, les cabrioles des taux d'intérêt dans le monde, et surtout aux Etats-Unis, grand marché directeur pour l'ensemble du monde.

Quoi, vendredi 9 juin, on annonce une augmentation des prix de gros de 0,9 % aux Etats-Unis pour le mois de mai, et les rendements des emprunts américains se mettent à chuter ? Logiquement, ils auraient dû monter, puisque cette augmentation, très supérieure à celle prévue (de l'ordre de 0,4 % à 0,5 %), ne devrait guère inciter la Réserve fédérale des Etats-Unis à assouplir sa politique, comme beaucoup d'opérateurs l'espéraient encore la semaine dernière. Mais non, les rendements ont baissé dans un premier temps, tombant à 8,08 % sur l'emprunt du Trésor américain à trente ans, au plus bas depuis janvier 1988, lorsque la même Réserve fédérale accordait libéralement des liquidités pour effacer les séquelles du krach d'octobre 1987.

Des achats massifs de bons du Trésor des Etats-Unis étaient notés le vendredi 9 juin en provenance d'Asie, notamment dans une optique plutôt spéculative. Las ! Vendredi 16 juin, l'annonce d'une augmentation de 0,6 % des prix de détail américains en mai faisait l'effet d'une douche froide, et les rendements des bons en question se remettaient à monter, passant à plus de 8,30 % sur le trente ans. En même temps, beaucoup d'acheteurs de bons américains les revendirent en hâte, d'où la baisse du dollar et un flottement généralisé sur les marchés.

En France, ces fluctuations se sont répercutées sur le MATIF, d'abord très optimiste, où les cours s'élevaient à 108 sur les échéances juin et, maintenant, septembre pour retomber assez brutalement en fin de semaine à 107,26 et 107,74, en dessous des niveaux de la fin de la semaine dernière.

Dans ce contexte peu éclairant, il faut noter les propos tenus par le gouverneur de la Banque de France, M. Jacques de Larosière, devant les membres de l'Association des trésoriers d'entreprise (AFTE). « Il est clair que nous devons maintenir les

taux d'intérêt (français) à un niveau susceptible de prévenir tout risque de dérive de la demande interne (ce qui entraînerait un accroissement de notre déficit extérieur) et de garantir la stabilité du franc dans le mécanisme du S.M.E. » A bon entendement, salut ! Le gouverneur avait noté, précédemment, que le rythme de croissance des financements de l'économie risquait de rester « assez élevé ». Bien que la distribution des crédits aux particuliers tende à se ralentir, notamment les crédits de trésorerie (+ 15 % de progression annuelle en ce moment contre + 20 % en 1988 et + 36 % en 1987), les concours des banques aux entreprises continuent à augmenter de 20 %, ce qui est beaucoup.

Certes, les banques sont en train de reconquérir des parts de marché, assurant 73 % de la distribution des financements en 1988 contre 67 % en 1987, mais ce phénomène impose un « réglage strict de la demande interne », toujours pour des questions d'équilibre du solde extérieur.

Encore un avertissement, suivi d'un autre : parlant de l'aplatissement, voire de l'inversion, des courbes de rendement à court et long terme, M. de Larosière incite à la prudence : « Une telle configuration, assez exceptionnelle, apparaît comme le signe d'une bonne crédibilité de la politique monétaire et traduit l'absence d'anticipations d'une reprise de l'inflation : les agents économiques estiment alors que la hausse des taux à court terme est transitoire et continuent de privilégier les placements à long terme. Elle n'en présente pas moins le risque, si les anticipations venaient à se retourner, d'un ajustement de la hiérarchie des rendements. »

Ainsi, la grande firme de courtage américaine Shearson-Lehman estime que le rythme de l'inflation aux Etats-Unis pourrait revenir à 3 % ou 4 % au second semestre. Chez Salomon Brothers, au contraire, on voit l'inflation s'accroître en fin d'année à un rythme voisin de 9 %. Cette accélération, M. Richard Hoey, chef économiste d'une autre grande firme de courtage américaine, s'y attend également, couplée à une récession en 1990.

Dans l'intervalle, c'est-à-dire fin 1989 et début 1990, si la poursuite de la croissance et une deuxième vague de tension inflationniste coïncident avec un accès de faiblesse du dollar, on pourrait, selon lui, revoir des taux d'intérêt à deux chiffres, 11 % par exemple sur l'emprunt à trente ans du Trésor.

La perplexité règne donc sur le marché financier, ce qui explique le comportement médiocre du marché obligataire cette semaine, du moins en ce qui concerne les émissions à long terme. Ainsi l'emprunt de 1 milliard de francs du CEFME assimilable à l'émission de juillet 1988-1997 à 8,50 % nominal, avec un rendement de 8,67 %, a reçu un accueil très moyen, le marché trouvant les conditions beaucoup trop « tirées » et estimant que le CEFME avait beaucoup émis depuis le début de l'année (4,5 milliards de francs).

L'emprunt de 1 milliard de francs de Financier (pour le compte des SDR) a été encore moins bien traité, le rendement de 8,69 % étant, lui aussi, jugé insuffisant. Enthousiasme très moyen, enfin, pour l'adjudication de la Caisse de refinancement hypothécaire (CRH), qui a recueilli 1 milliard de francs. Ainsi, les incertitudes qui règnent sur le marché rendent tout le monde prudent, en dépit de l'optimisme indéfectible manifesté par certains.

Sur le marché de l'argent à court terme à Paris, enfin, la tension a persisté, le taux au jour le jour se maintenant au-dessus de 9 %, pour glisser au-dessous de ce niveau en fin de semaine.

On dit aussi que le Trésor aurait des problèmes de liquidités par suite de la grève larvée de ses comptables et a tiré sur la Caisse des dépôts, qui n'aurait pu alimenter le marché comme elle le fait habituellement, d'où une tension temporaire.

A signaler enfin que la Banque fédérale d'Allemagne a maintenu ses taux directeurs en dépit de la hausse du dollar et a même prodigué des liquidités à 6,50-6,80 %, c'est-à-dire moins chères que la semaine précédente et en quantités plus abondantes.

FRANÇOIS RENARD.

MATIÈRES PREMIÈRES

Activité fébrile sur le sucre

Après une période d'expectative liée aux événements politiques en Chine, le sucre s'est résolument réorienté à la hausse alors qu'une certaine fébrilité est emparée du marché physique. A Londres, le rouble a terminé la semaine à 287,50 dollars la tonne sur octobre après avoir touché 288 dollars, un niveau que ce produit n'avait pas connu depuis plus de dix mois. Le sucre blanc était également ferme, l'échéance d'octobre clôturant à 352 dollars la tonne. A New-York, la livre de rouble, a, quant à elle, dépassé la barre des 13 cents.

En milieu de semaine, des rumeurs concernant l'importation de sucre de trois pays : la Chine, l'URSS et le Venezuela, ont réveillé le marché. Pékin, dont les intentions étaient guettées depuis déjà plusieurs jours, aurait acquis 300 000 tonnes. Cette information a d'autant plus alerté les opérateurs que la Chine n'avait pas

encore procédé à des achats alors que ses besoins à l'importation sont estimés à 2,5 millions de tonnes cette année. Autre acteur de premier plan sur le marché, l'Union soviétique serait actuellement à la recherche d'environ 500 000 tonnes. La maison de négoce française Sucres et Denrées, qui a récemment passé un accord de livraison important avec Moscou, a reçu de gros volumes lors de l'expiration de l'échéance mai à New-York et serait en train de préparer une exportation d'environ 1,5 million de tonnes vers l'URSS. Selon de nombreux observateurs, la firme française a été particulièrement active sur le marché du physique ces derniers temps et a notamment acheté un cargo à la République dominicaine à un prix supérieur de 0,30 cent au cours du contrat spot de New-York.

Le café au plus bas

Le Venezuela serait également acquiescer de 100 000 à 150 000 tonnes de blanc à court terme. Toutefois, certains opérateurs jugeaient cette rumeur sans fondement en estimant que les besoins de Caracas étaient d'ores et déjà satisfaits. Le Venezuela a en effet acheté de 250 000 à 350 000 tonnes livrables cette année. Des appels d'offre de la part de l'Inde, du Bangladesh, de la Syrie et de l'Iran sont aussi prévus dans les prochains jours.

Face à cette demande soutenue, les courtiers ont remarqué des reports de position de l'échéance juillet vers celles d'octobre 1989 et de mars 1990, effectués par les firmes Sucres et Denrées et EDF-Man. Ce qui pourrait signifier une tendance à la raréfaction du sucre

disponible sur le marché au comptant. Les fonds américains investis en matières et les spéculateurs ne s'y sont d'ailleurs pas trompés en soutenant les cours du marché à terme par leurs achats.

Si le sucre connaît aujourd'hui un regain d'intérêt, les denrées tropicales qui l'accompagnent généralement sur la table du petit déjeuner sont au plus mal. Après l'échec des négociations sur l'avenir de l'accord international du café qui expirait théoriquement en septembre prochain, les cours de l'arabica et du robusta sont tombés à leur plus bas niveau depuis dix mois. Cette baisse des prix a entraîné une nouvelle réduction des 350 000 sacs de 60 kilos du quota global à l'exportation fixé par l'accord international. L'opposition entre le Brésil, la Colombie (respectivement premier et second producteurs mondiaux) et les pays producteurs de café d'autres deux (Amérique centrale notamment) soutenus par les Etats-Unis, premier consommateur mondial, risque à terme de déboucher sur un marché libre du café avec, comme corollaire, un effondrement des cours.

Le cacao n'est guère mieux loti. La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, a certes vendu le solde de sa récolte 1988-1989 (soit 280 000 tonnes) à la firme américaine Philip Brothers et ne dispose donc plus d'une fève en stock. Mais ce cacao, qui n'a pas encore trouvé de consommateur final, vient s'ajouter aux 200 000 tonnes gelées par Sucres et Denrées. Pendant ce temps, la maison londonienne Gill and Duffus vient de réviser à la hausse son estimation de l'excédent mondial (le cinquième en cinq ans) pour l'année 1988-1989 en la portant à 309 000 tonnes contre une prévision précédente de 199 000 tonnes.

ROBERT REGUER.

PRODUITS	COURS DU 16-6
Café h. g. (Londres)	1 669 (+ 37) Livres/tonne
Trois mois	—
Arabica (Londres)	1 965 (+ 5) Livres/tonne
Trois mois	—
Nickel (Londres)	11 349 (- 300) Dollars/tonne
Trois mois	—
Sucre (Paris)	2 850 (+ 118) roubles/tonne
Sept	—
Café (Londres)	1 140 (- 81) Livres/tonne
Juillet	—
Cacao (New-York)	1 119 (- 58) Dollars/tonne
Juillet	—
RH (Chicago)	394 (+ 13) Cents/boisson
Juillet	—
Mais (Chicago)	262 (+ 9) Cents/boisson
Juillet	—
Soja (Chicago)	215,20 (+ 10,8) Dollars/t. court
Juillet	—

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

مناومة الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Iran : le sort de la révolution islamique. 4 Irlande : poussée de la gauche aux législatives. - L'hommage à la mémoire d'Imre Nagy. 5 Fin de la visite de M. Mitterrand en Pologne. - Chine : Canton inquiète mais réaliste.	6 Le scrutin du 18 juin : les dernières interventions. - Le groupe d'extrême droite espère renaitre. - « Livres politiques », par André Laurens. 7 Elections législatives partielles en Grèce.	8 Non-secu général dans l'affaire Luchaire. 9 Les Soviétiques font des révolutions sur l'accident nucléaire de l'Oural, survenu il y a trente-deux ans. - Sports : France-Nouvelle-Zélande en rugby. - Communication.	10 Cinéma : un entretien avec M. Tarik Ben Ammar. - Photographie : « Le voyage en Italie » à la fondation Doune-Thiers. - Bibliographie : « La muséologie selon Georges Henri Rivière ».	14 La hausse des prix aux États-Unis et en Grande-Bretagne inquiète les autorités monétaires. - L'entrée de la peseta espagnole dans le SME. 15 Le 38 ^e Salon du Bourget. 16 Revue des valeurs. 17 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 12 Météorologie : poursuite de la grève. Mots croisés 12 Radio-télévision 12 Spectacles 11	Les grandes écoles. 3615 tazes LEMONDE Dimanche les européennes 3615 tazes LM

GRANDE-BRETAGNE : M^{re} Thatcher en mauvaise posture aux élections européennes

Champagne chez les travaillistes

LONDRES
de notre correspondant

On pouvait entendre les verres tinter, vendredi 16 juin, au siège du Parti travailliste, un austère bâtiment de briques situés à Southwark, une banlieue populaire à forte population immigrée du sud de Londres. Le Labour s'installe dans ce quartier excentré en 1979, lorsqu'il ne fut plus possible de payer le loyer de l'ancien immeuble nettement plus prestigieux, situé à deux pas du Parlement. M^{re} Thatcher venait d'arriver au pouvoir.

Les travaillistes eux-mêmes avaient fini par la croire invincible. Le sondage réalisé par la BBC à la sortie des bureaux de vote, jeudi soir, lors du scrutin européen, les a libérés d'un formidable complexe (le Monde du 17 juin). Il leur donne douze points d'avance sur les conservateurs et leur prédit près de deux fois plus de sièges qu'à ces derniers au Parlement de Strasbourg. Même

si le décompte officiel ne commence que dimanche soir, même si le véritable pouvoir n'est pas en jeu, il apparaît désormais que la Dame de fer peut être battue dans une élection nationale. Après tant d'années marquées, on comprend que le champagne coule à flots dans l'immeuble de Southwark.

Les festivités avaient d'ailleurs commencé dès jeudi soir à l'Our blanc, un pub de Vauxhall, un quartier voisin de Southwark, où les travaillistes ont brillamment remporté le même jour une élection partielle. Ils étaient en même temps un succès identique obtenu à Glasgow, en Écosse. « C'est tellement inhabituel et peu familier pour nous de nous sentir victorieux », nous confie M. Julian Eccles, un des jeunes conseillers de M. Neil Kinnock, le leader du parti.

« Je n'étais pas là en 1974, lors de notre dernière victoire électorale (remportée par M. Harold Wilson, NDLR), mais les anciens disent que

la joie est plus profonde aujourd'hui, poursuit notre interlocuteur. Il s'agit d'un triomphe pour Kinnock, pour sa nouvelle équipe, pour sa révision du programme du parti. La première tâche de Kinnock était de persuader les travaillistes qu'il fallait évoluer. Il l'a accomplie. La seconde consiste à convaincre l'opinion. Il est en train d'y parvenir... »

Le grand tournant a été, le 9 mai, l'abandon de la doctrine « unitariste », qui exigeait l'abandon unilatéral, sans contrepartie d'aucune sorte, de l'arsenal nucléaire britannique dès l'arrivée du Labour au pouvoir. C'est également fini de l'obsession d'une renationalisation totale des entreprises privatisées par M^{re} Thatcher. Le téléphone et la distribution d'eau seulement seraient rendus au secteur public.

M. Bryan Gould, responsable du commerce et de l'industrie dans le cabinet fantôme et l'une des « têtes pensantes » de l'équipe de M. Kinnock, a parlé vendredi d'une « sub-

nouvelle ». Pour les travaillistes, M^{re} Thatcher paye son « arrogance » aussi bien à l'égard de l'Europe que de ses propres ministres auxquels elle demande une soumission jusqu'à jamais pratiquée dans le système britannique.

« Elle est allée trop loin », entend-on dire ici à propos de sa croisade anti-européenne. D'autant que de nombreux spécialistes de la City attribuent la montée inquiétante de l'inflation — qui a atteint 8,3% en rythme annuel, son plus haut niveau depuis sept ans, selon les chiffres publiés précédemment vendredi — au refus de M^{re} Thatcher, malgré l'avis favorable du chancelier de l'échiquier, M. Nigel Lawson, d'adhérer au système monétaire européen. Les élections générales ne sont prévues que pour 1991 ou 1992, mais incontestablement quelque chose a changé en Grande-Bretagne : les travaillistes croient à nouveau à leurs chances de retourner au pouvoir.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Au Sénat

Adoption du projet de loi sur la détention provisoire

Le Sénat a adopté, vendredi 16 juin en seconde lecture, le projet de loi relatif à la détention provisoire, par 156 voix contre 83. Comme en première lecture, le groupe RPR a voté contre ce texte tandis que les sénateurs socialistes et communistes se sont abstenus (le Monde du 13 avril).

Les élus du Palais du Luxembourg ont réintroduit dans le projet, contre l'avis de M. Pierre Arpelt, garde des sceaux, l'obligation faite au juge de motiver son ordonnance de mise en détention provisoire. En revanche, M. Marcel Rudloff (Un. cent., Bas-Rhin), rapporteur de la Commission des lois, n'a pas convaincu ses collègues de voter à deux ans le maximum de la détention provisoire en matière criminelle, qui demeure ainsi fixée à un an.

A propos de la détention provisoire des mineurs âgés d'au moins seize ans, les sénateurs ont approuvé l'amendement déposé par le gouvernement, soutenu par la Commission des lois, selon laquelle cette détention ne peut excéder un mois lorsque la peine encourue n'est pas supérieure à cinq ans. Pour M. Rudloff, un accord « n'est pas à exclure » sur ce projet de loi lors de la réunion de la commission mixte paritaire.

Le Sénat a également adopté, en seconde lecture, dans les mêmes termes qu'à l'Assemblée nationale, la proposition de loi relative à la révision des condamnations pénales. De même les sénateurs ont-ils approuvé les conclusions de la commission mixte paritaire sur le texte relatif à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales.

Mouvement diplomatique avant que la France accède à la présidence de la CEE

Bréviaire de combat au Quai d'Orsay avant que la France n'assume, à partir du 1^{er} juillet, la présidence de la CEE. Comme si on s'était aperçu au dernier moment et au plus haut niveau de certaines insuffisances cachées, toute cette agitation s'est traduite par une série de mouvements diplomatiques qui ne font pas que des heureux. C'est ainsi que M. Philippe Louet, représentant de la France auprès de la CEE depuis novembre 1988, a été nommé à Brasilia, c'est M. Pierre de Boissieu qui le remplace. C'est un bon connaisseur des questions européennes, puisqu'il fut longtemps député à la Commission de Bruxelles, auprès de l'ancien commissaire Ortoli.

économiques et financières au Quai d'Orsay, ne sera pas, il est vrai, déployé à Bruxelles, puisqu'il y a déjà été en poste à deux reprises. Il sera remplacé à La Haye par M. Jean-René Bernard, qui effectue ainsi son retour dans la carrière. Ces mouvements sont complétés par un changement à la direction des affaires économiques et financières de l'administration centrale. Le directeur, M. Jean-Bernard Quivria, ayant été nommé à Brasilia, c'est M. Pierre de Boissieu qui le remplace. C'est un bon connaisseur des questions européennes, puisqu'il fut longtemps député à la Commission de Bruxelles, auprès de l'ancien commissaire Ortoli.

M. de Boissieu aura pour première tâche de mener à bien la restructuration de sa direction, désormais divisée en trois services : 1) coopérations économiques (développement, politiques communes traditionnelles et nouvelles, comme marché intérieur, audiovisuel, transports, Europe sociale) ; 2) relations industrielles et financières internationales (exportation de matériels et de techniques sensibles) ; 3) environnement.

JACQUES AMALRIC.

● M. PIERRE DE BOISSIEU
Directeur des affaires économiques et financières.
[Né en 1945, ancien élève de l'ENA, M. de Boissieu est entré aux affaires étrangères en 1971. D'abord affecté au service Europe de l'administration centrale (1971-1973), il a été en poste à Bonn (1973-1977) puis détaché auprès de la Commission de Bruxelles (1977-1985) avant de revenir à Paris diriger le service de coopération économique au Quai d'Orsay.]

● M. JEAN VIDAL
Représentant de la France à Bruxelles.
[Né en 1938, ancien élève de l'ENA, M. Vidal a été en poste à Rome (1967-1972), à la représentation permanente auprès des Communautés (1972-1977) avant d'être nommé à l'administration centrale (1977-1979). Il a été représentant permanent adjoint à Bruxelles (1979-1984) puis directeur des affaires économiques et financières (1985-1988). Il avait été ambassadeur à La Haye en mai 1988.]

● M. PHILIPPE LOUET
Ambassadeur à Stockholm.
[Né en 1933, ancien élève de l'ENA, M. Louet a été nommé à la représentation permanente de la France auprès des Communautés (1966-1971). Il fut conseiller technique au cabinet du ministre du développement industriel (1971-1974). Après un retour à l'administration centrale (1974-1981), il a été représentant permanent adjoint auprès des Nations unies (1981-1985), ambassadeur à Ankara de décembre 1985 à septembre 1988. Il fut ensuite nommé représentant de la France auprès des Communautés.]

COLOMBIE

Regain d'activité de la guérilla castriste

Bogotá. — Cinq militaires ont été tués vendredi 16 juin en Colombie dans une embuscade tendue par l'Armée de libération nationale (ELN) dans la province de César (nord-est du pays), a annoncé la police. L'ELN — créée dans les années 60 par des sympathisants de M. Fidel Castro, comme le Père Camilo Torres — a également, pour la première fois, dynamité un entrepôt pétrolier, qui a brûlé, à Coveñas, un port situé sur la côte nord-ouest du pays. La guérilla castriste a, par ailleurs, enlevé un parlementaire, M. Luis Ignacio Guzmán, à Medellín, capitale de la province d'Antioquia.

Cette organisation est devenue aujourd'hui le principal artisan de ce que les autorités colombiennes ont surnommé le « pétro-terrorisme ».

Après l'initiative de paix lancée, le 1^{er} septembre dernier, par le président libéral Virgilio Barco, seul le M-19 (gauche nationaliste) a officiellement accepté d'entamer un dialogue avec le gouvernement. Mais les principales autres organisations de guérilla, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, procommuniste) et l'Armée populaire de libération (EPL, d'inspiration maoïste) ont accepté de faire taire les armes en signe de bonne volonté. Réclamant par tous les moyens la nationalisation du pétrole colombien, l'ELN a sa contrainte choisie l'escalade. — (A.F.F.)

Les festivités du centenaire de la tour Eiffel

M. Jacques Chirac, maire de Paris, et six mille invités triés sur le volet — dont l'ancien président américain Ronald Reagan — devaient assister samedi 17 juin à partir de 22 h 30 aux festivités organisées par la Ville pour le centenaire de la tour Eiffel. On y attendait également un nombre de spectateurs évalué à un demi-million. Au programme du grand show, dont le thème s'étend des fontaines du Trocadéro jusqu'aux façades de l'École militaire, des valeurs sûres : projections de flashs d'histoire sur l'écran géant, jeux de lumière, cascades liquides et surtout défilé de vedettes. Plácido Domingo devait chanter la Marseillaise, Johnny Hallyday apparaître au guidon d'une moto escortée de deux cents choristes, Mireille Mathieu, Claude Nougaro et Charles Trenet reprendre leurs chansons les plus célèbres.

Tout le quartier devait être interdit à la circulation sur un large périmètre entre 18 heures et 6 heures. Mais plusieurs lignes de bus ont été détournées sur le site de la tour Eiffel pour y déposer. En outre, les horaires du métro et ceux du RER ont été prolongés d'une heure. Le coût total de cette soirée « historique », dont le spectacle devait durer quatre-vingt-neuf minutes, sera de 89 millions de francs.

Le numéro du « Monde » daté 17 juin 1989 a été tiré à 526 725 exemplaires.

Les sénateurs

déclarent la loi de « dénoyautage » des privatisées au Conseil constitutionnel

Après les députés de l'opposition, les sénateurs ont à leur tour déclaré au Conseil constitutionnel la loi dite de « dénoyautage » des sociétés privatisées (le Monde du 13 juin).

Les sénateurs, auteurs du recours, demandent que la loi modifiant la loi du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations soit déclarée non conforme à la Constitution au motif que ses dispositions seraient contraires en principe d'égalité devant la loi contenue dans la Déclaration des droits de l'homme.

Selon les auteurs du recours, ce n'est pas parce que certaines sociétés « ont été nationalisées, d'ailleurs à des dates et par des textes différents, puis privatisées et donc identifiées à un moment donné comme constituant la catégorie des sociétés publiques destinées à être privatisées, que cette spécificité conjoncturelle justifie aujourd'hui qu'elles puissent faire l'objet de traitements discriminatoires ».

« Je soutiens », affirme M. Parrotti dans un communiqué, « que soit révoqué l'ancien ministre de l'Énergie, M. Jean-Louis Pons, et soit nommé à sa place un homme d'affaires italien, en effet, la provenance des moyens financiers dont son groupe dispose n'a rien d'innouveau ». « Elle est sans rapport, dit-il, avec les accusations fautes clauses qui me sont lancées. Je suis prêt à m'en expliquer. »

Pour protester contre l'insuffisance des droits de la défense

Deux cent cinquante détenus ont décidé de démettre leurs avocats

Plus de deux cent cinquante détenus de la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille, ont décidé de démettre leurs avocats, pour protester contre l'insuffisance des droits de la défense. Dans des lettres adressées au parquet et à l'ordre des avocats, ces détenus, dont l'action concertée pourrait s'étendre dans les prochains jours, estiment que « la défense ne peut assurer sa mission ». Ils déplorent « le comportement de certains magistrats » qui empêchent les avocats d'assurer le respect des droits de la défense et demandent que « les avocats puissent assister au moment de la garde à vue ceux qui sont présentés devant les services de police ».

Pour M. Jean-Jacques Campana, chargé de suivre cette question pour le bâtonnier, « il appartient maintenant à l'ordre de démettre des avocats commis d'office. Si cette proposition devait s'amplifier, il en résulterait un grippage de la machine judiciaire ».

L'agitation se poursuit d'autre part, dans certains établissements pénitentiaires comme la centrale de Saint-Maur (Indre) où une centaine de détenus ont refusé de regagner leurs cellules ainsi qu'à Lyon, où les forces de l'ordre sont intervenues.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi

(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-92.

Posta 4138

Le groupe tiers-monde - Banque de France - Le Monde

organisent une table ronde le vendredi 23 juin 1989 à l'Assemblée nationale

Développement et démocratie au péril de la dette

Inscriptions :

42-92-36-81 ou 42-92-31-60 ou 42-92-31-90

ШЛЕМ КРЕПКИЙ ПОЦЕЛУИ ИЗ РОССИИ



En première mondiale, du 12 au 24 juin 1989, KISS FM+ diffuse, en direct de Moscou, ses programmes à l'intention des soviétiques. 40 millions d'auditeurs chaque jour seront à l'écoute d'une radio occidentale. KISS FM+, la radio française à Moscou. Code 3615 KISS.



'BONS BAISERS DE RUSSIE

Avec Le Monde

SCARLETT

A C D E F G H

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

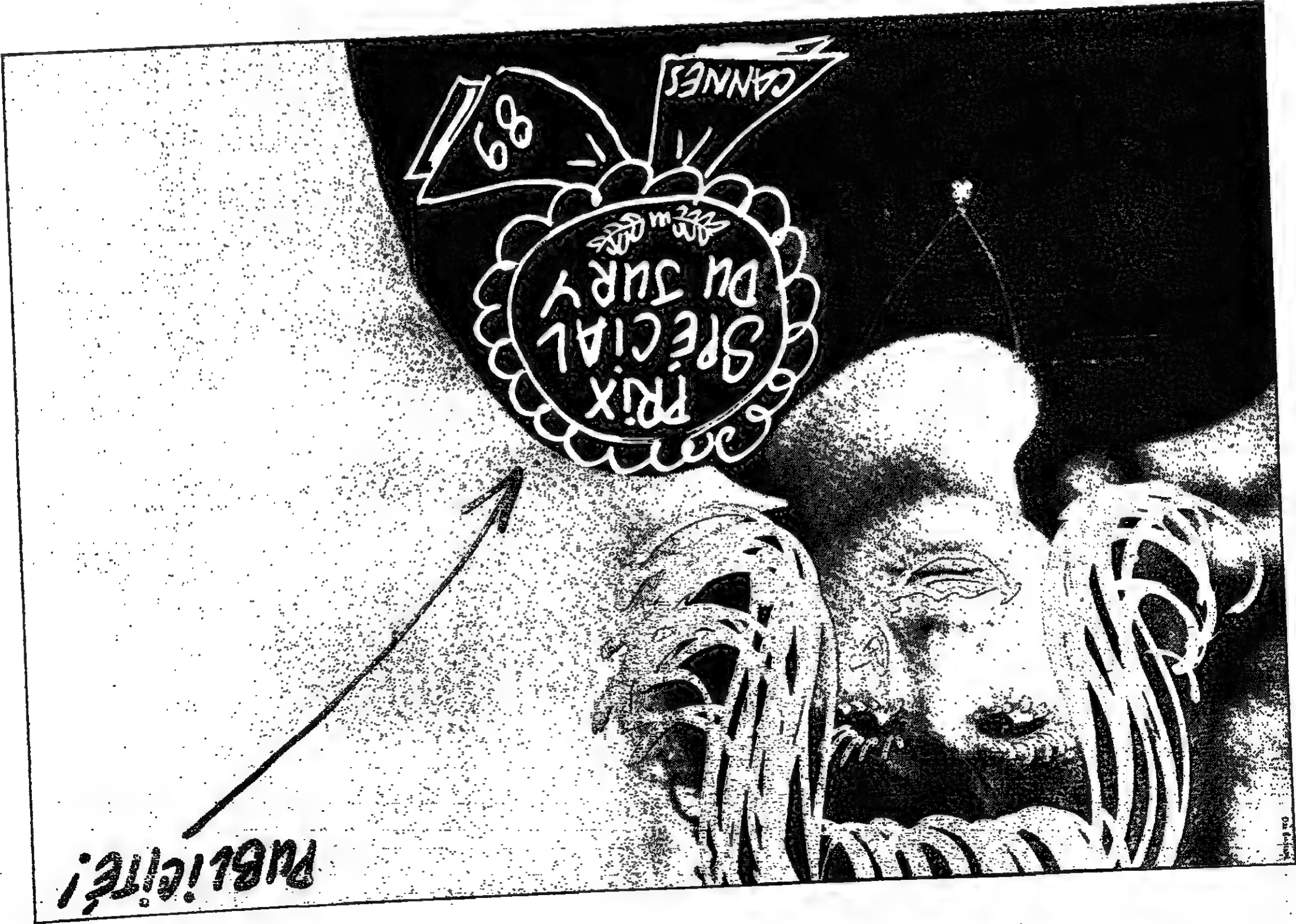
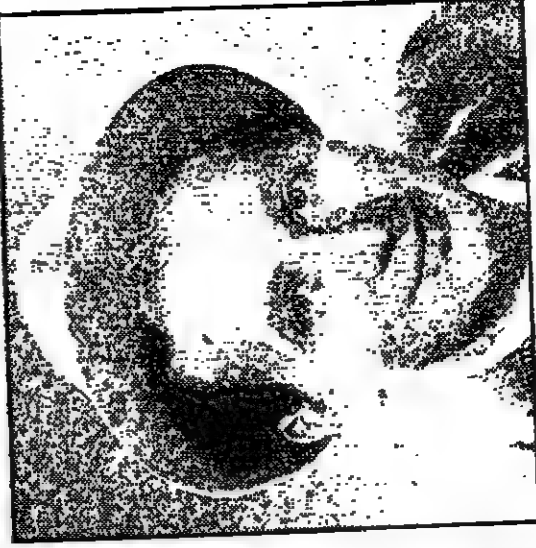
LA COMMÉMORATION DU BICENTENAIRE
A LA TÉLÉVISION

**Demandez
le programme !**



Oradour :
Quarante ans
à l'écoute
du malheur

Y'a d'la joie :
Trenet complice
de son époque



مكتبة امنه الاصل

Supplément au n° 13807. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 18 - Lundi 19 juin 1989.

هكذا مني الاصل

2

Les rendez-vous

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI
	19 juin	20 juin	21 juin	22 juin
TF	20 h 40 FEUILLETON La comtesse de Charny Louis XVI morte sur la vidéo. 22 h 10 MAGAZINE Super sexy	20 h 40 CINÉMA Par où t'es rentré ? On t'a pas vu sortir Jerry Lewis dans les bas-fonds du comique français. 22 h 20 MAGAZINE Ciel, mon mari !	20 h 45 VARIÉTÉS Scènes solides Avec Hugues Aufray, Bernadette Lafont. 22 h 40 VARIÉTÉS La fête de la musique	20 h 40 SOIRÉE SPÉCIALE La Terre perd la boule Des déformations de l'environnement à travers. 22 h 15 SÉRIE Dans la chaleur de la nuit
1	20 h 38 DÉBAT L'heure de vérité Michèle Nini. 22 h 25 MAGAZINE Comment ça va ? En forme pour l'été.	20 h 35 CINÉMA A mort l'enfer ! Séville féroce de la débâcle des foules. 22 h 10 DÉBAT Les dossiers de l'écran Violence et mort sur les écrans.	20 h 35 FEUILLETON La vallée des espoirs Fabrice troupe une compagnie. 22 h 30 VARIÉTÉS La fête de la musique Spécial chanteurs des 18.	20 h 35 CINÉMA La Légion sainte sur Kothmei Un réalisme quasi documentaire. 22 h 30 MAGAZINE Édition spéciale Le service militaire.
2	20 h 38 CINÉMA Les bêtises vertes Mandoline et anticomunisme hollywoodien. 23 h 20 MAGAZINE Océaniques Rencontre avec Mario Vargas Llosa.	20 h 35 SÉRIE V comme vengeance Une femme délaissée. 22 h 05 MAGAZINE Téléscop : faites vos jeux 23 h 30 CINÉMA Le sang des tropiques Action et atmosphère noie.	20 h 35 VARIÉTÉS La fête de la musique En direct de la Pyramide du Louvre et en duplex avec l'Opéra de Bruxelles. Avec Jacques Higelin pour la partie variétés.	20 h 35 CINÉMA Le samourai Aïnou Delon fascinant. 22 h 25 DOCUMENTAIRE Quand Quarante-cinq ans après le drame.
3	20 h 30 CINÉMA Les aventuriers de la quatrième dimension Des lycéens dans l'espace. 21 h 05 MAGAZINE Botanophot Du foot, de la boxe et du basket.	20 h 30 CINÉMA Ricky bushies La rébellion d'un jeune bourgeois. 22 h 10 CINÉMA Les châtiments Un scénario de Western. Violent.	20 h 30 DOCUMENTAIRE Y'a d'la joie Portrait de Charles Trenet. 22 h 15 CINÉMA El Dorado L'infamie d'un échec.	20 h 30 CINÉMA Les plus dingues des agents secrets Comédie loufoque. 22 h 05 CINÉMA Angelheart Déscente aux enfers d'un privé fauché.
CANAL	20 h 30 TÉLÉFILM Turbo Interceptor Une histoire de vengeance. 22 h 20 MAGAZINE Les rubriques de Sangria	20 h 30 CINÉMA Le retour des bidasses en folie Comique trouper. 22 h 15 MAGAZINE Ciné Ching	20 h 30 TÉLÉFILM La vengeance du forgeron Encore une histoire de vengeance ! 22 h 30 TÉLÉFILM La croisière maudite Les passagers meurent, les uns après les autres.	20 h 30 TÉLÉFILM Des filles craquantes ! Sur le campus. 22 h 30 CINÉMA Bahiro Comédie érotique avec Bo Derek.
LA	20 h 30 TÉLÉFILM La revanche d'un innocent La réinvention d'un prisonnier. 22 h 10 SÉRIE Chair de lune	20 h 35 TÉLÉFILM Les maris de l'enfer Une mystérieuse créature sème la terreur. 22 h SÉRIE Chair de lune	20 h 35 TÉLÉFILM La loi du Yukawa Le « milieu » japonais. 22 h 10 SÉRIE Chair de lune	20 h 35 TÉLÉFILM La cover-girl à disparu Le sergent Friday mène l'enquête. 22 h 10 SÉRIE Chair de lune
M	20 h 35 TÉLÉFILM La revanche d'un innocent La réinvention d'un prisonnier. 22 h 10 SÉRIE Chair de lune	20 h 35 TÉLÉFILM Les maris de l'enfer Une mystérieuse créature sème la terreur. 22 h SÉRIE Chair de lune	20 h 35 TÉLÉFILM La loi du Yukawa Le « milieu » japonais. 22 h 10 SÉRIE Chair de lune	20 h 35 TÉLÉFILM La cover-girl à disparu Le sergent Friday mène l'enquête. 22 h 10 SÉRIE Chair de lune

CHRONIQUE

31

La fine bouche

Par BRUNO FRAPPAT

Bien sûr nous inclinons à mettre sur l'acte la pièce sans culture de sécurité. Banalisation, normalisation, arrosage, contamination, circulation : tout se mêle et s'annule. La Chine coule dans notre eau revenue.

Les puissances odieuses se livrent dans notre imaginaire à une compétition incessante pour prendre la vedette et la chiper aux autres. Nous en aurons connu, en ce siècle, des monstres diaboliques ! Sans remonter à Hitler et à Staline, et pour s'en tenir aux plus récents, sur le podium de la détestation, Deng Xiaoping vient, malgré le handicap de l'âge, d'enfoncer tous ses rivaux. Franco, Gorbachev, Kadhafi, Pinochet, se souviennent-ils ?

Juste au moment où, comme par effusion, votre voix parvient à forcer l'embouteillage et à s'insérer à Pékin. En réponse, une voix féroce, sèche, débile, deux phrases. C'est du chinois. On risque, sans trop y croire, un « do you speak english ? ». L'imprévisible recommence à parler, comme si de rien était. Ça va du chinois. On renouvelle la proposition d'échanger en anglais des nouvelles du pays. Rien : des phrases, des blancs. Après quelques minutes, on entend sa propre voix, sa propre question. Le central de la détection n'est qu'un répondant téléphonique ! Frustration. On se venge en lançant à tout hasard un « freedom for China ! » imaginant déjà qu'un bureau de presse décrépète bientôt la bande, fera une fiche, la communiquera à ses supérieurs, précèdera que l'appel était anonyme (O) et qu'il n'y a malheureusement pas de possibilité de procéder à l'arrestation du saboteur des ondes.

L'idée qu'on se fait de la Chine vaut bien le prix d'une communication et d'une conversation impossible. Pictre d'épingle sur un mammoth, courage à distance, mais que faire ?

L'indignation est la seule arme de l'impulsivité. Il arrive qu'elle s'émousse. Le temps est son principal adversaire, la force des lois. La Chine, peu à peu, s'installe dans les médias. Pendant deux semaines elle a fait la une, nous valant même quelques (rares) éditions spéciales. Plus le sujet a perdu du goût dans la hiérarchie des nouvelles, la plus « ouverte » avec Pékin les journaux télévisés. La tragédie devient évanescence. Des « brefs » nous annoncent qu'elle continue, mais le cœur n'y est plus, l'esprit est ailleurs. L'immense empire s'effondre dans le bruit. Le bruit du brouillage des actualités successives, Chang et Roland-Garros, puis Gorbachev à Bonn, Mitterrand en Pologne, les euro-péennes brûlantes : les nuages défilent dans le ciel de l'Info. Passe la Chine, passent nos soucis.

La nouvelle la plus spectaculaire venue de Pékin, cette semaine aura été clâtonnée sur les ondes de la manière suivante : « la circulation a repris place Tiananmen ». Un auditeur distrait pouvait croire à un avis de Rosny-sous-Bois. Il ne manquait que le représentant de

l'impensable. Khomeiny défilant, Brejnev plus qu'enterré. Il avait la partie facile, le réformateur de la Chine moderne pour accéder à la distinction suprême.

Qui sait, pourtant, si, un jour, nous ne reverrons pas sur le jugement horrifié que nous portons sur lui ? Si la vie passait et une longévité exceptionnelle lui était généreusement accordée par l'éternel, Deng Xiaoping ne finirait pas par redevenir humain, souple, tolérable et même visible ? Absurde ? Sur l'impossibilité de tels retournements on ne mettra pas sa main au feu.

Prenez le cas du général Jaruzelski. Il n'est pas si ancien le temps où ce dictateur russe animal, pour contraindre notre foi démocratique, était l'incarnation même du totalitarisme : officiel, marié (comme la loi du même nom), Des cortèges goulusmes allongés, nos villes pour l'acabler. Laurent Fabius, chef du gouvernement, se déclarait « troublé », parce que François Mitterrand acceptait la visite à Paris de ce monstre intolérable.

Et que voit-on ? Le président de la République française, juchant la Bicentennale pour voyager dans la Pologne d'un Jaruzelski version 1989. Le même général, toujours aussi glorieux, se répandant devant les caméras, les micros et les styles pour dire que le général Walesa « mérite tout notre respect », expliquer avec

beaucoup de gentillesse (à TF1) que « sans la loi mariale, il n'y aurait pas eu de table ronde », que « la tempête devait se calmer pour que notre vaillant polonais puisse entrer dans des eaux maritimes ». Colosse, toujours au révérend Polonais d'Avant, qui avait bien pris conscience de l'« image de demain » qu'il était si sûr d'y avoir éternité. Ça, dire, au figaro, avec la moulelle infante qu'on imagine, « j'ai cru en Dieu, j'ai même été un enfant de chœur. Fendant six ans, j'ai été élève dans un internat religieux. C'est la parole polonaise ». Jaruzelski s'est tenu le la période « catho ». On a l'impression que la Pologne pourrait se remettre de sa période « Jaru ».

Mais son-ice vraiment là — la Chine, la Pologne, l'URSS de Gorbachev, la Hongrie qui ressuscite Nagy pour mieux l'interner, — les soutis du moment pour la France ? Non, Paris est en proie à une grave guerre civile mentale : faut-il célébrer avec l'acte le Bicentenaire ? Avec cet enlèvement passionnant : faut-il aller jusqu'à réduire la circulation et la stationnement pendant quelques jours dans quelques rues ?

Une sainte alliance, débordant la jute des classes, se met en place. On voit s'associer dans la protestation les saints réamant pour qui toute loi est ridicule, les transcurants de la boutique à l'horizon borie par le retour d'en face, la cohorte oisive des privilégiés priés de leur tuteur, courant, les plectons allentés par le discours dominant du camp de la bagniole, s'imaginant qu'on leur en veut alors qu'on ne — enfin ! — leur livrer un morceau de Paris, les grande-dames à qui la presse des beaux quartiers veut faire croire que leur cauchemar ordinaire s'aggrave... Et jusqu'à Jacques Chirac qui voit déjà, dans les toutes innocentes, touter les terroristes qu'on croyait rangés des cols plissés.

Chaque fête à ses griffeux. Il y a toujours, dans les baïs, les noces, un groupe qui se tient au fond, l'air supérieur et se moquant des autres. Ces coincés de la liasse prennent leur plaisir à la contemplation, naïf qu'ils des jolies autres et au commentateur qu'ils font des jolies qu'ils s'interdisent d'éprouver. Qu'ils le disent, nos pisse-froid, qu'ils s'avancent sur la scène et proclament le fond de leur pensée : que le Bicentenaire de la Révolution française ne vaut pas, à leurs yeux, une tunc, pas un rassemblement, pas un accroc à l'ordonnance — ment bien connu de notre capitale, que cette Révolution, ma loi, tout bien pesé, c'est notre chère mi-choi, que nous fîmes mais d'y avoir, depuis deux cents ans, attaché tant d'importance...

Il y voudraient que nous la célébrions en catimini, du bout des lèvres, comme à regret ? Ils voudraient que devant la planète entière, on tout montre l'aspiration à la démocratie, à l'œuvre, et minant le sous-bassement des potentialités, nous n'ayons aucune fierté d'avoir été — du moins nos aïeux — des précurseurs désordonnés ?

Comme dit le sage populaire : on est libre dans ce pays, on a le droit de libre être, on est en république ! Arrêtez la attitude pouille-supples ! Arrêtez le front un des terribles de mythes !



beaucoup de gentillesse (à TF1) que « sans la loi mariale, il n'y aurait pas eu de table ronde », que « la tempête devait se calmer pour que notre vaillant polonais puisse entrer dans des eaux maritimes ». Colosse, toujours au révérend Polonais d'Avant, qui avait bien pris conscience de l'« image de demain » qu'il était si sûr d'y avoir éternité. Ça, dire, au figaro, avec la moulelle infante qu'on imagine, « j'ai cru en Dieu, j'ai même été un enfant de chœur. Fendant six ans, j'ai été élève dans un internat religieux. C'est la parole polonaise ». Jaruzelski s'est tenu le la période « catho ». On a l'impression que la Pologne pourrait se remettre de sa période « Jaru ».

Mais son-ice vraiment là — la Chine, la Pologne, l'URSS de Gorbachev, la Hongrie qui ressuscite Nagy pour mieux l'interner, — les soutis du moment pour la France ? Non, Paris est en proie à une grave guerre civile mentale : faut-il célébrer avec l'acte le Bicentenaire ? Avec cet enlèvement passionnant : faut-il aller jusqu'à réduire la circulation et la stationnement pendant quelques jours dans quelques rues ?

مكتبة لامل

10

Mercredi 21 juin

TF 1

6.28 Magazine : Une première.

7.40 Club Dorothée matin.

8.26 Club Dorothée midi.

11.05 Desahs animés (G. Jos).

11.30 Club Dorothée midi (G. Jos).

12.30 Club Dorothée midi (G. Jos).

13.30 Club Dorothée midi (G. Jos).

14.30 Club Dorothée midi (G. Jos).

15.30 Club Dorothée midi (G. Jos).

16.30 Club Dorothée midi (G. Jos).

17.30 Club Dorothée midi (G. Jos).

18.30 Club Dorothée midi (G. Jos).

19.30 Club Dorothée midi (G. Jos).

20.30 Club Dorothée midi (G. Jos).

21.30 Club Dorothée midi (G. Jos).

22.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

23.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

24.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

25.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

26.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

27.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

28.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

29.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

30.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

31.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

32.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

33.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

34.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

35.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

36.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

37.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

38.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

39.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

40.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

41.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

42.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

43.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

44.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

45.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

46.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

47.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

48.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

49.40 Club Dorothée midi (G. Jos).

A 2

8.30 Télématin.

8.55 Magazine : Croquis math.

9.20 Club Dorothée midi.

10.20 Club Dorothée midi.

11.20 Club Dorothée midi.

12.20 Club Dorothée midi.

13.20 Club Dorothée midi.

14.20 Club Dorothée midi.

15.20 Club Dorothée midi.

16.20 Club Dorothée midi.

17.20 Club Dorothée midi.

18.20 Club Dorothée midi.

19.20 Club Dorothée midi.

20.20 Club Dorothée midi.

21.20 Club Dorothée midi.

22.20 Club Dorothée midi.

23.20 Club Dorothée midi.

24.20 Club Dorothée midi.

25.20 Club Dorothée midi.

26.20 Club Dorothée midi.

27.20 Club Dorothée midi.

28.20 Club Dorothée midi.

29.20 Club Dorothée midi.

30.20 Club Dorothée midi.

31.20 Club Dorothée midi.

32.20 Club Dorothée midi.

33.20 Club Dorothée midi.

34.20 Club Dorothée midi.

35.20 Club Dorothée midi.

36.20 Club Dorothée midi.

37.20 Club Dorothée midi.

38.20 Club Dorothée midi.

39.20 Club Dorothée midi.

40.20 Club Dorothée midi.

41.20 Club Dorothée midi.

42.20 Club Dorothée midi.

43.20 Club Dorothée midi.

44.20 Club Dorothée midi.

45.20 Club Dorothée midi.

46.20 Club Dorothée midi.

47.20 Club Dorothée midi.

48.20 Club Dorothée midi.

49.20 Club Dorothée midi.

FR 3

8.00 La méthode Victor.

8.15 La méthode Victor.

8.30 La méthode Victor.

8.45 La méthode Victor.

8.55 La méthode Victor.

9.10 La méthode Victor.

9.25 La méthode Victor.

9.40 La méthode Victor.

9.55 La méthode Victor.

10.10 La méthode Victor.

10.25 La méthode Victor.

10.40 La méthode Victor.

10.55 La méthode Victor.

11.10 La méthode Victor.

11.25 La méthode Victor.

11.40 La méthode Victor.

11.55 La méthode Victor.

12.10 La méthode Victor.

12.25 La méthode Victor.

12.40 La méthode Victor.

12.55 La méthode Victor.

13.10 La méthode Victor.

13.25 La méthode Victor.

13.40 La méthode Victor.

13.55 La méthode Victor.

14.10 La méthode Victor.

14.25 La méthode Victor.

14.40 La méthode Victor.

14.55 La méthode Victor.

15.10 La méthode Victor.

15.25 La méthode Victor.

15.40 La méthode Victor.

15.55 La méthode Victor.

16.10 La méthode Victor.

16.25 La méthode Victor.

16.40 La méthode Victor.

16.55 La méthode Victor.

17.10 La méthode Victor.

17.25 La méthode Victor.

17.40 La méthode Victor.

17.55 La méthode Victor.

18.10 La méthode Victor.

18.25 La méthode Victor.

la mélodie

le sens sont indissociables, où la clarté de la diction est primordiale. Il avoue avoir jamais commencé à travailler une mélodie sans avoir auparavant lu le texte de nombreuses fois, avec toutes les intentions qu'il comporte. Pour parvenir à une diction compréhensible, à une prononciation aisée, à une élocution souple, il convient d'avoir trouvé son rythme respiratoire : pour bien chanter, il faut d'abord se connaître soi-même.

Quant au souci de donner au poème une importance aussi grande qu'à la ligne vocale, il découle de cette conviction et bien formulée par Reynaldo Hahn : « La musique, bien qu'elle soit un admirable moyen d'expression, ne remplacera jamais la parole, mais elle peut concourir à l'exprimer plus fortement dans l'esprit. Dans une mélodie de sentiment, c'est la parole qui agit sur l'auditeur, mais elle agit de façon plus intense à cause de la musique. » La diction de Camille Maureau, claire et expressive sans affectation, incisive sans dureté, est avant tout musicale avec des couleurs, des demi-teintes et des éclats qui la distinguent immédiatement.

GÉRARD CONDE.

• Du lundi 19 au vendredi 23, 9 h 08 (jeudi 22, 9 h 23).

France-Musique

23



Camille Maureau.

Vendredi 23 juin

2.00 Les nuits de France-Musique.

2.30 Club de la musique ancienne.

3.00 Les nuits de France-Musique.

3.30 Club de la musique ancienne.

4.00 Les nuits de France-Musique.

4.30 Club de la musique ancienne.

5.00 Les nuits de France-Musique.

5.30 Club de la musique ancienne.

6.00 Les nuits de France-Musique.

6.30 Club de la musique ancienne.

7.00 Les nuits de France-Musique.

7.30 Club de la musique ancienne.

8.00 Les nuits de France-Musique.

8.30 Club de la musique ancienne.

9.00 Les nuits de France-Musique.

9.30 Club de la musique ancienne.

10.00 Les nuits de France-Musique.

10.30 Club de la musique ancienne.

11.00 Les nuits de France-Musique.

11.30 Club de la musique ancienne.

12.00 Les nuits de France-Musique.

12.30 Club de la musique ancienne.

13.00 Les nuits de France-Musique.

13.30 Club de la musique ancienne.

14.00 Les nuits de France-Musique.

14.30 Club de la musique ancienne.

15.00 Les nuits de France-Musique.

Samedi 24 juin

2.00 Les nuits de France-Musique.

2.30 Club de la musique ancienne.

3.00 Les nuits de France-Musique.

3.30 Club de la musique ancienne.

4.00 Les nuits de France-Musique.

4.30 Club de la musique ancienne.

5.00 Les nuits de France-Musique.

5.30 Club de la musique ancienne.

6.00 Les nuits de France-Musique.

6.30 Club de la musique ancienne.

7.00 Les nuits de France-Musique.

7.30 Club de la musique ancienne.

8.00 Les nuits de France-Musique.

8.30 Club de la musique ancienne.

9.00 Les nuits de France-Musique.

9.30 Club de la musique ancienne.

10.00 Les nuits de France-Musique.

10.30 Club de la musique ancienne.

11.00 Les nuits de France-Musique.

11.30 Club de la musique ancienne.

12.00 Les nuits de France-Musique.

12.30 Club de la musique ancienne.

13.00 Les nuits de France-Musique.

13.30 Club de la musique ancienne.

14.00 Les nuits de France-Musique.

14.30 Club de la musique ancienne.

15.00 Les nuits de France-Musique.

Dimanche 25 juin

2.00 Les nuits de France-Musique.

2.30 Club de la musique ancienne.

3.00 Les nuits de France-Musique.

3.30 Club de la musique ancienne.

4.00 Les nuits de France-Musique.

4.30 Club de la musique ancienne.

5.00 Les nuits de France-Musique.

5.30 Club de la musique ancienne.

6.00 Les nuits de France-Musique.

6.30 Club de la musique ancienne.

7.00 Les nuits de France-Musique.

7.30 Club de la musique ancienne.

8.00 Les nuits de France-Musique.

8.30 Club de la musique ancienne.

9.00 Les nuits de France-Musique.

9.30 Club de la musique ancienne.

10.00 Les nuits de France-Musique.

10.30 Club de la musique ancienne.

11.00 Les nuits de France-Musique.

11.30 Club de la musique ancienne.

12.00 Les nuits de France-Musique.

12.30 Club de la musique ancienne.

13.00 Les nuits de France-Musique.

13.30 Club de la musique ancienne.

14.00 Les nuits de France-Musique.

14.30 Club de la musique ancienne.

15.00 Les nuits de France-Musique.

15.30 Club de la musique ancienne.

16.00 Les nuits de France-Musique.

16.30 Club de la musique ancienne.

17.00 Les nuits de France-Musique.

17.30 Club de la musique ancienne.

18.00 Les nuits de France-Musique.

18.30 Club de la musique ancienne.

19.00 Les nuits de France-Musique.

هنا من الأصل

12

Jeudi 22 juin

TF 1

- 6.28 Magazine : Une première.
Après le journal à 5.30, 7.00 et 7.30 : Les cinq premiers.
7.40 Club Docobé malin.
8.30 Télé shopping.
8.40 Feuilleton : Histoire et passion.
9.40 Série : Les années folles.
10.05 Magazine : Viva la vie.
10.35 Trente millions d'années des années 80.
Séminaire : Les Coureurs de La Chaise, un projet de film sur le cinéma français.
11.00 Série : Dossiers d'histoire.
11.30 Les 50 ans de la France.
12.00 Télé shopping.
12.30 Journal, Métro et Bourse.
13.35 Feuilleton : La ligne de chemin.
14.30 Feuilleton : Au plaisir de Dieu.
15.00 Feuilleton : Les années folles.
16.35 Verdicts : La dernière aux châtiments.
18.00 Club Docobé.
18.00 Série : Les années folles.
18.55 Feuilleton : Saint-Just.
19.00 La Bible.
20.00 Journal, Métro et Bourse.
20.40 La terre pour la terre.

A 2

- 6.30 Téléshopping.
Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.30 Magazine : Météo bonjour.
De Monique Carr, présentée par Thierry Baccaro.
Le flash d'information à 10.00 et à 11.00.
11.25 Série : La fête à la maison.
11.55 Flash d'informations et météo.
12.00 Jeu : Les mariés de l'A 2.
12.30 Jeu : L'année d'or.
13.00 Journal et Météo.
13.45 Série : Falcão.
14.10 Feuilleton : Les chasses aux hommes.
15.10 Magazine : Du côté de chez Fred.
16.00 Spécial Vacances.
16.05 Flash d'informations.
16.35 Flash d'informations.
17.00 Magazine : Grégoire 6-15.
17.05 Les 50 ans de la France.
17.35 Les 50 ans de la France.
18.00 Série : Top modélisme.
18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.10 Antenne 2 régionale.
19.35 Série : L'homme à tout faire.
20.00 Journal et Météo.
20.35 Chronique : La légende sainte sur Kojak.
22.30 Magazine : Edition spéciale.
22.35 Informations : 24 heures sur la 2.
0.10 Météo.
0.15 Séquences spéciales.
0.20 Magazine : Du côté de chez Fred (contin.).

FR 3

- 10.20 Les Badoches. Émission du CNRS.
10.40 Géospace. Émission du CNRS.
11.00 Espace 3 : Canal espagnol.
11.45 Espace 3 : Canal espagnol.
11.55 1789 au jour le jour.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Flash d'informations.
12.30 Flash d'informations.
13.05 Série : Quand la liberté venait du ciel.
13.30 Magazine : Histoire de France.
13.45 Flash d'informations.
14.00 Magazine : Dictionnaire.
14.30 Questions au gouvernement.
17.00 Flash d'informations : Spécial jeunesse.
De 17.05 à 18.00 Années 3.
17.05 Petit ours brun.
17.10 Ulysse 31.
17.35 Signé Carle épais.
18.00 1789 au jour le jour.
18.05 Magazine : Dictionnaire.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Les 50 ans de la France.
19.10 Les 50 ans de la France.
19.35 Dictionnaire.
20.05 Dictionnaire.
20.35 Chronique : Le Sémoural.
22.30 Documentaire : Océan.
22.35 Informations : 24 heures sur la 2.
23.35 Journal et Météo.
23.45 Informations : 24 heures sur la 2.
0.00 Météo.

CANAL +

- 7.00 Dessins animés :
8.25 Gribou cadet.
9.30 Cinéma : Les plus dingues des agents secrets.
11.00 Cinéma : Les plus dingues des agents secrets.
11.30 Cinéma : Les plus dingues des agents secrets.
12.30 Cinéma : Les plus dingues des agents secrets.
13.05 Cinéma : Les plus dingues des agents secrets.
14.05 Cinéma : Les plus dingues des agents secrets.
15.40 Cinéma : Les plus dingues des agents secrets.
17.00 Cinéma : Les plus dingues des agents secrets.
18.30 Cinéma : Les plus dingues des agents secrets.
19.30 Cinéma : Les plus dingues des agents secrets.
20.35 Cinéma : Les plus dingues des agents secrets.
22.15 Cinéma : Les plus dingues des agents secrets.
23.15 Cinéma : Les plus dingues des agents secrets.
23.45 Cinéma : Les plus dingues des agents secrets.
0.20 Cinéma : Les plus dingues des agents secrets.

LA FÉLINE : La 5, 20 h 30

21

Paul Schrader, cinéaste ?

Tout scénariste n'est pas un cinéaste en puissance. Depuis dix ans, Paul Schrader a voulu vérifier. Le résultat laisse à désirer. La Féline en est une preuve, parmi d'autres.



La carrière de cinéaste est ouverte. Il est plus facile d'être scénariste que d'être cinéaste. Des critiques l'ont fait. La nouvelle vague en France, Berthelin, Bouché, Richardson offrent de bons exemples de ce parcours. Mais Paul Schrader, qui a écrit et réalisé *Yakuzas*, *Test Drive*, *Obsession*, *Raging Bull*, *La Dernière Tentation du Christ*, pour ne citer que les plus connus de son répertoire, n'a pas pu aller plus loin. Il a écrit et réalisé *Yakuzas*, *Test Drive*, *Obsession*, *Raging Bull*, *La Dernière Tentation du Christ*, pour ne citer que les plus connus de son répertoire, n'a pas pu aller plus loin. Il a écrit et réalisé *Yakuzas*, *Test Drive*, *Obsession*, *Raging Bull*, *La Dernière Tentation du Christ*, pour ne citer que les plus connus de son répertoire, n'a pas pu aller plus loin.

En fait, Paul Schrader est un scénariste qui a voulu vérifier. Le résultat laisse à désirer. La Féline en est une preuve, parmi d'autres. Paul Schrader est un scénariste qui a voulu vérifier. Le résultat laisse à désirer. La Féline en est une preuve, parmi d'autres. Paul Schrader est un scénariste qui a voulu vérifier. Le résultat laisse à désirer. La Féline en est une preuve, parmi d'autres.

JEAN-LOUIS MINOALONI

TF 1

6.30 Météo.
6.35 Série : Drôles d'histoires.
7.00 Bonjour la France, Bonjour l'Espace.
Émission de Jean Ollivier. Avec le bulletin météo à 7.10 et 7.45.
7.45 Magazine : Bonjour monsieur le maire.
7.55 Jardiniez avec Nicolas.
8.10 Club Dorothée dimanche.
8.30 Spécial Disney dimanche.
Le Guemri : Vianco Toule.
9.20 Club Dorothée dimanche (suite).
9.35 Dessin animé : Mes ténards années.
9.55 Pe de pito pour les croissants.
10.25 Magazine : Les animaux du monde.
Stratégie de survie dans le désert.
10.55 Magazine : Auto-moto.
11.25 Magazine : Téléfoot.
12.30 Jeu : Le juste prix.
12.55 Météo.
13.00 Journal.

13.15	Magazine : Reportages. Hosse, un méloisé ? et de Leducas de l'Yves.
13.30	Série : Un film dans le Néfilis.
14.30	Mondo Dingo.
14.50	Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.50	Tirés à Longchamps.
16.00	Série : Harry Fox, le vieux renard.
16.50	Dansons animés : Disney parade.
17.05	Variétés.
18.05	Y'a-t'il encore un coco dans le show ?
18.30	Série : Vivement lundi.
19.00	Magazine : 7 sur 7. D'Anne Sacchetti. Invités : Jean-Luc Haudecker.
19.55	Loto sportif.
20.00	Journal : Hétéro et Topie vert.
20.40	Cinéma : Prêt-à-porter. Film : Les Vagabonds, de Roman Polanski (1969). Film : Walter Matthau, Cita Campion.
22.05	Magazine : C'est dimanche.
22.45	Cinéma : Léon Morin prêtre.
22.50	Film : Janssac de Jean-Pierre Millaud (1970). Avec Jean-Paul Belmondo, Emmanuelle Béart.
0.50	Journal et météo.
1.10	Concert. Suite séparée, de de Falla, par Soule W. Alberton et Laurent Chabrier pour et piano, de Beethoven, par piano Peto.

18.5	6.30	Le journal permanent.
18.	—	<i>De 7.30 à 10.30 Dessins animés</i> —
18.	7.30	Venezuela et la magie des rêves.
19.	8.05	Moffit.
20.	8.30	Micha.
20.	8.65	Sandy Jonquille.
20.	9.20	Princesse Sarah.
21.	9.45	Rémi sans famille.
22.	10.10	Les défenseurs de la Terre.
22.	10.30	Variedades : Perfecto (rediff.).
23.	11.00	Série : Superminds.
23.	12.00	Série : Chasseurs d'ombres.
24.	13.00	Journal.
24.	13.25	Série : L'inspecteur Derrick.
25.	14.30	Série : Kojak.
25.	15.20	Série :

200 dollars plus les frais.

8.30	Magazine : Câlins-matin. Présenté par Michel Billoup, présentant le club L'opérid : Bogus : Cacra : Les tables d'Europe : Alex : Quin- Fuplex.
9.00	Connaitre l'islam.
9.15	Émissions arabites.
10.00	Présentation protestante.
10.30	Le jour du seigneur.
11.30	Messe en l'église de Charroux (Vienne).
12.05	Dinamisme Martin. - nous présentés Jacques Martin et Claude Sarraute.
13.00	Journal et Météo.
13.20	Dinamisme Martin. Le monde est à vous, avec Michel Delpech. <i>(Lire notre article page 28).</i>
14.55	Série : Macquyvet.
15.50	L'école des farces.
18.35	Vallée : Le main jaune. De Jerry London, avec David Soal. <i>Un privé enquête à Hongkong.</i>
18.10	Dessin animé.

19.25	Magazine : Surtout Z.	Cyclisme : championnat de France sur route à Montigny ; Triathlon : triathlon individuel à Châteaugay ; Tennis : tournoi Franco-italien de tennis à Brest ; Basket : championnat du monde aux États-Unis ; Football : championnat du monde à Mexico ; Ski nautique : Masters de Toulon ; Sports d'hiver : championnats du monde à Chamrousse ; Hockey : championnat du monde à Villeneuve-d'Ascq. Les résultats sont dans l'édition d'aujourd'hui.
19.30	Série : Maguy.	
20.00	Journal et météo.	
20.35	Série :	Les enquêtes du commissaire Maigret Les caves du Marquis, de Maurice Avo Jean Richard, Maurice Rabb, Allegret-Dongo, serveur, est un suspect chanceux... Diffusé une première fois le 8 juin 1987.
22.10	Magazine : Musiques au cœur.	Le concert de Carmen, film de Pe- dro Almodovar, avec Joséphine Dore, d'après Bizet, Mérimée, Melitiche et Lizbeth ; Les musiciens du monde, avec Zanava Gholi, Irena Kraljic, Jukka Järvelä, Carr-John Falkman. Dernière émission.
23.35	Météo.	
23.40	Magazine : Apog.	
0.05	Sport : Jeunes sportifs.	
0.19	Jacques Dorville, philadelphe.	
0.30	Sport : basket.	
0.20	Finales du championnat d'Europe.	

[illegible]

FR3

6.45 Magazine : Sports 3 (rediff.).
8.00 La méthode Victor.

De 8 h 15 à 9 h 00 Annusée

8.15 Dessin animé : Boubou.
8.25 Dessin animé : Ulysse 31.
8.30 Dessin animé : l'homme qui a vu l'homme.
8.50 Magazine : Rencontres.
9.00 Magazine : L'actualité.
Émission proposée par le FAS et l'ARA.
Invités : François Giudice et Gaëlle Wallraff.

10.30 Magazine : Latitudes.
11.30 RFO hebdo.
12.00 Magazine : Musicales (rediff.).
12.57 Flash d'informations.
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
Magazine agricole de Jean-Claude Wildemann.
13.30 Forum RMC-FR3.
14.30 Magazine : Sports locaux.
Automobile : championnat de France de Formule 3000 ; Ski : championnat de France à Val d'Isère ; Football : Masters de Toulouse ; Moto : Grand Prix de France 250 cc ; Les

trouilles Joux de l'avenir.
17.00 Flash d'informations.
17.03 Magazine : Montagne.
 De l'Alpe d'Huez au Col du Galien et Pierre Leostalli.
 La vision des montagnes.
17.30 Arènes 3.
 Sports adre : Sous la lune d'argent ; Les trois monnaies ; Les petits enlins ; Dan et Daup.
18.00 Série : La loi selon McClain.
 Danger, avec James Armes.
18.55 Flash d'informations.
20.02 Série : Benny Hill.
20.35 Documentaire : Optique.
 Programme, la loi de Philippe Collin.
 Les thématiques de la télévision américaine.
21.30 Magazine : Océaniques.
 Les océans, un monde, par Pierre-André Bonang.
 Les océans Rabinovic, Philippe Le More.
22.05 Journal en Médie.
22.30 Chénal : Gurs-agers. ■
 Les américains de Victor Saville (1950).
 Ann, Robert Taylor, Elizabeth Taylor, Robert Fleming (v.v. N.).
23.55 Musiques, musique.
 Valse n° 1 opus 18 en un bémol majeur de Chopin, par Françoise Bulfer-Arentjé, piano.

19.00	Série : Devin connection.	Les fessés de Vincennes (rediff.).
19.54	Six minutes d'informations.	De Pierre Chalmes (rediff.).
20.00	Série : Madame est servie.	Magnette : Chalmes (rediff.).
	Meilleurs vœux.	0.10 Musique : Boulevard des clips.
20.35	Téléfilm :	1.40 Musique :
	Les mariés de la mort.	Les maîtres des découvertes
	De Paul Gicquel, avec Ken Wadhwa.	du Printemps de Bourges 1969.
	Judge Mathusalem transposé en Floride.	1.50 Hk, ht, lit, horraï !
	Six minutes d'informations.	Les fessés de Vincennes (rediff.).
22.10	Capital (rediff.).	3.20 Chalmes (rediff.).
22.20	Téléfilm :	3.50 Aventure (rediff.).
	Le Pierr Chalmes (rediff.).	4.40 Chalmes (rediff.).
23.40	Magnette : Chalmes (rediff.).	5.10 Aventure (rediff.).
0.10	Musique : Boulevard des clips.	5.55 Feuilletin :
1.40	Musique :	La princesse du rail (6 épisodes).
	Les maîtres des découvertes	
	du Printemps de Bourges 1969.	
1.50	Hk, ht, lit, horraï !	
	Les fessés de Vincennes (rediff.).	
3.20	Chalmes (rediff.).	
3.50	Aventure (rediff.).	
4.40	Chalmes (rediff.).	
5.10	Aventure (rediff.).	
5.55	Feuilletin :	
	La princesse du rail (6 épisodes).	

6.55 Cabot cadin.
SOS fanfarses; Calluero et Pri-
cila.

7.40 *En clair jusqu'à 8.30*
7.40 Dasine achués; Ça carton.
8.00 CBS Evening News.
Journal américain présenté par Dan
Rabier.

8.24 Les arènes de l'Info.
8.30 La boutique Canal +.
Présenté par Jérôme Bonaldi et
Mayes.

9.00 Cinéma: L'ours au poir. ■
Film beige. Gino Mark Volante,
Sam Fry, Anna Karina.
10.40 Flash d'informations.

10.50 Série:
Les loups de la révolution.
6. M. Tallien, de Didier Grousset,
avec Catherine Willenkov.

En clair jusqu'à 12.30
12.30 Magazine: Dancin' et
Dancin'.

13.30 **Cinéma : El Dorado.** ■ Carlos Linares. Film franco-espagnol de Carlos Saura (1987). Avec Omar Apollo, Luis Linares, Lambert Wilson, Eusebio Poncela.

15.55 **Cinéma : Ségolles.** ■ John Hough. Film américain de John Hough (1966). Avec John Huston, Neil Dickson, Alex Hyde-White, Fiona Hutchison.

17.35 **Cabou cedrin.** ■ Mollatier. Les tribulations du Cabou cedrin en Allemagne : Minit-montres.

— *En clair jusqu'à 20.30* —

18.30 **Dessins animés : Ça cartoon.** ■ Présenté par Philippe Daux.

18.45 **Flash d'informations.**

18.49 **Top album.** ■ Présenté par Marc Tesson.

19.30 **Magazine : Nulle part ailleurs.** ■ Présenté par Philippe Glidien.

Levité : Johnny Hallyday.

20.30 **Cinéma : Les plus dingues des agents secrets.** ■ Film américain de Norman Abbott (1966). Avec Marty Allen, Steve Kasei, John Williams.

22.00 **Flash d'informations.** ■

22.06 Cinéma : *Angeli nati*, de J. Parker
Film austro-allemand, 1958. 100 min.
Musique de John Williams. Avec :
Mickie Rourke, John Cazale, John
Cassini, John Huston (v.a.).


23.55 Cinéma : *Angeli D*
Angeli D. 1958. 100 min.
Musique de John Williams. Avec :
John Huston, John Cassini, John
Cazale, Mickie Rourke (v.a.).

24.00 Cinéma : *Le fils étranger*. ■ ■
Film français de Didier Gold-
schmidt (1958). Avec Niala Aro-
troy, Yves Wasmontsky, Janet
Oliver.

FRANCOPHONES

RTL - 20 h, série : *Saint* ; 13 h 20, 10.
Cinéma : *Le grand baron*. Film
français de Claude Chabrol
2065 ; 22 h 10, cinéma : *Sageant Kleins*, film
de Sergio 20 h, série : *Madame est servie ;*
20 h 35, 45, 65, 85, 105, 125, 145, 165, 185, 205, 225, 245, 265, 285, 305, 325, 345, 365, 385, 405, 425, 445, 465, 485, 505, 525, 545, 565, 585, 605, 625, 645, 665, 685, 705, 725, 745, 765, 785, 805, 825, 845, 865, 885, 905, 925, 945, 965, 985, 1005, 1025, 1045, 1065, 1085, 1105, 1125, 1145, 1165, 1185, 1205, 1225, 1245, 1265, 1285, 1305, 1325, 1345, 1365, 1385, 1405, 1425, 1445, 1465, 1485, 1505, 1525, 1545, 1565, 1585, 1605, 1625, 1645, 1665, 1685, 1705, 1725, 1745, 1765, 1785, 1805, 1825, 1845, 1865, 1885, 1905, 1925, 1945, 1965, 1985, 2005, 2025, 2045, 2065, 2085, 2105, 2125, 2145, 2165, 2185, 2205, 2225, 2245, 2265, 2285, 2305, 2325, 2345, 2365, 2385, 2405, 2425, 2445, 2465, 2485, 2505, 2525, 2545, 2565, 2585, 2605, 2625, 2645, 2665, 2685, 2705, 2725, 2745, 2765, 2785, 2805, 2825, 2845, 2865, 2885, 2905, 2925, 2945, 2965, 2985, 3005, 3025, 3045, 3065, 3085, 3105, 3125, 3145, 3165, 3185, 3205, 3225, 3245, 3265, 3285, 3305, 3325, 3345, 3365, 3385, 3405, 3425, 3445, 3465, 3485, 3505, 3525, 3545, 3565, 3585, 3605, 3625, 3645, 3665, 3685, 3705, 3725, 3745, 3765, 3785, 3805, 3825, 3845, 3865, 3885, 3905, 3925, 3945, 3965, 3985, 4005, 4025, 4045, 4065, 4085, 4105, 4125, 4145, 4165, 4185, 4205, 4225, 4245, 4265, 4285, 4305, 4325, 4345, 4365, 4385, 4405, 4425, 4445, 4465, 4485, 4505, 4525, 4545, 4565, 4585, 4605, 4625, 4645, 4665, 4685, 4705, 4725, 4745, 4765, 4785, 4805, 4825, 4845, 4865, 4885, 4905, 4925, 4945, 4965, 4985, 5005, 5025, 5045, 5065, 5085, 5105, 5125, 5145, 5165, 5185, 5205, 5225, 5245, 5265, 5285, 5305, 5325, 5345, 5365, 5385, 5405, 5425, 5445, 5465, 5485, 5505, 5525, 5545, 5565, 5585, 5605, 5625, 5645, 5665, 5685, 5705, 5725, 5745, 5765, 5785, 5805, 5825, 5845, 5865, 5885, 5905, 5925, 5945, 5965, 5985, 6005, 6025, 6045, 6065, 6085, 6105, 6125, 6145, 6165, 6185, 6205, 6225, 6245, 6265, 6285, 6305, 6325, 6345, 6365, 6385, 6405, 6425, 6445, 6465, 6485, 6505, 6525, 6545, 6565, 6585, 6605, 6625, 6645, 6665, 6685, 6705, 6725, 6745, 6765, 6785, 6805, 6825, 6845, 6865, 6885, 6905, 6925, 6945, 6965, 6985, 7005, 7025, 7045, 7065, 7085, 7105, 7125, 7145, 7165, 7185, 7205, 7225, 7245, 7265, 7285, 7305, 7325, 7345, 7365, 7385, 7405, 7425, 7445, 7465, 7485, 7505, 7525, 7545, 7565, 7585, 7605, 7625, 7645, 7665, 7685, 7705, 7725, 7745, 7765, 7785, 7805, 7825, 7845, 7865, 7885, 7905, 7925, 7945, 7965, 7985, 8005, 8025, 8045, 8065, 8085, 8105, 8125, 8145, 8165, 8185, 8205, 8225, 8245, 8265, 8285, 8305, 8325, 8345, 8365, 8385, 8405, 8425, 8445, 8465, 8485, 8505, 8525, 8545, 8565, 8585, 8605, 8625, 8645, 8665, 8685, 8705, 8725, 8745, 8765, 8785, 8805, 8825, 8845, 8865, 8885, 8905, 8925, 8945, 8965, 8985, 9005, 9025, 9045, 9065, 9085, 9105, 9125, 9145, 9165, 9185, 9205, 9225, 9245, 9265, 9285, 9305, 9325, 9345, 9365, 9385, 9405, 9425, 9445, 9465, 9485, 9505, 9525, 9545, 9565, 9585, 9605, 9625, 9645, 9665, 9685, 9705, 9725, 9745, 9765, 9785, 9805, 9825, 9845, 9865, 9885, 9905, 9925, 9945, 9965, 9985, 10005, 10025, 10045, 10065, 10085, 10105, 10125, 10145, 10165, 10185, 10205, 10225, 10245, 10265, 10285, 10305, 10325, 10345, 10365, 10385, 10405, 10425, 10445, 10465, 10485, 10505, 10525, 10545, 10565, 10585, 10605, 10625, 10645, 10665, 10685, 10705, 10725, 10745, 10765, 10785, 10805, 10825, 10845, 10865, 10885, 10905, 10925, 10945, 10965, 10985, 11005, 11025, 11045, 11065, 11085, 11105, 11125, 11145, 11165, 11185, 11205, 11225, 11245, 11265, 11285, 11305, 11325, 11345, 11365, 11385, 11405, 11425, 11445, 11465, 11485, 11505, 11525, 11545, 11565, 11585, 11605, 11625, 11645, 11665, 11685, 11705, 11725, 11745, 11765, 11785, 11805, 11825, 11845, 11865, 11885, 11905, 11925, 11945, 11965, 11985, 12005, 12025, 12045, 12065, 12085, 12105, 12125, 12145, 12165, 12185, 12205,

Quarante ans :



Dans le nouveau village d'Oradour construit aux portes de la cité perdue, ceux des années 40-44 n'ont jamais pu oublier. Leurs enfants, leurs petits-enfants, ont grandi là, dans la mémoire de l'horrible massacre.

LE 10 juin 1944, entre 14 heures et 20 heures, Oradour a cessé d'être le nom d'une commune du Limousin pour devenir, en trois syllabes, le mot-symbole des pires atrocités des guerres. Ce jour-là, en six heures, les officiers, sous-officiers et hommes de troupe mûs de la 3^e compagnie du 4^e régiment blindé de la 2^e division SS « Das Reich » ont tués par le feu et le froid, ont parés et fagotés 207 enfants enfermés pour y être brûlés dans l'église embrasée, 190 hommes fusillés à la mitrailleuse dans des granges. Il n'y eut pas dix rescapés.

Les raisons de ce massacre ont été maintes fois supposées, jamais établies. Ce procès, à Bordeaux en 1953, d'un « Das Reich » d'anciens de la « Das Reich », dont deux Allemands, ce qui n'alla pas sans déclencher, et qui apporté sur ce chapitre, les recherches et études ultérieures non plus.

Celui qui est établi, ce sont demeure, ce sont hommes

C'est le suaisnement des toitures en devant ce qui, quarante-cinq ans après, rend Oradour-au-murtyr. On a, à 22 kilomètres au nord-ouest de Limoges. Après avoir suivi la route nationale d'Angoulême pendant 14 kilomètres, on oblique à main droite et, par un chemin de grande communication on descend doucement vers la Ganne qu'aima Corot. Les ruines apparaissent après le pont. Elles s'étendent à partir de là pour remonter au gré des pils du terrain. Un mur d'enceinte les délimite. Elles sont classées monument historique.

Ce sont des maisons tronquées sans toit, des murs qui ne gardent à la place des fenêtres que des carrés aveugles de ciel livide ou éclairant selon les jours ou les saisons, des mœlignes lugubres de cheminées, des pierres bréchées, tout un fouillis de plans cassés, fracassés. Ainsi l'ya-on voulu : le squelette ruinifié de la cité perdue demeure et demeure, même s'il faut sans cesse maçonner pour maintenir les ruines.

à l'écoute du m

[illegible]


Vieillir
avec les sourentres

A ces questions graves se sont attachées les auteurs de cet « Oratoire », Michel Follin et Marc Willart. En faisant entendre dans l'ombre partie de leur film les voix de *la douleur*, ils entendent bien préparer le spectateur à la deuxième partie : *Aujourd'hui, le bagastème condamné au déuil inter-dit le rit de rires comme interdit de bal et de cinéma de bruit.* En vérité, ceux des années 1940-1944 n'ont jamais pu se débarrasser de la journée du 10 juin 1944. Leurs enfants ont grandi à l'écoute des réits de l'horreur et leurs petits-enfants n'ont pu se ignorer. Comme le dit le maître : « J'ai perdu pendant quarante ans à l'écoute d'un da malheur ».

Dépendant, dans les ruines si proches, chaque année passent six cent mille visiteurs, Allemands compris.

(1)
146.
le.

nalheur



e drame.

l'orain de six ans qui
sur SS — « *C'est le des-*
-il, » ajouta-t'il passé la
laine. Et Marguerite Rouf-
qui put se soustraire au
de l'église, est morte voici un
atre-vingt-cinq ans. Au jour
obscurs, le cortège a tra-
s ruines. Il pleuvait. « *Cette*
il tombait sur nous, dit
l'hail un des « anciens »,
comme toutes les larmes de
ses perdes ».

Andour » de Michel Follin et
Winnart tire de l'oubli natio-
point une histoire de sang et
rt, mais celle d'hommes, de
s, d'enfants qui eux sont bien
h, qui « ne veulent pas faire
t, mais faire réfléchir ». Il y
de la patience et de la
I. L'une et l'autre sont là.

JEAN-MARC THÉOLLEVRE.

— Cette tourlaine partie avec diffé-
25 juin, en dernière partie de not-

هناك امه لا حول

14

Vendredi 23 juin

TF 1

6.30 Magazine : Une première. Avec le journal à 7.30. 7.30 Les 12 heures. 7.40 Club Dorothée matin. 8.30 Têti shopping. 9.30 Feuilleton : Hémé et passion. 9.40 Série : Les amours des années folles. 10.00 Magazine : Viva la vie. Présenté par Martine Ailla-Rognant et Philippe Rucchi. 10.30 Magazine : Les amoureux du monde. 11.00 Les 12 heures. 11.30 Jeopardy. 12.00 Tourne... mariage. 13.00 Journal. 13.30 Feuilleton : La ligne de Dieu. 14.30 Feuilleton : Au pôle de Dieu. 15.00 Verdicts : En cas de bonheur. 16.00 Club Dorothée. 16.30 Verdicts : Les chances aux châteaux. 18.00 Série : Les ruses de Saint-François. 18.30 Aïe de rocher. 18.45 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.25 Jeu : Le roue de la fortune. 20.00 Le babble show. 20.40 Journal. 21.00 Feuilleton : Aïe de rocher. 21.30 Les 12 heures. 22.40 808. 23.40 Feuilleton : Le jeu de la couronne. 0.30 Les 12 heures. 0.55 Série : Drôles d'histoires. 1.20 Série : Des agents très spéciaux. La femme de scandale.

LA 5

6.00 Le journal permanent. 7.30 à 8.00 Dessins animés. 7.30 Rêve sans famille (credit). 7.55 Grand prix (credit). 8.20 Les défenseurs de la Terre (credit). 8.45 Gu gu gu. 8.50 Télé-écho. 9.15 Série : Volin, volin. 10.40 Série : Les brigades du Tigre. 11.30 Jeu : Mécanisme. 12.00 Feuilleton : Tendre et passion. 12.30 Magazine : Le journal. 13.00 Journal. 13.35 Série : L'inspecteur Derrick. 14.45 Série : Kojak. 15.45 Série : Barretta. 16.50 Les aventures de Toddy Rugh. 17.15 Dent le malice. 17.35 Grand prix. 18.05 Série : Arnold et Willy. 18.20 Boulevard des cibles. 18.50 Journal images. 19.00 Série : Supercopier. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Dites-moi tout. 21.00 Les 12 heures. 21.30 Les 12 heures. 22.45 Téléfilm : Le prix de la vérité. 23.00 Les 12 heures. 0.00 Les 12 heures. 0.05 L'inspecteur Derrick (credit). 1.10 Boulevard des cibles (credit). 2.00 Boulevard des cibles (credit). 2.15 Tendre et passion. 2.40 Journal de la nuit. 2.45 Série : L'homme de fer. 3.30 Volin, volin (credit). 3.50 Tendre et passion (credit). 5.55 Boulevard des cibles (credit). 6.20 Musique : Aïe de rocher.

A 2

6.30 Téléfilm. 7.30 à 8.00. 8.30 Magazine : Météo. 9.30 Feuilleton : Hémé et passion. 9.40 Série : Les amours des années folles. 10.00 Magazine : Viva la vie. Présenté par Martine Ailla-Rognant et Philippe Rucchi. 10.30 Magazine : Les amoureux du monde. 11.00 Les 12 heures. 11.30 Jeopardy. 12.00 Tourne... mariage. 13.00 Journal. 13.30 Feuilleton : La ligne de Dieu. 14.30 Feuilleton : Au pôle de Dieu. 15.00 Verdicts : En cas de bonheur. 16.00 Club Dorothée. 16.30 Verdicts : Les chances aux châteaux. 18.00 Série : Les ruses de Saint-François. 18.30 Aïe de rocher. 18.45 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.25 Jeu : Le roue de la fortune. 20.00 Le babble show. 20.40 Journal. 21.00 Feuilleton : Aïe de rocher. 21.30 Les 12 heures. 22.40 808. 23.40 Feuilleton : Le jeu de la couronne. 0.30 Les 12 heures. 0.55 Série : Drôles d'histoires. 1.20 Série : Des agents très spéciaux. La femme de scandale.

FR 3

10.40 Le chien du diable. 11.52 Espèce 3 : L'homme du jour. 12.00 Téléfilm régional. 12.57 Flash d'informations : Point d'actualité. 13.05 Série : Quand l'été venait du ciel. 13.30 Magazine : Rêve de femme. 13.57 Flash d'informations : Point d'actualité. 14.00 Magazine : Viva la vie. Présenté par Martine Ailla-Rognant et Philippe Rucchi. 14.30 Magazine : Les amoureux du monde. 15.00 Les 12 heures. 15.30 Jeopardy. 16.00 Tourne... mariage. 17.00 Journal. 17.30 Feuilleton : La ligne de Dieu. 18.30 Feuilleton : Au pôle de Dieu. 19.00 Verdicts : En cas de bonheur. 20.00 Club Dorothée. 20.30 Verdicts : Les chances aux châteaux. 22.00 Série : Les ruses de Saint-François. 22.30 Aïe de rocher. 22.45 Feuilleton : Santa-Barbara. 23.00 Journal. 23.30 Feuilleton : La ligne de Dieu. 0.00 Les 12 heures.

M 6

7.00 Information : M6 express. 7.30 à 8.00. 8.30 Magazine : Météo. 9.30 Feuilleton : Hémé et passion. 9.40 Série : Les amours des années folles. 10.00 Magazine : Viva la vie. Présenté par Martine Ailla-Rognant et Philippe Rucchi. 10.30 Magazine : Les amoureux du monde. 11.00 Les 12 heures. 11.30 Jeopardy. 12.00 Tourne... mariage. 13.00 Journal. 13.30 Feuilleton : La ligne de Dieu. 14.30 Feuilleton : Au pôle de Dieu. 15.00 Verdicts : En cas de bonheur. 16.00 Club Dorothée. 16.30 Verdicts : Les chances aux châteaux. 18.00 Série : Les ruses de Saint-François. 18.30 Aïe de rocher. 18.45 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.25 Jeu : Le roue de la fortune. 20.00 Le babble show. 20.40 Journal. 21.00 Feuilleton : Aïe de rocher. 21.30 Les 12 heures. 22.40 808. 23.40 Feuilleton : Le jeu de la couronne. 0.30 Les 12 heures. 0.55 Série : Drôles d'histoires. 1.20 Série : Des agents très spéciaux. La femme de scandale.

CANAL +

7.00 En direct jusqu'à 8.30. 8.00 Dessins animés : La crotte. 8.30 CBS Evening News. 8.30 Les arènes de l'été. 9.05 Pili musica. 9.05 Chiffres : Trois hommes et un couffin. 9.30 Les 12 heures. 9.30 Les 12 heures. 10.30 Les 12 heures. 10.30 Les 12 heures. 11.00 Les 12 heures. 11.30 Les 12 heures. 12.00 Les 12 heures. 12.30 Les 12 heures. 13.00 Les 12 heures. 13.30 Les 12 heures. 14.00 Les 12 heures. 14.30 Les 12 heures. 15.00 Les 12 heures. 15.30 Les 12 heures. 16.00 Les 12 heures. 16.30 Les 12 heures. 17.00 Les 12 heures. 17.30 Les 12 heures. 18.00 Les 12 heures. 18.30 Les 12 heures. 19.00 Les 12 heures. 19.30 Les 12 heures. 20.00 Les 12 heures. 20.30 Les 12 heures. 21.00 Les 12 heures. 21.30 Les 12 heures. 22.00 Les 12 heures. 22.30 Les 12 heures. 23.00 Les 12 heures. 23.30 Les 12 heures. 0.00 Les 12 heures.

NOMADES : La B, 11 h 30

Tintin au pays des chefs-d'œuvre

Marchand d'art, expert, collectionneur Jacques Kerchache a tout de l'aventurier. Depuis trente ans, il parcourt la planète à la recherche du chef-d'œuvre inconnu.



« Les grands artistes sont très rares » dit Jacques Kerchache.

P LUTOT qu'à Indiana Jones, c'est à Tintin que fait référence Jacques Kerchache. Marchand d'art, expert et collectionneur, il sillonne la planète depuis trente ans à la recherche du chef-d'œuvre inconnu. On le voit traverser un pont de lianes au Gabon, participer à une cérémonie vaudou au Bénin, ou encore à une fête de la révolution à Cuba. Kerchache est un homme de la révolution. La course à la découverte du chef-d'œuvre inconnu est une aventure à part entière. Kerchache est un homme de la révolution. La course à la découverte du chef-d'œuvre inconnu est une aventure à part entière. Kerchache est un homme de la révolution. La course à la découverte du chef-d'œuvre inconnu est une aventure à part entière.

AVANCE SUR IMAGES : CANAL +, 12 h 30

Haïti en couleurs

Dans l'un des États les plus pauvres de la planète, on fabrique tant bien que mal des images. Les producteurs et réalisateurs haïtiens affrontent pourtant la concurrence du câble avec un humour décapant.

A première République noire au monde, Haïti, connue de par le monde pour ses paysages de montagne, ses forêts tropicales, ses plages de sable blanc, est un pays où la télévision est une véritable révolution. C'est un pays où la télévision est une véritable révolution. C'est un pays où la télévision est une véritable révolution. C'est un pays où la télévision est une véritable révolution.

Canada), avec des interviews, le plus souvent en créole sous-titré. Le film documentaire de cette sélection, malgré la gravité de certains sujets évoqués (le « divalé », le vaudou), a un humour à toute épreuve. Il faut entendre cet homme vanter en haïtien les mérites des aliments « Lasha », voir « Captain Météo », l'ancien chef des forces armées haïtiennes, conseiller le ventilleur pour les jours à venir, ou encore savourer les exploits de l'« Agent 812 ». Le clip de ces images est une véritable révolution. C'est un pays où la télévision est une véritable révolution. C'est un pays où la télévision est une véritable révolution.

LAURENCE FOLLÉA.

